

MONGO BETI

**LETTRE OUVERTE
AUX
CAMEROUNAIS**

ou deuxième mort
de RUBEN UM NYOBÉ

éditions des peuples noirs

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Lettre ouverte aux Camerounais

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

La ruine presque cocasse d'un polichinelle, MONGO BETI, 1979.

Connaître la Guinée équatoriale, Max LINIGER-GOUMAZ, 1983.

Main basse sur le Cameroun, Mongo BETI, réédition, 1984.

Peuples Noirs-peuples Africains, revue bimestrielle.

Mongo BETI

Lettre ouverte aux Camerounais

ou

La deuxième mort
de Ruben Um Nyobé

Editions des peuples noirs
82, av. de la Porte-des-Champs - 76000 Rouen

DIFFUSION L'HARMATTAN
7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris

DU MÊME AUTEUR :

Ville Cruelle, Présence Africaine, édit. 1954.

Le Pauvre Christ de Bomba, roman, Robert Laffont, édit. 1956, réédition Présence Africaine, 1976.

Mission Terminée, roman, 1957 (Buchet-Chastel).

Le roi miraculé, roman, 1958, (Buchet-Chastel).

Main basse sur le Cameroun, essai politique, P.C. Maspéro, édit. 1972. Réédition 1984 aux Editions des Peuples Noirs..

Perpétue et l'habitude du malheur, roman, 1974 (Buchet-Chastel).

Remember Ruben, roman, 10/18, édit. 1974, réédition L'Harmattan, 1982.

La ruine presque cocasse d'un polichinelle, roman, Editions des Peuples noirs, édit. 1979.

Les deux mères de Guillaume Ismaël Dzewatama, roman, 1983 (Buchet-Chastel)..

La revanche de Guillaume Ismaël Dzewatama, roman, 1984 (Buchet-Chastel).

Pour la revue bimestrielle

Peuples Noirs-Peuples Africains

s'adresser à :

P.N.P.A. 82 av. de la Porte-des-Champs,
76000 - ROUEN (France)

© Editions des peuples noirs, 1986

ISBN : 286 441 003-6

Avant-propos

Salut à tous ceux qui liront ce livre à travers le monde, en Afrique, et même au Cameroun. Je sais en effet qu'il sera aussi lu par bon nombre de Camerounais, malgré la censure de Paul Biya.

Aucune censure n'a jamais vraiment étouffé un ouvrage, pourvu qu'il réponde si peu que ce soit à l'aspiration de son public. Je me persuade que cette condition est remplie par mon nouveau livre, au moins autant que pour Main basse sur le Cameroun, interdit lui aussi en son temps, pourchassé, décrié, mais d'autant plus fascinant et convoité, au point de contribuer finalement à la perte du dictateur artisan de cette censure.

Ce n'est pas sans anxiété que je me résous à proposer au lecteur un ouvrage qu'il ne pourra classer dans aucun genre traditionnel : c'est en effet un livre où il est question du Cameroun, et le destin du Cameroun n'appartient à aucune catégorie, pas plus que sa situation actuelle n'a de précédent.

Ce ne sera donc ici ni de l'histoire ni un chapitre de mes mémoires. Ce sera tout cela à la fois.

Un peuple jeune et enthousiaste qui se fraie des voies nouvelles vers la liberté s'aventure aussi, qu'il le veuille ou non, sur les terres vierges ou inconnues de la création littéraire.

Puisse surtout ce modeste témoignage contribuer à l'avènement rapide de la démocratie et à l'instauration définitive du pluralisme dans un pays qui a suffisamment versé de son sang pour mériter ce qui est le privilège suprême de l'espèce en même temps que son droit inaliénable.

Le temps en est-il encore si éloigné ? La liberté et la démocratie que les progressistes camerounais réclament depuis

plusieurs décennies pour leur peuple ne seraient-elles pas aujourd'hui à notre porte ? Et si c'était la raison du délire dont l'actuel dictateur et ses protecteurs semblent soudain saisis ?

Le lecteur ne pourra échapper à ces interrogations en prenant connaissance des diverses péripéties de l'aventure au centre de laquelle je me suis trouvé malgré moi et d'ailleurs longtemps à mon insu. Un homme seul et modeste, un opposant en exil, un Africain, bref une accumulation d'infirmités, vaque innocemment aux tâches ordinaires de sa profession, préparant et dispensant ses cours, corrigeant les copies. Il anime une publication, mais sans fracas, loin des tapages du snobisme et de la démagogie ; il veille au bien-être des siens : il mène en somme la vie anonyme des hommes qu'aucune ambition ne tourmente. Jamais il n'a pris langue ni avec un chef d'Etat ni avec un gouvernement.

Sa vision de l'existence ne lui inspire que défiance à l'égard des puissances et le détourne de leurs danses de séduction.

Et voilà qu'un beau matin il se découvre la cible d'un complot ourdi par l'association des polices occultes de deux Etats. On l'avait sans cesse épié, guetté, espionné, suivi ; on interceptait son courrier, notait ses habitudes, écoutait son téléphone, faisait pression sur ses amis en Afrique.

Imagine-t-on le temps et l'argent consacrés à cette cabale ? Combien de fois pour se réunir et se concerter, ses agents ont-ils dû traverser les océans, violenter leur nature en l'exposant aux morsures du froid ou à l'ardeur du soleil ? Dans quelles gares, dans quels aéroports ne se sont-ils pas morfondus ? Combien d'hommes de main a-t-il fallu enrôler, combien de complices persuader, combien de mouchards rémunérer ? *

Et tout cela dans quel dessein ? Haine ? Amour ?

Ni haine ni amour ; ou plutôt amour et haine à la fois. Mais peut-être les maîtres tapis dans l'ombre ignorent-ils eux-mêmes désormais où ils veulent en venir, empêtrés qu'ils sont dans leurs calculs trop compliqués.

Ils ne résisteraient pas au plaisir de m'assassiner si jamais je

* " L'affaire Tillier " — du nom de ce journaliste français d'extrême-droite que rémunérait Paul Biya pour surveiller les opposants camerounais résidant en France et notamment l'ancien dictateur Ahmadou Ahidjo — vient d'établir, s'il en était besoin, la réalité de ces filatures.

tombais à leur merci. [C'est une tradition du fascisme camerounais, invétérée déjà, d'assassiner les intellectuels dissidents.] D'abord ce fut Ossendé Afana, en 1966 ; récemment ce fut Tounjam Pouémi, sans compter tous les autres.

Mais, de loin, tant que l'ivresse de la prise ne détraque pas encore leurs pauvres cerveaux, ils s'exaltent en rêvant que je suis des leurs, que l'infamie de leur corruption s'assourdit sans retour, comme la rumeur du cauchemar, que le sang des victimes sacrifiées se dissout sur leurs mains. Amour ou haine ? Amour et haine ? Qu'importe.

Voilà bientôt trente ans que les réactionnaires au service de la domination étrangère, conduits d'abord par Ahmadou Ahidjo, puis désormais par Paul Biya, règnent sans partage sur l'infortuné Cameroun. A eux depuis bientôt trente ans les milliards de l'aide internationale et du pétrole, sans compter les divers pillages du produit national proprement dit. A eux les dividendes politiques de la protection des grandes puissances garantes de la division de la planète en zones d'influence.

Les dinosaures du tribal-confessionnalisme et leurs mentors du national-tiersmondisme auraient dû être comblés et sereins. Rien n'aurait dû pouvoir troubler leur sommeil. Et pourtant, comme le montre la machination que je viens de déjouer, ils dorment mal, et même très mal. Il faut bien que cet acharnement à me persécuter traduise leur phobie. De quoi ont-ils donc peur ?

Du peuple camerounais trop longtemps anesthésié, hébété de propagande et de terreur, décervelé proprement, mais qui se réveille lentement et commence à se ressaisir : ainsi donc, chuchote-t-il, ce fut pendant presque trente ans le règne du meurtre et de la rapine ? Comment cela a-t-il été possible ?

Paul Biya et sa smala corrompue espéraient peut-être forcer le fleuve à remonter son cours et ramener la société camerounaise vingt ans en arrière, sous le règne d'Ahidjo le petit Peuhl, quand triomphaient le mensonge et l'obscurantisme.

Et si l'histoire avait déjà pris Paul Biya et les siens dans le piège de son filet ? Et si chaque menée souterraine, chaque sursaut pour se dégager les garrottait plus cruellement encore ? N'est-ce pas le spectacle, réconfortant au demeurant, qu'ils offrent dans la pitoyable offensive dont voici la relation ?

PREMIÈRE PARTIE

**L'HISTOIRE
D'UNE MACHINATION**

I - LE PIEGE

Ou l'ouverture façon Paul Biya¹

J'ai longtemps hésité avant de me décider à livrer au public une affaire où je me suis laissé berné par une bureaucratie policière néo-coloniale, cette engeance grotesque dont je n'ai cessé de moquer la stupidité. C'est un devoir de transmettre

1. M. Paul Biya a la réputation, justifiée, de manquer de caractère et de ne pas maîtriser son entourage. Certains en profitent pour l'absoudre systématiquement de tous les abus de son régime, qu'ils attribuent exclusivement à ses séides. C'est un distinguo auquel je me refuse personnellement, considérant que, dans un système présidentiel, comme celui du Cameroun, le président est toujours responsable des fautes du pouvoir. Cela dit, certaines factions du régime de Biya sont carrément fascinantes ; je pense par exemple à la vieille garde ajoulatiste (catholique et beti) où s'agite Adalbert Owona, un mien cousin. L'anecdote que voici donnera une idée de la mentalité archaïque de ce groupe : se confiant un jour à un professeur français d'université en visite à Yaoundé, cet Adalbert Owona lui déclara qu'il connaissait une excellente solution pour me faire rentrer au Cameroun (idée fixe de ces messieurs sur lesquels ma modeste personne semble exercer une fascination étrange dont je suis moi-même le premier stupéfié. A croire qu'ils ne peuvent pas se passer de moi !) on me kidnapperait ; une fois là-bas, je serais tellement ravi de découvrir le bonheur de vivre au Cameroun que l'idée de me plaindre du procédé ne me viendrait même plus. Voilà quels olibrius ont le Cameroun en charge actuellement.

D'autres groupes cabalent d'ailleurs aussi dangereusement dans le vide du pouvoir déserté par un président trop timoré, trop indécis. C'est le cas de certains rescapés de la dictature ahidjoïste, arc-boutés contre tout changement, soit parce qu'ils ont, comme Andzé Tsoungui, ministre des Armées, les mains rougies par le sang de leurs compatriotes, ayant officié comme hauts fonctionnaires responsables de la répression au début des années soixante, époque terrible qui n'est pas près de sortir de la mémoire collective ; soit parce que, comme Sengat-Kouoh, ce mercenaire de la magouille et du retournement de veste, ils redoutent trop que l'avènement du multipartisme n'entraîne la mise sur la sellette des citoyens trop vite enrichis.

On imagine mal comment cette faune, véritable musée des horreurs morales, a pu se figurer que j'accepterais un jour, sous quelque pression que ce soit, de me commettre en son sein. Autant croire au Père Noël. En effet, comme on le verra, il s'agissait bien de se procurer le moyen d'exercer sur moi un chantage qui me contraigne à me rallier au régime en place à Yaoundé, alors que chacun sait avec quelle fermeté je le condamne. C'est toujours au kidnapping qu'on recourait, mais moral cette fois, l'autre forme étant sujette aux aléas, comme certaine tentative avortée vient de le montrer à Londres.

cette histoire aux futures générations de militants noirs qui ne manqueront pas d'en tirer quelque parti ; en toute hypothèse, elle dessillera les yeux de bien des intellectuels camerounais entêtés dans l'aveuglement, en montrant d'une façon lumineuse que si Ahmadou Ahidjo symbolisera à jamais l'opprobre du despotisme africain sous influence, son successeur né vaut pas mieux, au contraire. Exercice de démystification, ce récit est donc aussi une entreprise de salubrité politique.

Les signes avant-coureurs.

Depuis l'arrivée de Paul Biya à la présidence de la République du Cameroun en 1982, j'étais presque quotidiennement abordé par des gens se disant bien informés, des Betis² catholiques notamment, qui m'annonçaient que le successeur d'Ahmadou Ahidjo désirait faire une ouverture dans ma direction, qu'il allait incessamment m'envoyer un

2. Cette précision n'est pas inutile. D'une part, une loi non écrite de la politique camerounaise (c'est-à-dire, en réalité, une technique de domination du néocolonialisme) semble être la rotation des ethnies dans l'exercice du pouvoir suprême, au mépris bien entendu de la Constitution officielle dont le rôle est purement décoratif. Après les Nordistes Peuhls, il saute aux yeux que l'Etat est tombé entre les mains pour ne pas dire dans l'escarcelle des Sudistes Betis avec l'avènement de Paul Biya : le Camerounais de la rue s'en convainc par la seule lecture des noms des plus hauts responsables dans tous les domaines et notamment dans les organes de Sécurité que les Bétis monopolisent impudemment. De plus, les Bétis étant en majorité catholiques, il en résulte que, sous Paul Biya, le dirigeant camerounais le plus représentatif est un Beti catholique, comme il était naguère un Peuhl musulman : c'est ce que j'ai appelé souvent le tribal-confessionnalisme.

D'autre part, le qualificatif *beti* s'appliquait originellement et à proprement parler à deux ethnies de la région de Yaoundé : les Ewondos à Yaoundé même, et les Beneuhs (ou Banés) à Mbalmayo. Mais il est vrai que le terme tend irréversiblement à désigner tous les Fangs du Cameroun, c'est-à-dire, en plus des deux groupes nommés tout à l'heure, les Etohns, les Boulous, les Ntoumou, etc. Ce n'est pas seulement l'une des ethnies les plus nombreuses du Cameroun, avec les Bamiléké à l'ouest ; les « Betis » forment aussi, avec leurs frères Fangs du Gabon et de la Guinée Equatoriale, un peuple évalué par le Pr Eya Ntchama, chef de l'opposition équato-guinéenne réfugié à Genève, à environ cinq millions de personnes ; ils offrent également un exemple rare de cohésion linguistique, culturelle et sociale, n'en déplaise aux professionnels de l'élucubration ethnologiste qui, sous la rubrique « tribus », rangent des clans, c'est-à-dire des familles élargies comme les mvog Ada, mvog Belibi, mvog Amougou...

Mais, bien entendu, rien ne saurait justifier le rôle politique exorbitant que le néocolonialisme veut faire jouer aux Betis affligés de trop de handicaps pour être à

émissaire à cet effet. Je répondais que c'était le dernier de mes soucis.

Au cours de l'année 1983, j'appris que la rumeur de ma présence au Cameroun courait dans les quartiers africains des grandes villes camerounaises : le gouvernement faisait ou laissait dire que j'étais revenu à Mbalmayo, mon pays natal, et que je coopérais avec le parti unique, l'U.N.C. Quand, à Paris, je rencontrais des compatriotes arrivant du Cameroun, je m'entendais régulièrement dire : « Dommage que je n'aie pas pu te rencontrer à Yaoundé ! Dieu sait pourtant que je t'ai recherché ! » Inutile d'expliquer que j'étais allé au Cameroun pour la dernière fois en 1959 : on refusait de me croire.

Un jeune compatriote qui avait séjourné à la prison de Rouen et qui, à l'expiration de sa peine, avait été expulsé vers le Cameroun, me téléphona à peine arrivé à Yaoundé, sur le ton du blâme : « Pourquoi ne pas m'avoir dit à Rouen que tu venais de séjourner chez nous ? », fit-il. « Moi ? Pas du tout, je ne suis pas allé chez nous récemment », lui répondis-je. « Mais si ! plein de gens t'ont vu, je l'entends dire ici tous les jours. » Bref, ce fut un dialogue de sourds. Telle est la force de la désinformation.

C'est à partir du printemps de 1984 que j'aurais dû prendre conscience qu'une offensive occulte était menée contre ma petite personne, le pouvoir s'étant laissé enfermer dans un piège de mensonges dont il allait devoir se dégager d'une façon ou d'une autre. Jamais je n'avais reçu tant de nouvelles, toutes alarmistes d'ailleurs, de ma vieille mère. Tel docteur de troisième cycle, professeur de lycée à Sangmelima, qui, pendant deux très longues années après notre séparation à Paris, ne m'avait pas donné le moindre signe de vie, et à qui d'ailleurs je n'avais jamais parlé de ma

la hauteur d'aucune hégémonie. Leurs compatriotes d'autres ethnies ne leur reprochent-ils pas, comme hier aux Peuhls d'Ahmadou Ahidjo, de s'être naguère prudemment tenus à l'écart de la lutte de libération nationale, sous l'influence des missions catholiques, ardents défenseurs du système colonial. Les Betis manquent d'ailleurs aussi de dynamisme économique et le poids de la communauté dans ce domaine est tout à fait insignifiant. Ce sont de grands amateurs de diplômes, et le rêve de tout jeune Beti est de parader un jour dans un bureau. Dépouillés de sens pratique et d'expérience militante, ivres d'un pouvoir aussi subit qu'immérité, ne vont-ils pas bien vite se rendre odieux à leurs compatriotes ? Il est des Betis, notamment parmi les intellectuels en exil, qui s'inquiètent de cette situation et en redoutent l'issue jugée désastreuse. (Note conçue et rédigée en janvier 1985, et dont les prédictions se trouvent à combien vérifiées en ce mois d'août 1986 alors que s'allonge la liste des excès d'un Denis Ekani, le Béria de Paul Biya).

mère, m'adressa coup sur coup plusieurs missives, dont une lettre recommandée avec accusé de réception, où il m'annonçait que maman était pour ainsi dire à l'agonie, qu'elle était obsédée par la hantise de ne pas me revoir une dernière fois avant sa mort.

Une certaine madame Fanny Lalande-Isnard n'a pas un style différent, bien que Française ; il est vrai qu'elle est très répandue dans les milieux camerounais de Paris, de Douala, de Yaoundé, où elle se donne à tort pour l'une de mes connaissances. Je ne connais pas madame Fanny Lalande-Isnard, et Dieu me garde de la rencontrer. L'indiscrétion et le toupet de cette personne n'ont d'égal que la maladresse de ses tentatives pour tirer les vers du nez à ses interlocuteurs, auxquels elle n'hésite pas à téléphoner aux heures les plus tardives, sous prétexte de leur exposer ses efforts pour promouvoir le livre africain en Afrique. Elle aussi me parlait alors de ma mère. Par quel miracle avait-elle pu recueillir ses confidences ? Mystère. Madame Lalande-Isnard me parlait aussi des dirigeants du Cameroun qui, selon elle, ne comprennent pas pourquoi je m'obstine à rester en France. Le toupet, je vous dis !

C'est pourtant un Beti de Douala, Louis-Marie M'Barga Owona, un brave garçon un peu simplet, qui mérita la palme dans cet exercice appelé, si je ne m'abuse, l'intox. Pendant les dernières semaines du printemps 1984 et durant l'été de cette même année, il m'écrivit au rythme d'une lettre tous les deux ou trois jours, après des décennies de silence. Et de seriner le même refrain. Que de raisons, j'avais de venir enfin au pays. Ma mère, bien sûr, entre autres ! Ah, la pauvre femme ! Etc.

Je lui répondis toujours aimablement, lui expliquant sans m'impatienter pourquoi il me fallait un certain nombre de garanties politiques : l'amnistie pour certains de nos camarades d'exil, la libération des prisonniers politiques, presque tous des militants de l'U.P.C., donc des camarades aussi. Paul Biya avait été informé de ces conditions par diverses voies, expliquais-je à mon correspondant. S'il était animé de si belles intentions, pourquoi tardait-il à faire un geste au moins ? Espérait-il que nous irions demander l'aman individuellement ? Nous prétendions, quant à nous, à la reconnaissance de l'opposition.

A la fin, Louis-Marie se lassa et entreprit de jouer au brave péquenot qui se noie dans les visions tourbillonnantes d'un intellectuel ; il m'écrivit, en substance : « J'avais préparé une grande fête en prévision de ton arrivée. J'avais réservé une voiture qui nous aurait emmenés de village en village à travers notre belle province. Je vois bien qu'il n'en sera pas ainsi cette fois. Au moins voudras-tu écrire à Paul Biya pour lui annoncer la date où tu comptes venir ? »

Je me fâchai cette fois et rompis l'échange de correspondance le 29 août 1984, dans une dernière lettre où je lui disais : « ...tu te trompes, ce n'est pas la personne d'Ahidjo que je combattais, mais sa mauvaise politique consistant à arrêter, emprisonner, torturer les Camerounais ayant combattu pour l'indépendance. Biya continue la même politique. Sans l'amnistie, où est donc le changement ? Je donne encore deux mois, septembre et octobre, à Biya pour libérer tous les prisonniers politiques et proclamer l'amnistie générale. Sinon, je l'attaquerai très durement, comme j'ai attaqué Ahidjo alors que Biya travaillait tranquillement avec ce dictateur... »

Je pris à témoin de la sottise du gouvernement qui utilisait des agents aussi maladroits un autre Beti avec qui j'étais en correspondance depuis près d'un an et qui, par une circonstance que j'eus longtemps le tort et la naïveté de croire fortuite, se trouvait être aussi un ami de Louis-Marie M'Barga Owona, un certain Jérôme Elundu Onana, cadre à la B.I.C.I.C. (Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Cameroun, filiale de la Banque nationale de Paris), où il est chargé des relations avec la « clientèle du Littoral ».

Ce personnage avait fait preuve jusque-là d'une discrétion et d'un tact dont je lui savais gré. C'est pourtant lui qui va servir d'exécuteur dans le piège que me tend le pouvoir et où je vais tomber bêtement comme un novice. En fait, Elundu Onana, très probablement et même sans aucun doute, a téléguidé Louis-Marie M'Barga, dont il va aussitôt prendre le relais, fort de toute l'information que lui apporte ma correspondance avec son ami. Je dois préciser que si je connais fort bien Louis-Marie, avec qui j'ai été à l'école et qui, par la suite, est devenu un parent par alliance en épousant une lointaine cousine, je n'ai jamais rencontré Jérôme Elundu Onana. Mais il va rapidement gagner ma

confiance, avec une dextérité et un naturel qui permettent de penser que, au moins pendant une partie de nos rapports, il a pu être spontané et sincère, ceux qui le manipulaient de la coulisse ayant dû lui laisser la bride sur le cou au début.

L'exécuteur entre en scène

Dès l'éviction en 1982 du dictateur Ahmadou Ahidjo, tandis que se répand l'illusion d'une libéralisation, Elundu Onana se met à nous faire la cour : je ne trouve pas de meilleure expression pour qualifier son comportement. Il nous écrit pour nous informer, féliciter, congratuler et surtout pour nous acheter nos produits. Il ne faut pas oublier que nous sommes une maison d'édition, aussi dérisoire soit-elle eu égard à ses moyens financiers. Sous Ahidjo, on ne nous avait pour ainsi dire jamais adressé de commande du Cameroun, alors que nous avions des clients partout, et même chez l'horrible Omar Bongo. Point de semaine sans une commande d'Elundu : exemplaires isolés ou séries entières de *Peuples noirs - Peuples africains*, abonnements recueillis auprès de ses amis, d'autres, imminents ; achats de *La ruine presque cocasse d'un polichinelle*³ par dizaines. Une véritable manne. Et le bougre, contrairement à tant d'Africains, paie rubis sur l'ongle. Durant cette première période, qui va de 1983 à la fin de l'été 1984, nous traitons avec Elundu Onana pour une somme qui dépasse les vingt mille francs français, à notre entière satisfaction ! Un vrai pactole. Retenez bien ce truc : rien de plus efficace pour séduire un homme dont l'entreprise en somme vivait auparavant.

Qu'on se rappelle que c'est le 29 août 1984 que je romps avec Louis-Marie M'Barga ; à celui-ci se substitue aussitôt Elundu Onana, selon mon hypothèse.

Hypothèse largement vérifiée lorsqu'on observe que c'est à la même époque, c'est-à-dire à la fin de cet été-là, que nos

3. Roman de M. Beti publié aux Editions des Peuples noirs en 1979.

rapports avec Elundu Onana prennent un tournant qui frappe rétrospectivement. Sans aucun doute, le banquier prend l'affaire en main. Il nous adresse désormais de très grosses commandes. Outre la revue, dont nous lui envoyons une dizaine de cartons à sa demande, il reçoit pendant cette période 1104 exemplaires de *La ruine presque cocasse d'un polichinelle*. Il me persuade d'obtenir que Buchet-Chastel lui envoie cinq cents exemplaires de mes œuvres publiées chez cet éditeur. Le même accord est signé avec Présence Africaine et concerne 700 exemplaires du *Pauvre Christ de Bomba*, ainsi qu'avec L'Harmattan pour 300 exemplaires de *Remember Ruben* et 200 de *Le temps de Tamango* (roman de Boris Diop dont j'ai écrit la préface), sans compter des commandes de moindre importance, comme celles de *Main basse sur le Cameroun*, qui est en fin de stock à La Découverte (ex-éditions François Maspéro). Précision capitale : les traites de ces éditeurs sont à mon nom personnel.

Dans ses lettres, il ne cesse d'exposer sa théorie et sa pratique de la vente des livres auprès des Africains, et ses vues me paraissent frappées au coin du bon sens. Contrairement à ce que l'on prétend, affirme-t-il, les gens ont envie de lire, mais non l'habitude. Diverses raisons, dont la peur invétérée de la police politique, la distance, et bien entendu aussi le manque d'argent pour les plus déshérités, retiennent les gens d'aller acheter les livres dans les librairies concentrées dans la ville moderne (qui est, en fait, la ville européenne), sans compter que ces établissements se fournissent rarement en ouvrages d'auteurs africains.

Qu'on mette des livres sous les yeux des gens, soit par la technique du porte-à-porte, ou en faisant le colportage chez soi quand on a des invités, ou même au bureau où l'on travaille, et l'on est étonné du zèle des assistants à les acheter ; ils peuvent même consentir d'assez gros sacrifices financiers pour lire. Il suffit alors de leur laisser pour le règlement des délais assez souples, attendre par exemple la fin du mois. « A ces conditions-là, conclut-il régulièrement, même des navets avérés peuvent connaître un vif succès. Je n'en veux pour preuve que la vente des ouvrages de *Jeune Afrique*. Si tu voyais les nullités que *Jeune Afrique* arrive à écouler ici à profusion ! Alors tes œuvres dont les gens entendent parler depuis si longtemps sans pouvoir les lire ! Les quelques centaines de *Main basse* que tu m'as envoyés se

sont vendus comme des petits pains...»

Ce sont là des propos que je voulais entendre depuis longtemps. Voici en effet des décennies que je suis tourmenté par ce mur, le plus souvent politique, qui fait obstacle à la rencontre de nos œuvres avec leur public naturel, et que je m'interroge sur les moyens d'y pratiquer des brèches. Je bois chaque fois du petit lait en dévorant cette correspondance. Loin de me méfier de leur auteur, comme ma femme qui dit que tout cela est trop beau, j'éprouve une admiration passionnée pour cet homme imaginaire, entreprenant, dynamique. Voilà au moins un Africain dont la personnalité dément les préjugés calomnieux des racistes. A plusieurs reprises, je fais son éloge auprès des dirigeants de La Découverte-Maspéro, de L'Harmattan, de Présence Africaine.

Il arrive fréquemment que, dans ses nombreuses lettres, Elundu Onana nous gratifie de ses analyses de la situation politique au Cameroun, surtout après le putsch avorté d'avril 1984. L'image de Paul Biya qui en émerge est extrêmement nuancée et laisse le lecteur perplexe. Qu'on en juge par ces quelques citations:

25 avril 1984 : « ...En même temps, la France venait proposer de l'aide au gouvernement en place pour marchander une influence qui ne se justifie plus ni économiquement ni stratégiquement, car le résultat le plus tangible est la frustration des diplômés en chômage, des immeubles attendant des locataires. Ceci n'a pu être facilité ou rendu possible qu'à cause de l'absence de détermination du président soit à casser le système néocolonial dont le Cameroun était et demeure l'archétype ou de remplacer les hommes anciens qui ont perdu de vue l'intérêt général pour leur bien personnel. Je crois que les événements lui donneront les moyens de faire l'un et l'autre, tant les forces armées ont nettoyé suffisamment le terrain et que le prochain jugement ne connaîtra pas de happy end pour les conjurés sans que naisse un dangereux sentiment de désaveu dans la population que la radio s'épuise à calmer... »

14 mai 1984 : « ...la collusion est manifeste entre le colonat et les spéculateurs immobiliers qui nagent autour des fondations de l'ancien pouvoir. Le nouveau président sort grandi de l'épreuve et ce qui semble une approche timorée de l'exercice du pouvoir se révèle être une avancée méthodique

avec des décisions irréversibles dénuées de toute sorte d'arbitraire ou d'injustice, maux que les caprices de l'ex-président ont rendu familiers au Camerounais moyen...

1er juillet 1984 : « Qu'il y ait un mieux depuis le départ de Babatoura, c'est manifeste sur tous les plans ; il est vrai que cela tient au pétrole qui donne l'argent à l'Etat, aux pluies qui permettent aux plantes de pousser et à la faiblesse du président qui se bat pour que les Nordistes qui fournissent la viande ne se sentent pas écartés. Tant et si bien qu'on trouve qu'il en fait trop si l'on croit aux commentaires qui ont entouré la nomination d'un enfant de vingt-trois ans aux fonctions de directeur de la S.O.T.U.C. (Société des transports urbains)... »

10 septembre 1984 : « ...Autre caractéristique de ces derniers jours, on n'arrête pas de faire joujou avec les militaires, on décore par-ci par-là, au point que les autres domaines de la vie publique sont délaissés et les décisions hâtivement prises paraissent bâclées... »

27 septembre 1984 : « ...Tu vois que l'histoire a souvent de ces retournements ironiques ! si je comprends bien, le pouvoir essaie de calmer les esprits, de redonner confiance à ceux que l'opinion met sur le ban de la société. On s'attend à ce que ce ne soit qu'une veillée d'armes avant peut-être l'estocade finale. Car, malgré son impéritie, notre type est un joueur d'autant plus difficile à manœuvrer qu'en homme de sérail qu'il a été, il ne laisse pas beaucoup de prise à l'adversaire et qu'il s'en sort bien. Son refus de proclamer des principes idéologiques viendrait d'un souci de prudence exagéré peut-être, mais certainement utile quand on est entouré du Tchad et du Nigeria... Il faut laisser l'ennemi se découvrir et l'attaquer dès qu'il est à découvert... »

Maxime sinistre si je m'étais douté que c'est à moi qu'Elundu Onana et le brain-trust⁴ qui la lui dictait se proposaient d'en faire l'application.

4. Sobriquet de l'ex-président Ahmadou Ahidjo.

5. Elundu Onana est un grand ami de Sengat-Kouoh, spécialiste fameux de la rhétorique de commande, puisqu'il exerça longtemps ses talents de logographe auprès d'Ahmadou Ahidjo. Il y a vingt-cinq ans, Sengat-Kouoh choisit la vénalité, et moi la littérature. Il ne semble pas se satisfaire de ce partage aujourd'hui, mais pourquoi s'en prendre à moi ? Si Sengat-Kouoh juge trop cruel et injuste le contraste formé par la comparaison de nos deux destins, qu'il change donc son itinéraire, au lieu de jouer les Procustes. Il y a bien d'autres personnages dans la coulisse comme on verra plus loin.

En y réfléchissant rétrospectivement, je découvre que tout ce travesti d'objectivité n'était qu'habile mise en condition.

Il faut pourtant signaler qu'Elundu Onana a collaboré au numéro 39 (mai-juin 1984) de *Peuples noirs - Peuples africains*, y publiant au sujet du fonctionnement des banques camerounaises, sous un pseudonyme il est vrai, un article qui n'était pas précisément complaisant⁶.

Quoi qu'il en soit, nous voici au 23 octobre 1984. J'adresse à Elundu Onana, selon nos conventions, un relevé des fournitures effectuées par les Editions des Peuples noirs (qui nous appartiennent, à ma femme et à moi). Les autres éditeurs ont consenti à notre homme des conditions de paiement assez favorables et leurs traites ne viennent à échéance que le 31 janvier 1985. Nous sommes, quant à nous, une très petite maison, et aimerions être payés aussitôt que possible.

Le relevé du 23 octobre fait ressortir un crédit de 58 690,25 F en faveur des Editions des Peuples noirs. Je presse Elundu Onana de nous régler immédiatement au moins la part de cette somme représentant les frais de port-avion, ce moyen de transport ayant été exigé par notre partenaire lui-même. Cela représente environ 25000 francs que je n'ai pu acquitter qu'en puisant dans la trésorerie de la revue *Peuples noirs - Peuples africains*.

Au lieu de payer, Elundu s'avise de me faire une proposition extrêmement alléchante, que j'ai tort d'accepter.

Il faut que j'expose l'affaire par le menu, car c'est ici que se situe le tournant crucial autant dire désastreux de mes rapports avec Elundu Onana. A partir d'ici, c'est peu dire que, justifiant la tactique avouée tout à l'heure par mon correspondant dans une maxime bien tournée, je vais me trouver à découvert face à mes ennemis ; en vérité, je vais me livrer à eux pieds et poings liés.

6. Sous le pseudonyme de Ionan Imleo, « Lettre du Cameroun : Banque centrale, banques commerciales, est-ce la guerre ? », cf. *Peuples noirs - Peuples africains*, n° 39 (juin-juillet 1984).

II - LA FAUTE

Voici les éléments qu'il convient d'avoir constamment à l'esprit pour comprendre comment j'ai été amené à commettre une faute si grossière à cette étape de la machination dont le nommé Elundu Onana était l'agent, et à accepter sa proposition conçue comme le dispositif central du piège tendu par le nouvel autocrate camerounais. Plaidoyer *pro domo* ? Pas seulement. Tout le monde peut se laisser berner un jour ou l'autre, il n'y a pas vraiment de honte à cela. Je souhaite surtout que la nature fascisante du régime de Paul Biya se révèle de façon éclatante, et en particulier que la haine de la bureaucratie néocoloniale pour les intellectuels africains, si souvent dénoncée par nous ici même, par exemple à propos de l'affaire Abel N'Goumba⁷, apparaisse sous la plus vive lumière.

Le succès de *Main basse sur le Cameroun* d'abord était pour moi source d'euphorie, car il est véritablement phénoménal si l'on veut bien prendre en considération la féroce censure du pouvoir, l'analphabétisme et surtout la pauvreté qui limitent la diffusion d'une œuvre de réflexion

7. Nous avons souvent évoqué le cas Abel N'Goumba.

Ce camarade, citoyen de la République centrafricaine (ci-devant Empire d'un certain Bokassa), agrégé de médecine, était haut fonctionnaire international en résidence à Cotonou, capitale de la République populaire du Bénin. Dès leur arrivée au pouvoir en mai 1981, ses « amis » socialistes français se mettent à faire pression sur lui pour qu'il accepte de rentrer en Centrafrique et d'y jouer un rôle politique. Abel N'Goumba, revenu chez lui, se trouve pris dans les remous d'une confusion politique qui ne cesse de s'aggraver. Enfin, d'obscurs militaires prennent le pouvoir et s'empressent de mettre Abel N'Goumba à l'ombre. Prison ou résidence surveillée ? Impossible de le savoir d'une façon certaine, Abel N'Goumba étant interdit de tout contact avec l'extérieur. Rappelons que M. François Mitterrand a récemment rendu visite à la République Centrafricaine, et si ce fut pour lui l'occasion de danser le tango avec l'épouse du général-président des lieux, ce champion des droits de l'homme n'a pas daigné, autant qu'on sache, aller auprès de son « ami » Abel N'Goumba lui faire l'honneur d'un simple shake-hand. En somme, Paris a élégamment livré à la dictature centrafricaine son opposant potentiellement le plus dangereux. L'exploit d'Elundu Onana ne serait-il pas une tentative pour généraliser cette technique au bénéfice d'autres dictatures franco-phones ? C'est peut-être là la meilleure explication de l'affaire.

politique dans une république francophone africaine. Il est loisible de démontrer, à plusieurs indices, que ce succès non seulement ne s'est pas démenti depuis la parution (et l'interdiction par M. Marcellin !) de ce livre, mais qu'il grandit d'année en année, déjouant toutes les chicanes, toutes les trahisures. Nous le vérifions sans répit aux Editions des Peuples noirs, malgré l'obscurité de cette petite maison et le caractère récent de la nouvelle édition de cet ouvrage⁸.

En mettant de grandes quantités d'exemplaires sur le marché camerounais où, de toute évidence, la demande est vive, je pouvais raisonnablement supputer des ventes assez substantielles et assez rapides à la fois pour dégager une recette de nature à regarnir à bref délai ma trésorerie. Quand Elundu Onana me fait part au début de l'automne de son souhait de financer une nouvelle édition du livre, à condition que le règlement de ma facture de 58 690,25 F soit différé, je n'ai pas vraiment lieu de m'inquiéter. Dans mon idée, ce retard ne sera que de deux ou trois semaines au plus ; ce ne sera pas un trop cruel sacrifice. C'est encore ce raisonnement que je ferai fin novembre, le nouveau tirage étant terminé chez l'imprimeur Charles Corlet, à Condé-sur-Noireau, quand il me faudra, à la demande d'Elundu Onana, financer le transport-avion de deux mille exemplaires, et déboursier à nouveau 14 257,90 F. La justesse de ces prévisions allait finalement être bafouée par la mauvaise foi et le cynisme d'Elundu Onana, obstiné à accomplir sa triste mission de sabotage.

D'autre part, avant qu'il révèle son âme monstreuse, je ne pouvais lui dénier un certain savoir-faire, que, d'ailleurs, j'ai déjà évoqué.

C'est certainement un bon observateur qui écrit ces lignes à la mi-septembre :

« Nul besoin d'avoir un local ; il y a suffisamment de désœuvrés qui font le porte-à-porte et qui sont rémunérés à la commission. Libre à eux de faire un peu leur prix. Si tu voyais les "navets" et les encyclopédies de "droit africain" qui se vendent ici ! »

C'est un cadre éclairé et dynamique qui écrit le 7 octobre 1984 :

8. Interdit de nouveau à la vente depuis octobre 1985, *Main basse sur le Cameroun* ne peut plus circuler que clandestinement. Il a été vendu 5000 exemplaires de la nouvelle édition (Editions Peuples noirs) depuis novembre 1984 !

« En vue de faciliter l'écoulement de *La Ruine*,⁹ nous comptons sur deux méthodes : a) le *packaging* qui consiste à vendre en bloc tous les livres annoncés, soit 9 volumes à 39 500 F CFA, de telle sorte que dans le lot il y a (sic) forcément un exemplaire de *La Ruine*. b) ensuite je vais éditer un autre catalogue destiné aux responsables et dirigeants, lequel catalogue reprendra tous les ouvrages + six volumes et 1 abonnement à P.N. - P.A., soit 39 500 + 40 000 + 25 000 (deux ans), soit 104 500 F, arrondis à 100 000 F CFA.

« Or ces méthodes ne marchent que si nous avons en stock tous les volumes annoncés et au moins 7 ou 8 sur les 9. Dans ce sens, j'aimerais que tu fasses un tour chez l'éditeur du Temps de Tamango pour voir ses conditions et les quantités disponibles. Donc il faut coûte que coûte que Main basse [sur le Cameroun] soit réédité dans le cadre de ce que j'appelle l'opération B... »

Comment ne pas se laisser entraîner par cette sorte de professionnalisme, un peu cynique il est vrai ?

Enfin, à l'époque, il m'est difficile de douter de la bonne foi du personnage - et voilà le troisième élément qui contribuera à me pousser dans le piège.

Un expert du double jeu

On trouverait difficilement une faille dans les lettres d'Elundu Onana avant le mois de décembre, un indice dans ses propos au téléphone, quelque signe de son comportement qui trahisse ses véritables intentions. Il aura joué la comédie presque à la perfection d'un bout à l'autre, comme je l'ai dit au début de ce récit.¹⁰ La première formation

9. Il s'agit de *La ruine presque cocasse d'un policinelle*.

10. Il est vrai qu'Elundu Onana a fait distribuer dès octobre 1984 une affiche ayant comme en-tête « *Les Lectures du Renouveau*, B.P. 5654 - Douala », et portant comme titre « *Voici enfin disponibles les œuvres très recherchées jusqu'alors de Mongo Beti* », m'associant ainsi, malgré moi bien entendu, aux projets politiques prêtés à Paul Biya. J'ai bien eu en main un spécimen de cette affiche en octobre 1984, mais j'ignorais alors que le *Renouveau* était le slogan du nouvel autocrate. Je ne l'ai découvert que début 1985 alors que le dictateur orchestrait la publicité du fameux (et ô combien décevant) congrès de Bamenda.

d'Elundu Onana, la porte de son entrée dans la fonction publique ainsi que j'en serai informé un peu trop tardivement, fut celle de policier. Cette particularité explique sans doute son aptitude à la dissimulation. Elundu Onana a longtemps servi comme policier sous Ahidjo ; il entra ensuite, j'ignore de quelle façon, à l'Université de Yaoundé pour s'initier à la gestion. Mais la police d'Ahidjo était un peu comme ces sociétés secrètes et autres syndicats du crime que l'on ne quitte jamais ; ses membres pouvaient bien changer d'habit, ils ne changeaient jamais d'emploi. C'est ce que le lecteur comprendra plus loin.

Toujours est-il que, à cette époque-là, bien loin de prêter le moins du monde à suspicion, il multiplie au contraire les témoignages de loyauté. Le plus décisif est une lettre du 7 octobre, déjà citée, où il propose pour régler les commandes de livres qu'il m'adresse :

*Règlement par chèque sur le compte que j'ai à la BNP.
[agence centrale de Paris] et au fur et à mesure des ventes ou
à la rigueur par prélèvement.*

Carte bleue n° 4974 217 037 300

Diner's n° 3642 783 219 1004.»

Ici, une parenthèse : quand en février 1985 mon avocat français obtiendra une décision de saisie conservatoire de ces comptes, ils se révéleront vides, ou à peu près.

Mais à l'époque, je fus très impressionné par cette spontanéité avec laquelle il jetait sur la table ses numéros de comptes bancaires.

Pourquoi n'avoir pas exigé la signature d'un contrat ? me dira plus tard pour me blâmer mon premier avocat camerounais. Je reconnais que c'eût été la procédure de la sagesse, mais entre commerçants ayant pignon sur rue. En revanche, cela eût impliqué un formalisme paralysant entre dilettantes agissant quelque peu en marge de la légalité pure. Elundu Onana surtout n'avait que l'excuse de l'anarchie administrative du Cameroun pour se livrer à la vente des livres, une telle activité ne pouvant en aucune manière relever de sa profession, car il n'était que cadre de banque, du moins officiellement. N'ayant à cœur personnellement que de lui faciliter la tâche, je devais me garder, même si j'y

ai songé, de plier mon partenaire de rencontre à la formalité du contrat".

La situation créée par Elundu Onana comportait aussi pour moi un aspect psychologique classique qui, doublant le piège d'une souricière, mérite d'être examiné.

Il m'était de fait très difficile sinon impossible de ne pas accepter la proposition du personnage ; il aurait fallu justifier mon attitude auprès des miens. A quel argument recourir ? Une plausible manœuvre des services secrets franco-camerounais pour déstabiliser la revue, après tant d'autres tentatives avortées ? Encore aurais-je eu toutes les peines du monde à les convaincre, à supposer que j'y arrive. Les services secrets, c'est pour la plupart des gens le mal absolu, et rien ne les prépare à regarder le phénomène en face hors de la fiction.

Je résidais à Paris au moment de l'affaire Ben Barka, et je me rappelle fort bien quel mal la presse avait à convaincre le public que des policiers français s'étaient réellement associés à des coupe-jarrets et à des agents marocains douteux pour kidnapper en plein Paris, devant témoins, un leader de l'opposition maghrébine. Qui ne se souvient de *La mort aux*

11. De toutes façons, Elundu Onana n'a jamais contesté la réalité ni la validité de ces créances ; il en aurait été bien en peine : chaque envoi de livres était assorti d'une facture portant mention en bonne et due forme du nom et de l'adresse du destinataire.

Quiconque s'est occupé du livre en Afrique sait que les procédures, circuits, filières qui ont fait leurs preuves en Europe sont totalement inefficients sur la portion francophone du continent noir. A qui la faute ? A l'ancienne métropole peu soucieuse de voir l'esprit critique se répandre parmi des populations toujours colonisées malgré les beaux discours de Phnom-Penh et Cancún ? Aux pouvoirs en place, d'essence bureaucratique donc obscurantiste ? A la spécificité des mœurs et des mentalités africaines dont on ne peut nier une certaine arriération ? Aucune de ces explications ne peut être écartée définitivement.

Toujours est-il que l'élan créateur finira fatalement par se briser chez les écrivains africains francophones si nous ne réussissons pas très vite à percer l'épaisse muraille dressée entre notre public naturel et nous, par une pénurie de livres à l'évidence organisée.

Qu'on juge par l'anecdote vécue que voici. J'ai donné des cours pendant dix jours, au début d'avril 1984, à l'Université Marien N'Gouabi de Brazzaville, invité par les jeunes responsables congolais du Département de français. A chacun de mes cours, donc plusieurs fois par jour, je me suis entendu poser la même question : « Comment faire pour nous procurer vos œuvres ? *Le Pauvre Christ de Bomba*, est au programme, mais comment l'étudier si nous n'avons pas le texte ?... »

Vérification faite, la plupart de mes œuvres, et en particulier *Le Pauvre Christ de Bomba*, étaient effectivement introuvables à Brazzaville. Circonstance troublante : informée de mon prochain séjour là-bas, Présence Africaine, je le savais, avait pris soin d'envoyer à Brazzaville, par avion, plusieurs semaines à l'avance, à l'adresse de

trousses, du désespoir de Cary Grant, pris malgré lui dans l'engrenage infernal d'une affaire d'espionnage et tentant en vain de faire admettre à la police, à son avocat et même à sa propre mère l'existence de tueurs acharnés à le traquer ?

A ce propos, mes compatriotes camerounais, mes amis africains et mon épouse elle-même ne me reprochent que trop souvent ma méfiance, inspirée, disent-ils, d'un pessimisme blâmable. Peut-on, demandent-ils souvent, se méfier de tout le monde tout le temps ? N'est-il pas plus raisonnable de s'en remettre parfois aux heureuses inclinations naturelles de l'être humain ?

De plus, le militant en proie au harcèlement sournois des polices secrètes, menacé par la paranoïa dont parle Angela Davis dans son autobiographie, est aussi sujet à des retours sur soi au cours desquels il se reproche d'avoir été une poule mouillée en cédant trop vite à de vagues phobies. Et de se demander alors s'il n'est pas victime déjà de la trop fameuse folie de la persécution, cette tarte à la crème des interlocuteurs présomptueux et des jobards. Et de se persuader peut-être qu'il a laissé passer par excès de prudence l'occasion unique de réussir une percée décisive au bénéfice de la cause qu'il défend.

Dois-je avouer que tous ces tourments m'ont bien assailli à l'époque où il a fallu que je prenne ma décision ? Je crois pourtant que, en pesant soigneusement le pour et le contre, j'aurais pu rejeter la combinaison d'Elundu Onana en exigeant fermement qu'il me règle d'abord mon dû. Ceux

l'organisme d'Etat chargé de l'importation des livres, l'Office National des Librairies Populaires, plusieurs centaines d'exemplaires du *Pauvre Christ de Bomba*. Mes amis congolais m'emmenèrent plusieurs fois pendant mon séjour au siège de l'O.N.L.P. où on nous assura invariablement que les livres n'étaient pas arrivés. Où avaient-ils bien pu passer ? Mystère.

- Pouvez-vous au moins téléphoner à Présence Africaine, demandai-je au directeur de l'O.N.L.P., pour avoir confirmation de l'envoi ?

Par malheur, le téléphone ne fonctionnait pas.

Il est à noter que dans les librairies dépendant de l'O.N.L.P. on peut trouver, comme je l'ai vérifié moi-même, tous les succès dus à la plume d'écrivains français blancs bon teint bonne race et édités, bien sûr, par les grandes maisons d'édition de Paris ! On me fera difficilement croire que cette situation n'est pas l'expression d'une politique délibérée. On me dit que les choses se passent très exactement de la même façon à Yaoundé, à Dakar, à Bamako, etc. Etouffer la personnalité africaine est un art, il faut bien le dire, où le colonialisme français excelle.

Les deux seuls pays africains organisant des foires du livre, régulières ou occasionnelles, sont deux Républiques anglophones : le Zimbabwe et le Nigeria. (Cette note démentie aujourd'hui en partie date de janvier 1985).

C'est pour toutes ces raisons que j'ai toujours pensé que tous les moyens sont bons pour rejoindre notre public.

qui, de la coulisse, manipulaient notre homme auraient peut-être alors conçu des doutes, et peut-être auraient-ils renoncé à leur audacieuse manigance. Mais je cédai trop vite aux avances douteuses de l'espion et ses amis se convainquirent aussitôt que la victoire leur souriait.

Je reconnais donc que, astucieusement appâté, je me suis quelque peu inconsidérément abandonné à l'espoir d'un gain substantiel et rapide qui aurait mis à l'abri de toute incertitude une revue qui ne devait qu'à la virtuosité financière et à l'abnégation de ses animateurs d'avoir survécu à sept interminables années d'un dramatique dénuement.

En effet, autant je suis à la rigueur pardonnable d'avoir consenti à différer ma créance, autant je me suis montré imprudent en acceptant de commander le tirage de dix mille exemplaires qu'Elundu Onana demandait avec insistance. Voilà une erreur qui m'a mis en grand danger, non seulement en tant que cofondateur, copropriétaire et animateur de la revue *Peuples noirs - Peuples africains*, mais même en tant que père de famille, mais nullement en tant que militant : je veux dire que je n'ai jamais été seulement effleuré par l'idée de céder au chantage exercé contre moi.

Le chantage

L'impression des dix mille exemplaires de *Main basse sur le Cameroun* est si rondement menée qu'il lui faudra à peine le mois de novembre pour être terminée. Mais Elundu Onana a téléphoné longuement tous les deux jours pour s'enquérir de l'avancement du processus. J'ai dû me rendre fréquemment chez l'imprimeur Charles Corlet à Condé-sur-Noireau, à environ cent soixante-dix kilomètres de Rouen par la route, pour régler les détails les plus délicats : le choix du papier, le symbole et les couleurs de la couverture, la place de la nouvelle préface, le montant de la facture âprement discutée.

Elundu Onana a bien réglé par tranches l'avance demandée par l'imprimeur,¹² mais il n'a manqué aucune occasion de

12. Soit au total 40.000 F. sur une facture de 67.187 F.

nous demander de presser l'allure : c'est que les fêtes de fin d'année approchaient, n'a-t-il cessé de souligner, et avec elles la folie des cadeaux qui nous permettrait de faire de « *merveilleuses affaires* ». Déjà les commandes affluaient, mais lui ne pouvait encore offrir des lots complets dans son packaging puisque les derniers arrivages de *Main basse sur le Cameroun*, édition Maspéro bien vite épuisée, s'étaient vendus comme « *des petits pains* », de telle sorte qu'il se trouvait en rupture de stock.

Noël tenait certainement une place décisive dans l'échafaudage qu'il avait monté avec ses amis ; mais était-ce bien celle qu'il avouait ? Sans doute pas — j'ai en tout cas ma petite idée sur la question, et je l'exposerai plus tard.

Toujours est-il que nous voici au mercredi 28 novembre 1984. Je procède ce jour-là à l'expédition par avion de mille quarante exemplaires, soit treize sacs complets, acheminés par la poste, et de mille quarante autres exemplaires confiés à la responsabilité d'une agence spécialisée. Ce dédoublement a pour but de nous épargner l'erreur qui consisterait à mettre tous nos œufs dans le même panier. Le transport des livres en Afrique francophone est soumis à tant d'aléas que les colis y survivent rarement sans dommage : vols, déprédations et même pertes pures et simples y sont monnaie courante. Dédoublement des envois, c'est multiplier les chances de chacun d'arriver à bon port.

J'informe Elundu Onana de l'expédition de ces deux mille quatre-vingts exemplaires complétant le stock minimal exigé par lui pour faire face aux commandes des fêtes de fin d'année. Au cours des trop fréquentes et trop longues conversations téléphoniques dont il avait affligé ma famille pendant tout le mois de novembre, Elundu Onana avait plus ou moins explicitement pris l'engagement de me tenir au courant du rythme des ventes, le moment venu, ne serait-ce que pour les nécessités du réapprovisionnement.

J'attends donc fort légitimement de lui des appels ou des lettres bourrés de chiffres, de dates, de précisions techniques, en somme l'intensification de nos rapports de business. De toutes façons, il doit me rembourser sans délai les énormes frais de port-avion ; il a toujours été entendu ainsi. Justement, le transporteur rouennais qui s'est chargé d'acheminer une partie des deux mille quatre-vingts exemplaires de *Main basse sur le Cameroun* m'informe que les colis sont arrivés à Douala le lundi 3 décembre.

Nous sommes en effet déjà au début de décembre 1984.

Or je m'aperçois brusquement qu'Elundu Onana est en proie non plus à la frénésie du business, comme je me l'étais figuré jusque-là, mais désormais à une obsession délirante, à la tureur d'une idée fixe dont il est en permanence dévoré, et dont il n'est peut-être pas inutile de donner ici quelques illustrations :

29-11-1984 : « Pour la situation au Cameroun, je crois que mon analyse ne manque pas de justesse. Car, comme la France pillait le pays appuyé (sic) par la terreur policière des nordistes et leurs alliés objectifs, les gagne-petit de l'exploitation coloniale, les commerçants de la province de l'Ouest, il se trouve qu'elle se mord les doigts d'avoir laissé le pouvoir à un centre-sudiste assez désintéressé qui voudrait jeter la lumière sur les zones d'ombre où se déroulent les pires magouilles. Le jeu devient subtil dans la mesure où la France qui a armé un TALA¹³, seraient (sic) peut-être à l'origine de sa dénonciation, une façon de le donner dans un premier temps et dans un autre crier à la persécution des Bamiléké. Jeu auquel le groupe Jeune Afrique joue depuis en pointant du doigt les hommes d'affaires les plus pesants... Donc, l'enjeu est physique et immédiat et si l'on a choisi d'ouvrir les yeux, il faut fortifier cette lumière par le poids de ta présence ; car Biya est quand même un peu plus instruit que l'autre et qu'(sic) il a besoin d'une ou de plusieurs occasions pour réagir et agir. Suppose qu'à ton retour que le gouvernement ne cautionne pas, on te laisse parler, enseigner, expliquer, tu prépareras le terrain idéologique sur lequel, en s'implantant (?) le renouveau prendra racine et finalement corps.

« Surtout, si la France que tu sais derrière tous les griots, tous les médiocres, essaie de se montrer, de se révéler par quelque maladresse, il te sera plus facile de dénoncer la perfidie. C'est la réponse à une question que me posait une

13. Journaliste camerounais appartenant à l'ethnie bamiléké. Le lecteur a ici un bon échantillonnage des fantasmes habituels dans les ethnies indolentes et stériles à l'égard des Bamilékés jalouxés pour leur dynamisme et leur savoir-faire. Accusé de subversion et arrêté par des agents des services de sécurité proches du président Paul Biya, Tala fut finalement relaxé sur ordre de ce dernier, aucune charge sérieuse ne pouvant être relevée contre lui. Mais entre-temps, il avait été longuement détenu, déshabillé, battu, humilié dans le plus pur style fascisant.

personne, en me montrant l'extrait du journal que je t'ai envoyé où il y avait une publicité de mandat "C'est des brèches, des interstices par où la liberté doit s'infiltrer. Comme le disait Sartre, " nous n'avons jamais été aussi libres que sous l'occupation ". Alors ! »

5-12-1984 : « ...Il y a le problème de fond qui est celui des rapports avec le régime. Pour ma part, je crois que le citoyen d'un pays ne doit pas se considérer comme " une signature " à apposer au bas d'une page qui serait un régime en force ou en place. A mon sens, un citoyen qui tient à faire prévaloir certaines valeurs, se doit non seulement de vivre ces valeurs en exemple aux yeux de ses semblables qui seront moins désespérés ; et surtout doit peser de tout son poids sur la marche des événements dans la mesure de ses forces qui ne sont jamais insignifiantes. Si de pauvres paysans ont dignement souffert la prison, le fouet, l'éloignement des leurs, le chômage (sic), à plus forte raison quel ne peut être l'effet d'un personnage bien réputé, qui ferait reculer le plus hardi des tortionnaires¹⁴, derrière qui sont prêts à s'aligner des jeunes, des hésitants, des timides et que sais-je encore. Les " trompettes de Jéricho " feront tomber les murs de l'oppression, de la torture, avant le septième tour. Le régime ne sera que ce que chacun de nous en fera ou voudra en faire et certainement pourra en faire. Dans ce sens, se rallier à un régime quel qu'il soit dans la mesure où cela suppose un alignement, une intégration, me semble indigne d'un intellectuel et même l'envisager est bien ridicule parce qu'il n'existe pas un régime dont on pourrait approuver tous les actes. Dénoncer de loin, c'est bien, mais je crois que l'essentiel se joue sur le terrain évacué par l'absence des partis (ceux qui sont partis)... On dit que les Betis se fatiguent vite car ils ne sont pas persévérants, mais où donc trouver les exemples de la ténacité, de la persévérance et pourquoi pas du sacrifice qui est certainement le prix à payer pour que se réalisent certaines perspectives. »

Je reçois de telles tartines presque chaque jour pendant la première décade de décembre, alors que mon correspondant

14. Mandat d'arrêt pour cause d'élections, ouvrage d'Abel Eyinga paru à L'Harmattan.

15. Mais non le plus effronté des espions, apparemment.

s'était gardé de me parler d'un voyage au Cameroun avant de disposer contre moi d'un redoutable moyen de chantage, l'argent que j'avais avancé et les traites que j'avais signées pour le doter d'un important stock de livres.

Quant à l'« *argumentation* » dont le lecteur vient de prendre connaissance et dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle a beaucoup servi sous l'autocrate précédent, s'il n'est pas familiarisé avec les méthodes des dictateurs francophones africains, il sera tenté de prendre au sérieux ces fariboles ; il se dira que, après tout, ce raisonnement en vaut bien d'autres dans le débat sur l'exil politique, vieux comme le monde au demeurant. Mais il va tout à l'heure voir que le dictateur, dont Elundu Onana n'est qu'un plaisant interprète, n'accorde pas la moindre valeur à ces banalités qui sont en somme la routine d'une action psychologique. Ne pouvant me persuader, il va bientôt changer de ton en recourant à son arme-miracle, la contrainte économique, la torture par la faim en bon petit dictateur de troisième classe, breveté de l'Institut Guy Pénne de l'Elysée. Cela consiste à priver l'opposant de ses moyens de survie, et le tour est joué. Il n'a pas hésité à tenter son coup contre un opposant réfugié dans un pays démocratique, fonctionnaire de surcroît, c'est-à-dire assez bien protégé. Imaginez ce qu'il en aurait été s'agissant d'un opposant vivant sur place, à la merci des polices pléthoriques du régime, de ses assistants techniques étrangers friands de perversités politico-psychologiques.

Je fis d'abord la sourde oreille, m'abstenant de parler du nouveau dada d'Elundu Onana aussi bien dans mes lettres que dans les rares conversations téléphoniques qu'il m'arrivait encore d'avoir avec lui au prix de combien de difficultés et de quels trésors de patience : je me contentais d'exiger le remboursement immédiat, comme convenu, des frais de port avion et un rapport sur les ventes, deux demandes qu'il promettait toujours de satisfaire « *dès demain* », mais sans jamais s'exécuter.

Enfin, le dimanche 9 décembre, la femme d'Elundu Onana débarque brusquement à Rouen. C'était sa troisième visite chez nous. D'allure paysanne, comme à l'accoutumée, sommairement fagotée, grossièrement décrépée, elle arbore de plus, cette fois, une expression étrange que je ne définirai que plus tard, *a posteriori* : elle a le regard tantôt fuyant, tantôt suppliant de chien battu ; la parole s'étrangle dans sa

gorge, comme si elle ravalait un discours dont son estomac eût été chargé jusqu'à l'indigestion. Elle est accompagnée, exceptionnellement, de deux individus qui se donnent pour des étudiants, mais qui pourraient aussi bien être des hommes de main : une enquête ultérieure ne m'a permis d'établir ni leur identité exacte ni leur situation sociale.

Elle me remet une lettre dans laquelle son mari m'enjoint littéralement de me rendre au Cameroun dans le même avion que sa femme, soit le samedi 15 décembre¹⁶.

Je dis à madame Elundu Onana :

- Est-ce que votre mari est tombé sur la tête ? son comportement est vraiment curieux ; c'est une énigme pour moi. Dites-lui que mes conditions pour cautionner le régime de Paul Biya en venant au Cameroun ont été formulées dès la démission d'Ahidjo et répétées à satiété depuis, et qu'elles n'ont pas changé : amnistie générale pour tous les délits politiques, pluralisme politique, élections libres.

Madame Elundu Onana assure que, sitôt retournée à sa résidence de la région parisienne ce soir, elle téléphonera à son mari et lui fera part de mes observations.

Silence total d'Elundu Onana dès le lendemain lundi 10 décembre. L'opération chantage est lancée. J'avoue encore une fois que je n'avais point imaginé que mon partenaire concevrait jamais le projet diabolique de me mettre dans une situation aussi infernale. En puisant d'abord dans la trésorerie de la revue, puis, quand il fallut expédier les 2 080 exemplaires de *Main basse sur le Cameroun*, dans les

16. L'examen de la manœuvre montre que le racolage sans contrepartie de Mongo Beti figurait comme pièce-maîtresse dans l'échafaudage de l'opération Paul Biya. Pourquoi Noël ? C'est en prévision du congrès de Bamenda, fixé au début de 1985, et conçu comme le point d'orgue de la période d'intronisation pour lequel le nouveau président recherche tous azimuts des trophées révélateurs de son charisme. Pourquoi le 15 décembre — c'est-à-dire une bonne semaine avant la sortie des classes pour les congés de fin d'année en France où je suis professeur de lycée ? Sans doute pour me faire commettre l'imprudence d'un abandon de poste : en brûlant ainsi mes vaisseaux, je m'interdisais tout retour en arrière. C'était assez ingénieux, mais extrêmement naïf — et, par cela même, extrêmement redoutable : c'est en effet le genre d'assaut auquel le combattant le plus chevronné s'attend le moins.

Le fameux congrès de Bamenda, qui eut lieu en mars 1985, fut une lamentable prestation, au cours de laquelle la montagne accoucha d'une souris, malgré la présence et la satisfaction tonitruante d'une imposante délégation du Parti Socialiste français, seul parti français à être représenté !

réserves familiales, j'ai engagé près de quarante-cinq mille francs pour envoyer des livres à Elundu Onana. En principe, je suis complètement ratiboisé. C'est au point que je manque même d'argent pour entretenir ma famille. Du moins, Elundu Onana en est tout à fait convaincu¹⁷.

Bien entendu, les choses ne pouvaient pas être aussi simples pour un vieux ménage de fonctionnaires. Des recettes surprise n'y sont pas chose rare : examens payés tardivement, reliquat d'un à-valoir d'éditeur ou d'une traduction étrangère, remboursement d'un emprunt d'Etat, etc. Mais ces rentrées d'argent ne sont habituellement pas prises en compte dans la confection d'un budget familial ; on les met de côté pour se garantir contre l'imprévu ou pour faire des cadeaux aux enfants maintenant grandis. Ma fille venait justement d'entrer en hypokhâgne et j'étais bien résolu à ne rien lui refuser en fait de livres. Cette fois, il a bien fallu les utiliser pour les dépenses ordinaires : seules des mensualités d'impôts n'ont pu être payées à temps. Ce fut une chose extrêmement fâcheuse, mais on n'en meurt pas et réparation y fut apportée très vite.

Tant qu'il y a la vie, dit-on, il y a de l'espoir. Je ne manquais pas de moyens de survivre, première surprise et cuisante déconvenue pour mes ennemis qui avaient comploté ma débâcle instantanée et définitive et mitonné ma perte de telle sorte que je n'eusse pas le moyen de dénoncer leur perfidie.

J'étais donc encore à même de livrer bataille sur un autre front ô combien périlleux, les dettes contractées envers les fournisseurs d'Elundu Onana. Comme en un éclair, j'avais compris que l'individu ne paierait pas les traites le moment venu ; c'était dans la stricte logique de la manœuvre. Après de longs mois de naïveté, ma lucidité m'était revenue comme

17. Dans la lettre du 23 octobre, déjà citée, je voulus à tout hasard mettre en garde Elundu Onana contre les démons de la frivolité, vice spécifique de la bureaucratie néo-coloniale, et lui adressai ces lignes qui dramatisaient à dessein la situation :

« ...Tu représentes donc une vraie fortune. S'il t'arrivait quoi que ce soit de fâcheux qui t'oblige à ne pas payer, je serais obligé de vendre ma maison pour rembourser ces messieurs. En somme je serais ruiné définitivement. C'est donc une grave responsabilité. »

Ayant cette confiance sous les yeux, Elundu Onana et ses amis n'ont pas douté un seul instant de me tenir à leur merci. On voit comment l'espion et ceux qui le manipulaient ont pu se figurer au début de décembre qu'ils pouvaient m'adresser des injonctions, au risque de s'exposer à la risée durable de la postérité.

une illumination. A mes amis, à ma femme même qui disaient : « Tu n'en sais rien, il va peut-être payer, le moment venu », je répondais avec assurance : « Non, inutile de se faire des illusions ; cela n'aurait pas de sens, s'il payait. » C'est cette intuition qui, en me poussant à organiser la parade immédiatement, m'a sauvé. Si j'avais attendu que l'échéance vienne pour m'assurer des véritables intentions d'Elundu Onana, je me serais trouvé totalement désarmé à la fin de janvier, et il eût été trop tard pour trouver la moindre esquivé. Je n'aurais alors eu le choix, comme l'espéraient mes adversaires, qu'entre la peste et le choléra en quelque sorte, c'est-à-dire la résignation stoïque à la ruine (vente de notre maison, arrêt de la revue, etc.) ou le ralliement à Paul Biya avec départ immédiat pour le Cameroun : n'est-ce pas en effet la première injonction que le petit autocrate breveté de troisième classe a cru pouvoir formuler à mon adresse dès qu'il se figura qu'il me tenait à sa discrétion ?

Or ce n'était pas de la simple présomption de sa part. Quelle est ma situation vers le 15 décembre 1984 à l'égard de ces fournisseurs ?

Les éditeurs français que voici ont accepté d'envoyer des livres à Elundu Onana sous ma garantie :

- Buchet-Chastel pour la somme de 22 777,42 F.
- Présence Africaine pour la somme de 27 359,50 F.
- L'Harmattan pour la somme de 23 512,10 F.

Il faut y ajouter le reliquat de la facture de l'imprimeur Charles Corlet qui a fabriqué les dix mille exemplaires de nouvelle édition de *Main basse sur le Cameroun*, soit 27 187 F.

L'ensemble de la dette se monte à 100 836,02 F. (c'est-à-dire plus de cinq millions de francs CFA). Il faut préciser que plusieurs traites viennent à échéance dès le 31 janvier 1985 : celle de Buchet-Chastel (22 777,42), celle de l'imprimeur Ch. Corlet (27 187) et la première de Présence Africaine (14 869,75). Autrement dit, alors que je viens d'être victime d'une véritable extorsion de fonds, il faut quand même que je trouve près de soixante-cinq mille francs dans les quarante-cinq jours, et encore trente-cinq mille francs environ au terme suivant.

Pour se faire une idée de ma perte, il faut se rappeler que j'aurai donc ainsi déboursé en quelques mois au bénéfice

d'Elundu Onana la somme fantastique de plus de 140 000 F, en argent liquide. Et ceci sans compter la créance propre des Editions des Peuples noirs, c'est-à-dire les fournitures de livres et de revues, qui représentent quelque soixante mille francs.

Autrement dit, j'aurai perdu plus de deux cent mille francs (ou dix millions de francs CFA) dans l'aventure, en quelques mois".

Comment voulez-vous qu'un pauvre petit intellectuel, fût-il agrégé de l'Université et secondé par une épouse fidèle, se sorte de ce traquenard, alors que le ménage vient en plus de se charger d'un emprunt pour construire une maison dans Rouen même ? (Venue trois fois chez nous sans que nous sachions vraiment pourquoi, je comprends enfin que Mme Elundu avait mission de nous espionner et de rapporter là-bas

18. Ce n'est pas tout. Comme je l'ai dit précédemment, deux expéditions simultanées de *Main basse sur le Cameroun* avaient été effectuées le 28 novembre 1984, l'une par la poste, adressée à Elundu Onana, qu'il n'a pu que réceptionner, et qu'il a d'ailleurs très facilement écoulée - je le sais par des témoignages sûrs. L'autre était acheminée par un transporteur spécialisé de Rouen, ARTTM. L'histoire de ce lot va mettre à nu le dessein de sabotage d'Elundu Onana. Le 7 février, soit deux bons mois après l'expédition, j'apprends par l'ARTTM, alertée elle-même par Cameroun Airlines, que les 13 colis contenant 1040 exemplaires de *Main basse sur le Cameroun* expédiés par les soins du transporteur, sont toujours entreposés à l'aéroport de Douala : Elundu Onana n'est pas allé les réceptionner ; il ne m'en a jamais rien dit non plus. J'en informe un camarade résidant à Douala, Benjamin Matip, un homme de loi, dont je reparlerai plus loin. Il propose avec enthousiasme de prendre cette marchandise à sa charge, assuré, dit-il, de l'écouler sans la moindre difficulté, compte tenu de la demande sur la place de Douala ; il exige que je lui fasse parvenir un pouvoir au préalable, ce que je fais aussitôt. Mais Elundu Onana a appris on ne sait comment que B. Matip se préparait à aller réceptionner les livres, il se rend chez lui et n'a aucune peine à le dissuader d'accomplir cette démarche en formulant de vagues menaces : n'oublions jamais que c'est un pays où les gens vivent constamment sous la terreur policière. B. Matip, qui en juge par l'assurance et l'allure caractéristique du personnage, a vite compris que c'est un agent occulte du pouvoir. Il me téléphone donc et me confie, découragé : " La meilleure solution serait que tu fasses revenir les livres là-bas ; il n'y a rien d'autre à faire, mon vieux. Rien n'a changé ici, malheureusement. Tu en as la preuve irréfutable maintenant... " Mais le lendemain, nouvel appel téléphonique du même, qui me dit : " As-tu ordonné le retour des livres en France ? Non ? alors n'en fais rien, laisse-moi ma chance ". Puis suivent deux grands mois de silence absolu malgré lettres, appels téléphoniques. J'alerte des compatriotes de Paris. " Il est arrivé quelque chose à B. Matip, leur dis-je, il ne répond plus ni aux lettres ni au téléphone ". Un Camerounais de Paris, resté assez lié avec lui, arrive pourtant à l'obtenir, au prix d'une patience infinie, et lui parle de moi. Une semaine plus tard, je reçois une lettre de B. Matip gargouillante d'imprécations à l'adresse des maudits

toutes les caractéristiques de notre existence" ; son mari doit donc connaître les dimensions de notre maison, sa position, les matériaux dont elle est faite. Etant banquier, il n'a pas eu de mal à évaluer le crédit que nous avons dû solliciter ainsi que les remboursements auxquels nous sommes assujettis.)

J'imagine mes ennemis pendant ces mois de décembre et de janvier tendant l'oreille, guettant l'écho de mon suicide (dont la nouvelle fut annoncée un peu prématurément durant l'été 1982) ou de la mise aux enchères de nos biens.

Le fait est que, à partir du 10 décembre 1984 (soit au lendemain de la conversation téléphonique que sa femme m'avait promis d'avoir avec lui pour lui annoncer que je traitais son chantage par le mépris), Elundu Onana fait le mort. Il ne répond plus à mes lettres. Mais, surprise, je ne peux plus l'atteindre au téléphone. Celui de son domicile sonne constamment occupé. Celui de son bureau se comporte de bien singulière façon. Le standardiste raccroche régulièrement dès que je décline mon identité, et s'abstient de décrocher si je rappelle.

Cette guérilla psychologique durera plus d'un mois, au terme duquel Elundu Onana et ses amis devront bien se rendre à l'évidence : je ne me suis pas suicidé et les échos de ma ruine ne sont point parvenus à leurs oreilles, pour cette raison très simple que je ne me suis pas ruiné, bien au contraire.

exilés, traîtres à la patrie, etc. Il avait été complètement retourné par le pouvoir. J'ordonnai donc le retour des cartons à Rouen. L'aller m'avait coûté 8.485,50 F le retour, y compris les frais de séjour à l'aéroport de Douala, me revint à 12.539,33 F. Du moins je savais maintenant que, pour réduire l'opposition progressiste camerounaise, F. Mitterrand et Paul Biya, tout comme naguère Foccart et Ahmadou Ahidjo, misaient exclusivement sur les moyens de basse police. C'était quand même cher payé ! Voilà comment la francophonie traite ses écrivains, au moment où les anglophones en sont au Prix Nobel ! C'est peu dire que nous sommes en retard d'une guerre !

Ah, j'oubliais un détail ! Le document technique qui accompagne les treize cartons retour du Cameroun et dont l'ARTTM me donne une copie, précise que les livres ont été refusés à l'entrée du territoire national. Il faut souligner que, dans le même temps, les autorités officielles affirment impudemment à qui veut les entendre qu'il n'y a plus de censure au Cameroun.

19. C'est ce qu'on appelle dans l'espionnage une mission de repérage et d'évaluation.

III - L'ARROSEUR ARROSÉ

En apparence, la manœuvre menée contre ma personne avait été exécutée à la perfection. Mais quand on y regarde de près, elle révélait des failles, des maladroites, de grossières erreurs peut-être qui laissaient soupçonner que ses commanditaires étaient pressés par le temps ou quelque autre mystérieuse nécessité.

Incapables de choisir entre le sabotage et la manipulation, ils s'étaient résignés à coudre l'un à l'autre deux types d'opération plutôt incompatibles, sinon contradictoires.

La technique finalement adoptée convient à la guerre déclarée, mais à elle seule : on s'introduit par ruse dans les lignes de l'ennemi dans le but de détruire sa plus redoutable pièce d'artillerie et neutraliser ainsi sa puissance de feu. Et on se retire aussitôt. Ainsi avait opéré Elundu Onana : comme auparavant, l'opposition camerounaise et le néocolonialisme étaient donc à couteaux tirés. Sur ce plan, rien de nouveau.

La manipulation, en revanche, est le plus souvent une technique du temps de paix apparente, de guerre secrète : il faut surprendre l'adversaire, mais de préférence par la séduction, par la persuasion. Comment concilier le charme et l'hostilité avouée ? Comment, victime d'une agression aussi flagrante, l'opposant, s'il n'est pas fou, douterait-il qu'on l'attire au Cameroun pour lui asséner des coups mieux ajustés ?

Cette contradiction allait entraîner de nombreuses conséquences. Ainsi, la préparation ne fut manifestement pas proportionnée aux ambitieux calculs des stratèges ; en d'autres termes, on a sous-estimé l'adversaire. Il n'aurait pas fallu me laisser la moindre chance d'échapper au piège qui m'était tendu, de me débattre même. La réussite aurait dû être non seulement totale, mais instantanée. Sinon que de risques encourus ! Dans un bon scénario d'espionnage, Elundu Onana aurait été pour moi un inconnu, un personnage imperméable, sur lequel je n'aurais pas eu la

moindre prise. Mais la manipulation exigeait que j'eusse sur lui un certain nombre de données nous permettant éventuellement, à moi et à mes amis, sinon instantanément du moins à long terme, au cas surtout où des changements politiques se produiraient sur place, d'exercer contre lui des actions de représailles verbales ou physiques, qui ne laisseraient pas d'exposer ceux qui, dans l'ombre, se servaient de lui. Voilà une affaire qui, de rebondissement en coup d'éclat, pouvait durer indéfiniment. Et comment douter que Mongo Beti fût plutôt du genre coriace ?

De plus, l'affaire n'allait-elle pas faire tomber les masques dissimulant jusqu'ici tant bien que mal les grimaces, l'hypocrisie néocoloniale du régime de Paul Biya ? Les opposants camerounais n'allaient-ils pas réviser leur attitude dans l'ensemble hésitante sinon conciliante et raidir leur résistance ? Certes, les professions de foi libérales de Paul Biya, après avoir fait sensation au début dans un pays qui venait de connaître vingt-cinq effroyables années de la plus sanglante dictature, n'en déplaise à messieurs J.-F. Bayart, Philippe Decraene, Hervé Bourges et autres laudateurs professionnels, au demeurant grassement rémunérés, des tyrans africains francophones, avaient commencé à lasser les Caméroûnais les plus avertis, qui ne voyaient toujours pas venir les actes ; mais la propagande du « *Renouveau* », slogan du nouvel autocrate, produisait encore ses effets dans certains cercles, et particulièrement dans l'ethnie beti dont elle flattait sournoisement la fatuité tribale.

De même, si l'image de Paul Biya s'était beaucoup dégradée dans l'opinion internationale à la suite du rôle peu glorieux joué par le petit dictateur auxiliaire de troisième classe, breveté de l'Institut Guy Penne de l'Elysée, dans le putsch avorté d'avril 1984, la propagande fort habile du gouvernement français, son protecteur, le présentait toujours, non sans succès, comme un dirigeant africain animé d'intentions démocratiques et auquel les pays libres se devaient d'accorder leur soutien.

Que resterait-il de tout cela si un Mongo Beti décidait de partir en campagne contre le prétendu Rénovateur de Yaoundé ? Bien entendu, nos adversaires qui ne manquent aucune occasion de parler de nous dédaigneusement, vont répétant que nous n'avons pas les moyens d'une telle campagne, que nous sommes trop petits, quasi lilliputiens,

impuissants. Dans la réalité des coulisses du national-tiersmondisme aujourd'hui, comme dans celles du foccartisme hier, on s'acharne à nous réduire au silence. Si l'on n'ose plus nous interdire, et encore moins nous saisir à Paris, tout ce qui peut être tenté dans les ténèbres, l'a été contre nous, excepté le meurtre—qui ne saurait tarder, comme nous en sommes persuadés. Deux intellectuels de classe internationale, mais réputés pour leur esprit indépendant sinon contestataire, Toundjam Pouémi, économiste, et Bernard Nanga, romancier, viennent de mourir coup sur coup dans des circonstances extrêmement suspectes. Et beaucoup de se demander si la bureaucratie au pouvoir n'a pas sécrété un escadron de la mort.

Dans leur for intérieur, les nationaux-tiersmondistes, protecteurs de Paul Biya, comme hier la mafia foccartiste, bouclier d'Ahmadou Ahidjo, savent fort bien, pour l'avoir expérimentée, quelle force peut avoir notre dénonciation ; ses effets sont lents, certes, trop subtils peut-être, quasi imperceptibles au jour le jour ; c'est un égouttement à peine audible qui incessamment s'infiltre sous un édifice attaqué déjà au demeurant par la pourriture de la corruption, provoquant une tortueuse et irréversible désagrégation qui un jour, sans que personne s'y attende, s'achève par l'effondrement. Ce fut le sort du triste Ahmadou Ahidjo. Ses thuriféraires ont beau dire, l'El Hadj a été envoyé à la trappe par les nationaux-tiersmondistes tout simplement parce qu'il n'était plus présentable ; et nous pouvons nous vanter ici d'avoir grandement contribué à en faire ce monstre hideux autour duquel le vide s'était fait peu à peu.

Ce que nous avons accompli contre Ahmadou Ahidjo, malgré notre dénuement, nous sommes résolus à le réussir contre Paul Biya, son fragile successeur et piètre imitateur.

Quel aveu de faiblesse enfin ! On n'engage de tels moyens, on ne prend de tels risques que contre un homme qui est source de terribles frayeurs. C'est, en l'occurrence, reconnaître que l'on subit de la part de l'opinion publique une pression intolérable en faveur de l'adversaire ou de ce qu'il représente. C'est l'inviter à faire très exactement le contraire de ce que l'on souhaite. En somme, c'est se livrer à lui.

Alors, qui, finalement, a piégé qui ?

L'impunité

Comme je l'ai déjà dit, les violentes émotions de la surprise, de la colère et même de la honte ne m'ont jamais privé de ma lucidité, et j'ai deviné tout de suite que l'exploit du sieur Elundu Onana serait suivi d'une longue période d'impunité au moins apparente.

À ce stade de ma mésaventure, j'imagine le lecteur saisi de scepticisme amusé. Pourquoi dramatiser ? pense-t-il, Elundu Onana, au fond, est une espèce de voleur de poules, un minus, qui ne tardera pas à rendre gorge. Ce fut la première réaction, au demeurant bien compréhensible, de mon premier avocat camerounais. Que diable ! le Cameroun était un Etat du XX^e siècle, doté de mœurs civilisées, d'institutions efficaces et respectables, de magistrats, d'honnêtes gens, dont l'indignation éclaterait d'une façon ou d'une autre, dès qu'ils auraient vent de l'affaire.

À l'heure où j'écris ces lignes, c'est-à-dire août 1986, soit près de deux ans depuis le début de l'affaire, non seulement Elundu Onana n'a pas payé un sou des traites qu'il s'était engagé à régler et que j'ai dû payer pour pallier sa carence, mais il est toujours cadre à la BICIC, la filiale camerounaise de la BNP, et l'un des proches du pouvoir, en particulier du chef des polices politiques, Denis Ekani.

Et, surtout, Elundu Onana n'a manqué aucune occasion de narguer et de mener en bateau mes avocats camerounais.

Il faut dire que les hommes de loi camerounais ne paraissent pas être des foudres de guerre. Vingt-cinq ans de totalitarisme ont laminé les âmes, amorti les ressorts : c'est un processus classique, somme toute, commun à tous les pays d'autoritarisme forcené, comme nous le font voir les médias, par malheur obsédés par les pays de l'Est exclusivement. Derrière la façade d'ordre, de rigueur morose, les gens sont perpétuellement confrontés à l'anarchie triomphante de l'arbitraire joint à l'arrogance ; inévitablement, ils s'accoutument aux brigandages de toute sorte. À la fin, on se résigne, doutant même qu'un tel état de choses ne soit pas la norme partout dans le monde. C'est un discours qu'il m'est souvent arrivé d'entendre au téléphone : la perfection n'est pas de ce monde, n'est-il pas vrai ? C'est d'ailleurs de cela que le chauvinisme cynique de la propagande officielle persuade

quotidiennement le citoyen à force de matraquage : il y a peut-être des insuffisances chez nous, mais, globalement, c'est mieux que partout ailleurs, allez !

Voici un trait de caractère de l'intelligentsia camerounaise qui surprend l'Africain résidant, comme moi, depuis très longtemps dans un pays de démocratie, assuré du pouvoir de la loi, habitué à compter avec l'esprit d'initiative et la liberté d'allure et de comportement des citoyens : quels que soient sa classe sociale et le niveau de son éducation, le Camerounais n'écrit pas (ou si peu !) sans y être contraint par une force extérieure. Un acte aussi simple que de s'asseoir quelques minutes pour griffonner deux ou trois lignes sur une feuille blanche semble un exploit de titan au Camerounais, fût-il un intellectuel. Que d'échanges de mots peu amènes à ce sujet au téléphone entre mes hommes de loi et moi. Leur manière de procéder habituelle était d'attendre placidement que je leur téléphone, au risque de me ruiner, et surtout de ne peut-être jamais les toucher : en effet, si on n'a pas téléphoné de Rouen au Cameroun, on ignore toute la différence séparant la merveilleuse invention qui nous permet de parler instantanément à nos amis les plus lointains de la plus insultante plaisanterie qui ait jamais été faite à l'intelligence et à la patience d'un peuple. Le téléphone camerounais ne ressemble en rien à ce qu'on appelle ainsi ailleurs. Quand tout de même on obtient un correspondant, on est étonné de l'entendre énoncer à l'égard du pouvoir des critiques qui frisent le défi. J'ai plusieurs fois entendu appeler Paul Biya « *Abidjo bis* ». Ce n'est donc pas tant la peur de la police qui retient les gens d'écrire, que la paresse tout simplement.

Forcé par la circonstance d'aller à la découverte d'une mentalité qui m'était peu ou prou inconnue, j'avoue que, au début du moins, je ne cessai de tomber de stupéfaction en crise de colère et en abattement d'impuissance.

Les lettres d'Elundu Onana réapparaissent à la fin de la première décade de janvier 1985, c'est-à-dire après cinq semaines de silence. Elles sont pleines d'imprécations, à la fois arrogantes et désespérées. Mais c'est leur incohérence qui frappe le plus. Elle traduit l'impasse où la manœuvre, dont on lui avait confié l'exécution, vient de sombrer. Il a dû

se rendre à l'évidence : je ne céderais jamais à son chantage.

Voici quelques extraits de cette instructive correspondance :

9 janvier 1985

Monsieur Biyidi,

Je viens de recevoir le télex diffamatoire que vous avez adressé le 3 courant au directeur de la BICIC. Je ne peux que vous remercier du soulagement que me cause votre initiative et vous confirme, par la présente, la fin de toute activité en relation avec l'écoulement de votre œuvre romanesque au Cameroun.

Je crois que vous avez lu en son temps ma lettre du 5-12-1984, expédiée, il est vrai, un mois plus tard²⁰. Ce soir, je vous tiendrai l'inventaire complet de vos ouvrages reçus, placés et non encore encaissés.

Il appartient donc à vous-même ou à votre arbitre de faire votre affaire du stock qui est désormais tenu à votre disposition à mon domicile à Douala...

Par ailleurs, j'aurais (sic) l'occasion de vous dire ce que m'inspire votre comportement, mais sur ce, je vous confirme officiellement et définitivement la fin de toute espèce de collaboration...

10 janvier 1985

Monsieur Biyidi,

Faisant suite au télégramme que vous avez envoyé à mon directeur général²¹, le 3 janvier dernier, je suis au regret de te confirmer que j'arrête à ce jour la vente de tes bouquins. Et dès le 20 janvier prochain, de ma main, si vous n'avez pas pris

20. Etrange, cette lettre du 5 décembre expédiée un mois plus tard ! Un espion n'est pas forcément un homme intelligent, heureusement. Bien entendu, rien de ce qui est dit dans cette lettre ne fut suivi d'effet. Le fameux inventaire annoncé ici ne m'est jamais parvenu ; il n'a toujours pas été véritablement fourni à mon avocat qui, pourtant, n'a cessé de le réclamer. Quant à la fin de toute espèce de collaboration, c'est de moi qu'elle est venue, comme on l'apprendra un peu plus loin.

21. De la Banque Nationale de Paris, établissement dont la BICIC est la filiale.

entre-temps des dispositions pour les enlever de chez moi où ils sont stockés, ils seront simplement jetés sur la route.

...J'envoie donc la copie de votre téléx à Présence Africaine et à Buchet-Chastel pour leur prouver comment il ne m'est plus possible de vous aider à les rembourser, car c'est bien vous qui avez accepté les traites qui doivent être domiciliées sur votre compte bancaire. Essayez donc de les payer à l'échéance, avec les ventes de mes exemplaires de *Main basse*²² ! Il vous reste trois semaines pour le faire, car si j'ai bien compris, l'échéance tombe pour l'un et l'autre le 31 janvier. Vous pouvez également m'indiquer le nom d'un libraire qui pourra prendre les colis de tes bouquins sur place. Il pourra aussi continuer à travailler pour les Français dont vous êtes désormais.

Le coup du nègre qui enseigne le français aux petits Français de France manque d'originalité. Cette histoire a déjà été entendue et je ne gagne pas mon pain uniquement en le faisant des cours de français (sic).

24 janvier

Mon cher Alex²³,

...Enfin, comme dans toute affaire sérieuse, il faut s'en tenir aux échéances, étant entendu que je garderai avec moi toutes les sommes récoltées dans un compte dont je vous communiquerai le numéro prochainement en attendant les conséquences des lettres que vous écrivez partout sur ma situation professionnelle.

N'ayant plus de cadeau à vous faire, je vous prie de me faire vos contre-propositions. Si votre silence persiste, je vais remettre au Consul de France qui s'occupe des intérêts

22. Phrase dont le caractère inintelligible vient peut-être moins de la maladresse d'expression que de ce tour d'esprit spécifique du saboteur et de l'espion, et qui fait d'eux des techniciens de la confusion.

23. Curieux changement de ton.

français à Douala les exemplaires de La ruine presque cocasse... qui sont difficiles à écouler.

Fraternellement²⁴

25 janvier²⁵

Monsieur Alexandre Biyidi,

Je crois que vous avez quand même reçu quelques-unes de mes lettres et j'attends toujours la réponse aux questions soulevées... Après avoir sucé longtemps la mamelle d'un trop long exil, il se peut que vous soyez atteint par une folie qui vous pousse à mordre même ceux qui ont risqué leur vie pour vos écrits...

Vous savez que quand la tête d'Ossendé Afana a été tranchée, beaucoup de gens se sont réjouis évidemment, mais c'est vous, Biyidi Alexandre, que son sang a engraisé en vous apportant l'argent à travers des écrits de salon²⁶... Qui profite de la misère de ses frères, c'est vous qui dormez au chaud, protégé par des lois françaises, ayant une blanche dans votre lit, alors que les gens meurent ici de toutes sortes de privations dont la plus grande est celle de ne pas pouvoir s'exprimer²⁷...

24. Je n'ai pas répondu à ces insanités (d'ailleurs j'avais cessé toute correspondance avec le personnage dès janvier, comme je m'en explique plus loin). Pourtant, que je sache, les livres n'ont pas été remis au Consul de France. A l'évidence, l'entourage de Paul Biya traversait une période de grand affolement, ne sachant à quels saints se vouer, ni quelle pression exercer sur moi pour me forcer à aller au Cameroun, l'idée fixe de ces messieurs.

25. Lettre écrite par conséquent le lendemain de la précédente ! Notez le changement de ton, et même de style. S'agit-il bien de la même plume ?

26. Ossendé Afana, jeune économiste appartenant à l'ethnie beti, avait étudié en France, comme moi-même, pendant les années cinquante. Il était rentré au Cameroun au début des années soixante, non pour se vautrer dans la corruption et la magouille au service du tyran, comme les Sengat- Kouoh, Paul Biya, Adalbert Owona et *tutti quanti*, mais pour créer un maquis révolutionnaire inspiré des théories de Mao Tsé Toung, dans la jungle du sud-est camerounais. C'est l'un des héros révolutionnaires camerounais, avec Ruben Um Nyobé, le vrai fondateur de la nation camerounaise, Félix-Roland Moumié et Ernest Ouandié, dont les Camerounais n'ont jamais pardonné la mort à Ahmadou Ahidjo. Son mode d'exécution fut atroce. Après l'avoir capturé, la soldatesque d'Ahidjo lui trancha le cou ; on raconte que sa tête fut apportée au tyran sur un plateau afin qu'il pût en repaître ses yeux à sa guise. Tel était le monstre au service duquel Paul Biya passa plus de vingt années.

27. Accusations burlesques, mais qui entrent comme composantes de base dans la langue de bois des catholiques réactionnaires camerounais toujours influencés par

Le sang des martyrs est une semence de chrétiens, mais jamais les romans et les essais... Vous osez exiger que je vous rembourse quoi au fait ? L'air que vous respirez gratuitement en France ? Vos frais de taxi et d'expédition ? Et alors les miens je dois prier le ciel de me rendre (sic) n'est-ce pas ? Ou bien je dois toujours détourner la provision de mon crédit pour acheter le droit d'aller en prison ?²⁸

Sachez également que vous avez la possibilité de demander à vos fournisseurs qui ont tiré des traites de proroger l'échéance de celles-ci d'au moins trente jours. Donc rien ne presse, inutile de hurler comme un petit-bourgeois à court de sous !²⁹

Enfin toujours pour stabiliser votre trésorerie, demander (sic) à votre banquier de consolider votre débit en crédit sur vingt ou trente mois. Grâce à vous les Français vos compatriotes ne manqueront jamais de travail, en imprimant vos livres que nous essayons de vendre ici.

Profitez de ces conseils donnés sans contrepartie.

Fraternellement³⁰.

les missionnaires, et notamment par les Spiritains, la congrégation missionnaire sans doute la plus arriérée qui soit. Ce sont les Spiritains, qui, dès l'après-guerre, firent de la pénétration du marxisme la hantise fantasmatique qui allait devenir la névrose collective des conservateurs camerounais et cimenter leur alliance avec Ahmadou Ahidjo, le fou de Dieu venu du Nord. Les catholiques sentent bien aujourd'hui que, tôt ou tard, il leur faudra rendre des comptes concernant cette épouvantable période qui vit périr, souvent dans des souffrances indicibles, les meilleurs enfants du pays. Ils aimeraient s'abriter derrière un bouclier, en l'occurrence un homme qui non seulement ne trempa jamais dans les atrocités d'Ahidjo, n'en tira jamais un soupçon de bénéfice, mais au contraire combattit sans répit l'abominable tyran. Ils ont peut-être décidé que je serais cet homme. Ils n'osent pas me le demander en face, redoutant à juste titre mon indignation. Ils ont donc décidé de m'y contraindre, par l'intrigue, car ils se croient intelligents. On verra bientôt que l'un de ceux qui se sont le plus agités derrière Elundu Onana n'est autre que mon fameux "cousin" (et rival de clan, comme il arrive souvent), Adalbert Owona, l'historiographe-biographe (en afro-français cela s'appelle tout simplement : griot patenté) d'Ahmadou Ahidjo, écrivain à la plume malheureusement bien molle. Depuis le départ de son héros, mon "cousin" a, dit-on, reçu un tel nombre de menaces de vengeance qu'elles l'ont privé de sommeil.

28. Tentation bien connue chez le tortionnaire de s'identifier à sa victime en parlant au moins son langage.

29. C'est moi qui souligne.

30. Dérision ? Démence ? Obéissance à la consigne de coller malgré tout à la cible ?

Cette étrange prose donne je ne sais quelle irrésistible image de gens aux abois : qu'est-ce qui peut bien affoler ainsi Paul Biya et ses amis ? L'évolution accélérée de l'opinion camerounaise ?

Le lecteur n'a certainement pas manqué de comparer les lettres citées ici avec les précédentes. Que de chemin parcouru depuis le mois d'octobre 1984, par exemple, quand l'espion, transformé maintenant en provocateur, n'avait pas assez de mots flatteurs pour ma personne.

Ces extraits demandent, pour être compris, que je donne maintenant quelques explications.

Concernant l'allusion aux télex et lettres communiqués à Elundu Onana par ses employeurs putatifs, j'avais en effet tenté d'alerter les directeurs de la BICIC et de la BNP, en m'efforçant de donner à mon ancien partenaire en business la personnalité d'un escroc. En réalité, je voulais obtenir la preuve que j'étais bien victime d'une opération politique. Ces grands établissements de crédit sont trop soucieux de leur réputation pour tolérer chez l'un de leurs cadres l'esclandre dont Elundu Onana s'était rendu coupable. La BICIC, domiciliée au Cameroun, était peut-être paralysée par l'anarchie, le népotisme et la corruption ambiants. La BNP, quant à elle, demanderait des explications à son employé.

Les extraits, qu'on vient de lire, révèlent entre les lignes ce qui a dû se passer : le dossier, un moment ouvert, a dû être rapidement clos. A la demande de qui ? Sans aucun doute d'un homme très puissant. En tout cas, je n'en sus rien, quant à moi, personne n'ayant daigné seulement accuser réception de mes télégrammes et de mes lettres. Pour moi, le doute n'était plus permis désormais. Elundu Onana était bien un agent de Paul Biya.

IV - L'ÉCHEC

L'impasse

Dans la deuxième quinzaine de janvier 1985, j'effectuai une autre démarche, plus humiliante que je ne saurais le dire. Des amis français d'extrême gauche auxquels j'avais fait part du coup dur qui me frappait, m'avaient vivement pressé de prendre langue avec des responsables socialistes, députés, attachés de cabinets ministériels, secrétaires nationaux du Parti socialiste, dont ils me fournirent une liste.

Au moins, me disaient-ils, je parviendrais ainsi auprès de Jean Gattegno, directeur du Livre chez le ministre de la Culture, Jack Lang ; je lui expliquerais l'affaire, ce serait bien le diable s'il ne m'aidait pas à obtenir un prêt dans les meilleures conditions, pour honorer les traites des éditeurs tiers, puisqu'il s'agissait de parer d'abord au plus urgent.

Ma répugnance naturelle à être demandeur auprès d'un homme politique, avec quelle peine il a fallu que je la surmonte, n'ayant guère le choix des moyens. Ce qui est certain maintenant, c'est qu'on ne m'y reprendra plus jamais. Quel cruel calvaire ! J'ai traversé les mêmes affres, à l'illusion près, que l'héroïne de mon dernier roman, *La revanche de Guillaume Ismaël Dzawatama*, cette épouse d'un homme politique noir qui, voulant sauver son mari en train de croupir dans l'horreur d'un camp de concentration africain, effectue une démarche auprès d'un homme politique français, espérant un peu de compassion. On m'écoutait, on prenait des notes, on me scrutait, mais c'était plutôt pour supputer la profondeur de ma plaie et l'imminence de l'issue fatale. Rarement la réalité a aussi bien dépassé la fiction. Bien qu'il me soit arrivé de rencontrer ainsi un grand nom, sinon le plus grand du socialisme rouennais, j'attends toujours les résultats de ces prosternations.

Nos amis français d'extrême gauche n'ont jamais vraiment compris la nature de la haine que le néocolonialisme français,

de droite ou de gauche, voue aux opposants radicaux africains en général, aux progressistes camerounais en particulier. Eux-mêmes entretenaient des relations de courtoisie, et même, parfois, de sympathie avec plus d'un cercle gouvernemental socialiste, dont certaines personnalités ont milité dans telle organisation anti-impérialiste française avant de se résoudre à un entrisme, qui, pensaient-elles, pouvait aider en quelque mesure la cause pour laquelle elles luttaienent. Cette osmose, qu'on le veuille ou non, trahit une complicité peut-être involontaire chez les uns, mais bien consciente chez les gouvernants qui ne manquent pas d'en tirer éventuellement parti.

Entre le pouvoir socialiste actuel et les radicaux africains, il n'existe rien de tel, bien entendu. Mais, pire que cela, il y a sans doute plus de haine chez François Mitterrand pour les radicaux africains que chez Giscard d'Estaing, pour des raisons faciles à analyser, mais que je m'abstiens d'exposer ici faute de place et de temps (j'y reviendrai peut-être plus tard). Des critiques identiques quant au fond provoqueront tout au plus un rictus d'amertume si elles émanent de l'extrême gauche blanche, mais seront ressenties comme un blasphème, proférées par des anti-impérialistes noirs. C'est une forme de racisme très sophistiquée. Un grand journaliste français, M. Gilbert Comte, collaborateur du *Monde*, ne refusa-t-il pas un jour de me fournir l'information que je lui demandais, sous prétexte que, en traitant ses habituelles élucubrations africaines du seul nom qu'elles méritaient, je l'avais insulté : c'est une réponse qui ne lui serait même pas venue à l'esprit si j'avais été un journaliste blanc - ou qui l'aurait définitivement discrédité aux yeux de ses pairs.

Mongo Beti n'avait pas cessé de couvrir d'opprobre le pouvoir socialiste, ses pontifes, son grand-prêtre. Il s'était f... dans la m... Eh bien, qu'il y reste. Fût-elle en train de crever, on ne tend pas la main à une vipère sans s'exposer à la plus cruelle morsure. Quant à la défense de la liberté d'expression, voilà une foutaise qui convient peut-être à la démagogie d'un parti d'opposition, mais qu'il faut oublier bien vite dès qu'on prend en charge les intérêts supérieurs de la France. Comme aurait pu dire Machiavel, un grand bourgeois ne doit croire en rien.

Le Parti socialiste s'est donc bien gardé de lever le petit doigt dans une affaire mettant manifestement en péril

l'unique tribune totalement libre à la disposition des intellectuels, des opposants, des militants anti-impérialistes de l'Afrique « francophone ». Rien là que de très logique, fussent nos amis français d'extrême gauche perdre la dernière de leurs illusions, celle d'un dialogue possible entre le national-tiersmondisme et nous autres.

Il y a plus : à en juger par certains indices, n'y a-t-il pas lieu de se convaincre légitimement que certaines sphères du Parti socialiste français ont participé à la conception et à l'élaboration du complot dont nous sommes victimes ? N'était-il pas évident qu'à Paris même des gens puissants s'évertuaient à asphyxier *Peuples noirs-Peuples africains* en le privant de toutes ressources financières ? Qui ne se rappelle l'affaire Cattin ? Cette fois, se disaient nos ennemis, le coup tordu était un chef-d'œuvre, et plus nous nous débattrions, plus la corde du piège nous étranglerait.

Le fait est que plus le temps passe, moins j'ai d'espoir de récupérer les sommes fabuleuses que l'espion Paul Biya m'a extorquées par la plus odieuse des fourberies.

Il me restait tout de même encore le recours à la Loi, pour autant qu'il y eût des tribunaux dignes de ce nom au Cameroun.

Des compatriotes camerounais de Paris m'avaient recommandé de contacter Benjamin Matip, un ancien camarade de lycée, que j'avais personnellement perdu de vue, mais qui, me dit-on, s'était installé comme homme de loi à Douala. Je l'eus au téléphone dans la première décade de janvier et lui exposai succinctement l'affaire qui motivait mon appel. J'eus le plaisir de l'entendre s'étrangler d'indignation au bout du fil. Une telle réaction, révélatrice d'une forte personnalité et d'une sensibilité demeurée à vif, est chose fort rare chez les diplômés camerounais que l'accoutumance à la peur et l'abus des calculs de l'arrivisme ont fini par rendre apathiques. Je n'allais pourtant pas tarder à déchanter ; car un autre vice nous caractérise, nous les diplômés africains, où que nous soyons ; c'est l'instabilité. Elle est pardonnable ; car c'est peu dire que nous sommes assis entre deux chaises ; il vaudrait mieux dire que nous sommes juchés sur un échafaudage de chaises parallèles ; nous avons dû faire la transition plus ou moins réussie entre la colonisation et l'« indépendance », la culture noire et l'univers blanc, le village et la ville, parfois entre le dénuement et la prospérité.

Où trouver le fondement d'un équilibre ?

Il me confia qu'il ne pouvait pas plaider pour le moment ; Ahidjo, le précédent dictateur du Cameroun, lui avait retiré la licence d'avocat, car pour plaider au Cameroun, il faut l'autorisation spéciale du président de la République qui la dispense suivant des critères extravagants. Ainsi, le nouveau dictateur, saisi par Benjamin Matip d'une demande d'autorisation de plaider à nouveau, s'obstinait à ne pas répondre. J'allais apprendre plus tard qu'il y avait en réalité anguille sous roche.

Si Benjamin Matip ne pouvait plaider, il allait du moins diligenter mon dossier et le confier au bâtonnier, un homme de grande compétence et de grand crédit, à l'habileté duquel on pouvait s'en remettre en confiance. Il fallait seulement que je lui adresse un mémoire exhaustif et tous les documents utiles concernant le litige.

C'est ce que je fis dans les huit jours qui suivirent. Dès la mi-février, une mise en demeure était adressée à Elundu Onana qui n'y a jamais répondu, assuré de la protection des plus hautes autorités de l'Etat, exactement comme dans un pays de l'Est.

Alors une mésentente naquit entre mon avocat et moi. Je désirais personnellement, et c'est compréhensible, qu'une procédure judiciaire en bonne et due forme soit engagée sans délai. C'était aussi l'avis de Benjamin Matip, qui brûlait autant que moi-même d'engager le fer avec le dictateur dissimulé derrière l'espion. Mais l'avocat en titre, seul maître du dossier en définitive, ne l'entendait pas de cette oreille.

D'une part, il avait sa philosophie personnelle concernant cette affaire ; il ne croyait pas, quant à lui, à la machination politique ; il y crut encore moins courant mars, alors que l'affaire venait de commencer à être évoquée dans le numéro 43 de la revue *Peuples noirs - Peuples africains*, récemment paru. Elundu Onana, pour la première fois, donna signe de vie à mon avocat avec qui il prit rendez-vous.

Voici comment s'explique la démarche de l'espion.

Affolé par la publicité que la revue est en train de donner à l'affaire, Elundu Onana paierait cher pour en interrompre la relation. Il a joué le rôle du traître le plus odieux et il n'ignore pas que, si la machination s'ébruitait, on lui en tiendrait durablement rigueur parmi les couches modestes de l'ethnie beti, qui ne sont pas, elles, perverties par l'or du

tyranneau francophile, parmi les universitaires et les scolaires où je compte nombre de sympathisants, parfois actifs.

Malheureusement l'espion ne sait comment couper court à mes révélations, car il n'a plus de monnaie d'échange, de *bargaining power* : il a été en effet dessaisi de toute participation à la nouvelle phase de la manœuvre, ayant accompli la modeste mission d'amorçage qui lui était impartie, tandis que toute la conduite de l'intrigue relevait désormais d'une instance très haute. L'espion s'agite donc en vain. Il tentera encore de me contacter au cours du mois de juillet 1985, sans résultat bien entendu.

Au cours du mois d'août 1985, très exactement le 22, un autre espion de Paul Biya, après avoir été le griot-flic d'Ahidjo, mon fameux "cousin" Adalbert Owona, fera une tentative non moins vaine pour m'aborder à la Bibliothèque Nationale de Paris. Il avait sans doute été alerté par des universitaires camerounais, venus comme chaque été, se documenter pour leurs thèses. Croyant agir discrètement, il tourna d'abord longtemps autour de moi, semblable au Chéyenne félon des westerns. Enfin il prit son courage à deux mains, et, se penchant à mon épaule, chuchota :

— Puis-je te parler ?

— Non, fis-je sèchement, je ne parle pas avec des gens de ton espèce. Fiche le camp.

Comme il insistait, je dis alors à mi-voix, commençant délibérément à faire scandale :

— Je suis ici pour travailler, moi, figure-toi, comme tous les gens que tu vois là.

C'est alors seulement qu'il comprit qu'il perdait son temps et s'éloigna, sans retour j'espère.

Mon avocat ne m'a pas donné une relation écrite de la rencontre avec Elundû, se contentant, selon l'usage camerounais, de l'évoquer au téléphone, au cours d'une communication techniquement exécrationnelle. J'en ai retenu que l'espion, désinvolte, jovial non sans se forcer, s'attacha surtout à démontrer qu'il n'avait nullement partie liée avec le gouvernement, y mettant une telle insistance que cette collusion devenait évidente ; sous le charme de l'espion, mon avocat traita ses protestations comme parole d'Évangile.

Quant à ses dettes, l'espion se garda de les nier, mettant même une sorte de coquetterie à en reconnaître la réalité.

Pourquoi ne me payait-il pas ? Il ne demandait qu'à le faire, mais j'étais, selon lui, comme l'anguille de Melun, qui crie avant qu'on ne l'écorche ; je m'étais affolé trop vite. Bien sûr que les échéances des traites étaient passées, mais ce n'était pas une catastrophe, ces choses-là arrivent souvent dans le commerce.

Pourquoi m'avait-il fait le chantage d'un voyage au Cameroun ? Un chantage, lui ? Si on ne pouvait plus faire une innocente suggestion à un ami avec lequel on avait des relations personnelles d'une telle qualité !

— Mais enfin ! s'écria mon avocat au téléphone en m'interpellant, vous reconnaissez que vous aviez des relations personnelles avec Elundu Onana.

Le culot doit être la première qualité d'un espion. Elundu Onana me rappelait cette Madame Lalande-Isnard que j'ai évoquée au début du récit qui, sous couleur de me parler de mes livres, me téléphonait au beau milieu de la nuit, essayait de me tirer les vers du nez, et allait ensuite répandre qu'elle était une de mes connaissances. Au fond, tous les espions procèdent de la même façon.

Bref, mon avocat était persuadé qu'il obtiendrait un règlement amiable et que nul besoin n'était d'engager une procédure. Je lui fis remarquer en vain qu'une procédure, en exerçant une pression supplémentaire sur le personnage, pouvait être psychologiquement parlant une arme d'appoint.

— Vous allez voir, lui dis-je dans la lettre que je lui adressai après notre conversation, Elundu Onana va maintenant tergiverser, pinailler, chinoiser, user de toute sorte d'artifices dilatoires, mais il ne paiera pas, assuré désormais de l'impunité totale par votre attitude. Car il a pour mission de me susciter toutes les difficultés possibles, et même, s'il en a les moyens, de me ruiner pour que je ne puisse pas continuer à publier la revue *Peuples noirs - Peuples africains*.

Mon avocat n'en crut rien alors. Mais voici ce qui advint par la suite. Elundu Onana avait promis de lui fournir un inventaire complet ; il n'en fit rien, bien entendu, jusqu'à ce qu'il apprenne fin avril que mon avocat venait en France. Alors, on ne sait pourquoi (ou plutôt je le devine), il lui donna rendez-vous à l'aéroport de Douala, et là lui remit une espèce de torchon indéchiffrable, qui pouvait tout au plus laisser supposer qu'Elundu Onana avait bien écoulé les livres envoyés par les éditeurs tiers, et donc qu'il pouvait

maintenant régler leurs traites.

— Alors, dis-je à mon avocat, quand je le rencontraï à Paris fin avril 1985, qu'attend-il pour payer ? Apparemment, il a écoulé les livres de Buchet-Chastel, de Présence Africaine et de L'Harmattan...

Rentré au Cameroun, mon avocat alla aussitôt qu'il put poser cette question à Elundu Onana. Comme je l'avais prédit, celui-ci louvoya, biaisa, disputailla, étala sa mauvaise foi, le tout avec des airs de désinvolture qui achevèrent de scandaliser son visiteur, qui ne se demanda pas si cette désinvolture était vraiment naturelle.

Quand j'eus mon avocat au téléphone, il était enfin convaincu de la perfidie d'Elundu Onana.

Je lui demandai donc à nouveau, fermement, d'engager cette fois la procédure judiciaire.

Il n'a jamais voulu s'y résoudre, et j'ai dû finalement lui retirer l'affaire, ayant appris à la longue que Maître Yondo Black, c'est son nom, était en réalité l'obligé du pouvoir et qu'il ne ferait jamais rien qui pût déplaire à ce dernier : il lui devait en effet son "élection" comme bâtonnier. Etant donné le sens que l'on donne au Cameroun au mot "élection", cela signifie que le dictateur a imposé un candidat après en avoir obtenu des gages de docilité sinon de servilité. Le pouvoir procède ainsi dans tous les domaines : c'est véritablement le totalitarisme, dans le plein sens du terme."

Mais la question a-t-elle encore quelque importance ? Ai-je la moindre chance de récupérer mon argent, les choses étant ce qu'elles sont ? Le petit dictateur auxiliaire de troisième classe et ses stratèges en action psychologique savent bien que j'ai percé leurs misérables calculs ; ils doivent s'être persuadés que je ne me laisserai pas attirer au Cameroun ; ils voient bien que *Peuples noirs - Peuples africains* poursuit sa marche imperturbablement. Mais ils sont piégés : font-ils machine arrière ? ils perdent la face, c'est-à-dire toute crédibilité auprès des multinationales

31. Ayant été mis en relation au mois de juillet cette année avec un autre homme de loi camerounais, Nathanaël Tonyé, je l'ai chargé de cette affaire. Homme de caractère apparemment, Maître Tonyé doit impressionner davantage l'espion-escroc : hier calotté et désinvolté devant Yondo Black, avec mon nouveau conseil, il n'a pas encore trouvé d'autre tactique que la dérobade sinon la fuite.

françaises qui les surveillent. Persistent-ils dans leur fourberie ? ils tendent à leurs ennemis, qui sont nombreux, plus de verges que jamais pour fustiger cette petite bande d'éminentes nullités, composée presque en totalité d'anciens laquais du sinistre Ahidjo, dont l'opinion camerounaise est en train de déchirer les masques avec une allégresse qui fait plaisir à voir³².

Je veux désormais tout ignorer de ces petits coquins promus hommes d'Etat par François Mitterrand et ses nationaux-tiersmondistes. Fussent-ils, comme on me le répète, de mon « ethnie », je n'ai strictement rien de commun avec eux.

Voici, en revanche, une question que chacun se pose : qui au juste se cache derrière Elundu Onana ? Autrement dit : à qui profite le crime en dernière analyse ?

A Paul Biya, héritier d'Ahmadou Ahidjo, en dépit qu'il en ait, donc mon ennemi naturel, comme il l'est de tous les progressistes camerounais ? Sans doute.

A Paul Biya seul ? Voire.

L'hydre de la corruption

Où veut en venir le néocolonialisme ?

Le dessein du néocolonialisme en Afrique actuellement est d'abord négatif - peut-être même exclusivement négatif : enrayer l'apparent réveil du progressisme noir dont la victoire récente du capitaine Sankara au Burkina Faso est peut-être un signe avant-coureur, après plus d'une décennie d'assoupissement. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour recueillir un sentiment de lassitude quasi unanime à l'égard des dictateurs francophiles : « cela ne peut plus durer », c'est ce que la plupart des gens semblent se dire.

Comment en est-on arrivé là ? Examinons le cas du Cameroun. On est frappé tout de suite par la succession récente de deux phases contradictoires : d'abord une période

32. Des livres écrits par des Camerounais résidant au Cameroun et traitant des événements récents paraissent actuellement à un rythme étonnant. Ils suggèrent tous ou même expriment clairement la même conclusion : Paul Biya a trop longtemps servi la dictature sanglante et antipatriotique d'Ahmadou Ahidjo pour être le *right man at the right place*, aujourd'hui en tant que président d'un Cameroun manifestement résolu à prendre un nouveau départ en s'appuyant sur la fraternité et la démocratie. A ce sujet, je conseille plus particulièrement la lecture de cet ouvrage paru récemment aux Editions L'Harmattan (7, rue de l'Ecole Polytechnique, Paris 5^e) *Duel camerounais, démocratie ou barbarie*, mai 1985, par Victor Kanga.

de triomphe de la dictature francophile commençant en 1971, au lendemain de l'exécution d'Ernest Ouandié, puis, à partir d'environ 1979, une période de grand désarroi qui n'a pas pris fin avec l'éviction d'Ahidjo, bien au contraire, et qui a débouché dans une impasse devenue aveuglante avec le congrès de Bamenda, d'où est né le R.D.P.C. — Rassemblement démocratique du peuple camerounais —, nouvel avatar d'un vieux parti créé trente ans plus tôt par le Dr Louis-Paul Aujoulat, un missionnaire français de droite, dont Paul Biya, succédant à Ahidjo, recueille ainsi l'héritage.

Il saute aux yeux de l'observateur averti que, au lendemain de la disparition d'Ernest Ouandié, les progressistes camerounais, selon une évolution qui touche presque toute l'Afrique, renoncent à l'option révolutionnaire. En fait, ils n'ont plus aucun projet, excepté la vague et intermittente songerie d'une invraisemblable négociation avec le maître, Giscard d'Estaing ou François Mitterrand. Négociation parfaitement inconcevable, les progressistes camerounais n'ayant aucune carte en main, aucun atout, rien à monnayer ni à marchander, et qui, si elle avait lieu, se terminerait forcément par une reddition.

Des intellectuels sympathisants de Moscou, néo-staliniens, ont pris le contrôle de l'U.P.C. ou de ce qu'il en reste, qu'ils transforment peu à peu en une organisation d'opérette, selon une tradition jamais démentie. Le propre des staliniens n'a jamais été de conquérir le pouvoir de haute lutte ; leur génie, c'est, après avoir laissé faire par d'autres l'œuvre de conquête du pouvoir, de s'installer dans les appareils, de les noyauter lentement et méthodiquement jusqu'au phagocytage final. Cette situation d'impasse suscite alors dans la diaspora une extraordinaire profusion groupusculaire, belle illustration de l'impuissance des oppositions, et en particulier de l'opposition progressiste.

A l'intérieur, les masses désormais désorganisées, orphelines, abruties par la propagande de la dictature, sont entrées dans une complète léthargie. La dictature s'y sent aussi à l'aise qu'un crocodile dans un marécage. Ses polices, visibles ou secrètes, les unités spéciales de son armée parcourent les profondeurs spongieuses de cette population sans plus rencontrer la moindre résistance. Pas un soupçon de grève, aucune grande manifestation de l'opposition, pas une

publication qui ne relaie le discours du dictateur, donc celui du protecteur néo-colonial.

L'impression qui prévaut à la fin des années 1970, c'est que Ahmadou Ahidjo peut encore régner trente ans durant, en toute tranquillité, s'il le veut.

Sa démission le 2 novembre 1982 n'en est donc que plus déroutante. C'est que, derrière l'ordonnance de la façade, le régime, créé par Ahmadou Ahidjo et ses conseillers franco-catholiques est dévoré par un cancer sous l'effet duquel la société et l'Etat camerounais se trouvent aujourd'hui dans une totale décomposition dont le petit dictateur stagiaire Paul Biya ne semble même pas capable de prendre vraiment conscience. Ce cancer, c'est la corruption.

Voici l'image qui, peut-être, rend le mieux compte du phénomène : Ahidjo a été imposé au peuple camerounais comme une greffe insérée dans un organisme animal. Il fallait empêcher le rejet, il a fallu neutraliser les systèmes de défense de l'organisme, qui s'est trouvé, du même coup, à la merci du premier microbe mortel venu. Ce fut la corruption.

Pourvu qu'on plût au maître ou qu'on lui fût si peu que ce soit apparenté ou qu'on pût se recommander d'un dignitaire du parti unique, on obtenait tous les privilèges matériels, psychologiques et moraux. Or le dictateur, bien isolé à son avènement, avait besoin de partisans. Il les a attirés comme des mouches par l'étalage de l'argent, des plaisirs. Mais il n'y en eut bientôt plus assez pour tous. Alors ce fut à qui se montrerait le plus artificieux à plaire au maître, à qui saurait le mieux flatter ses vices, prévenir ses angoisses secrètes, consolér son désespoir. Sengat-Kouoh, l'actuel bras droit de Paul Biya, brilla longtemps dans ce rôle de fou du roi auprès du précédent dictateur. Aussi devint-il rapidement un riche propriétaire immobilier à Douala, et même le premier dit-on, lui qu'on avait vu traîner ses guêtres d'étudiant miséreux à Paris pendant les années 1950, comme nous tous au demeurant.

Le congrès de Bamenda vient de démontrer, s'il en était besoin, que Paul Biya se propose de donner une nouvelle impulsion au système légué par Ahidjo. Y parviendra-t-il ? L'avenir seul le dira. D'ailleurs peu nous importe.

Il nous suffit de savoir que, à l'heure où j'écris ces lignes, la société camerounaise et l'Etat camerounais sont littéralement à l'agonie. Selon tous les témoignages, les services

publics sont en voie de paralysie. Des bureaux de poste, par exemple, dans certaines grandes villes, ont été transformés en buvettes et les fonctionnaires refusent d'accueillir les usagers ou les rabrouent, à moins qu'ils ne les rançonnent. Rien d'étonnant alors si une lettre a besoin d'une semaine, souvent davantage, pour être acheminée de Douala à Yaoundé, distants de trois cents kilomètres.

Le système hospitalier a définitivement sombré dans le gouffre de la gabegie universelle. L'usage est établi depuis longtemps que les grands du régime et leurs parents viennent se faire soigner en France, comme " évacués sanitaires ". En se référant à l'état des équipements de santé pendant la dernière année de l'administration coloniale française, on ne peut hésiter à reconnaître, quelque honte qu'on en éprouve, que le pays a subi près de trente ans de régression, si ce n'est davantage.

Quant à la justice, mon premier avocat n'a pas manqué de me faire cet aveu : « Etant donné que vous êtes un exilé et, de surcroît, un opposant, vous perdriez le procès si j'introduisais une instance, les magistrats de chez nous étant ce qu'ils sont... ».

Le délabrement d'un grand nombre d'équipements de l'université de Yaoundé frise le désastre.

Toutes les valeurs, probité, innocence, équité, compétence, dévouement, se sont évanouies ; seule subsiste désormais la réussite, c'est-à-dire l'argent.

Mais ce que l'on a bien compris à Paris, apparemment à peine pressenti à Yaoundé, c'est que les mécanismes élémentaires de la société et plus encore ceux de l'Etat sont menacés de blocage à court terme.

Il est bien vrai que les multinationales occidentales ne peuvent prospérer dans un pays du tiers-monde sans une certaine anarchie, une certaine langueur des institutions politiques du pays dont elles exploitent les matières premières. Un Etat fort ne favorise pas l'extorsion de superprofits. S'il est vrai que l'Etat national est l'organisateur de cette anarchie rampante, il ne fait pas de doute que les trusts étrangers l'y encouragent. Mais cette complicité de compères peut devenir irresponsabilité d'apprentis sorciers lorsque l'anarchie dépasse la limite tolérable pour la bonne marche des affaires. Cette limite est-elle atteinte en ce qui

concerne le Cameroun ? Poser la question comme on dit, n'est-ce pas y répondre ?

Comment redresser ce dérapage ? Comment rendre un peu de vigueur à l'Etat sans cependant l'ériger en un partenaire décourageant pour les multinationales ?

Comment retrouver un peu d'autorité, quand on porte le titre de président de la République du Cameroun, sans cependant adopter des postures qui pourraient effrayer Elf-Aquitaine, ou Péchiney, ou la C.F.A.O. ?

L'un des effets de la corruption avec lequel le public camerounais a dû se familiariser, et qui est précisément le premier facteur d'anarchie, c'est l'écœurement des citoyens, souvent lettrés, témoins de l'enrichissement scandaleux et immoral des enfants gâtés de la dictature. Ce sentiment, en passant par la démoralisation, une apparente résignation, aboutit à la désaffection, parfois à l'accord tacite d'une catégorie professionnelle pour saboter l'Etat devenu la propriété de quelques caciques. Le postier s'abstient impunément de venir au bureau, ou bien y vient à ses heures. Le policier recourt ouvertement au racket des petites gens pour joindre les deux bouts. Le douanier « fait des affaires » avec les grands businessmen au détriment du Trésor public. Le professeur d'université ou de lycée interrompt brusquement ses cours et disparaît dans la nature, abandonnant ses étudiants à eux-mêmes. En effet, la promotion et l'avenir de chacun dépendent de son appartenance ethnique, de sa carrière dans le parti unique, de la protection d'un puissant, mais à peu près jamais de l'état des services rendus à la collectivité.

Comment Paul Biya ramènera-t-il ces gens au respect de leur contrat ? Par la coercition ? C'est une arme dont le précédent autocrate avait abusé et qui, de ce fait, s'est éteinte quelque peu.

Restait la psychologie, la persuasion, en un mot la politique, laquelle, comme chacun sait ou devrait savoir, se décompose en une théorie et en une pratique. Sur le plan de la théorie, Paul Biya, qui n'y avait guère de mérite, étant l'héritier d'une culture qui se réduit pour l'essentiel à l'oralité, à l'art de jongler avec le verbe, a fait merveille, malgré sa petite voix chevrotante de retraité entrant dans l'hiver de sa vie. Mais en ne joignant jamais le geste à la parole, en n'accordant point de place à la pratique, le

successeur d'Ahidjo a vite fait de démonétiser son discours. Paul Biya s'est révélé incapable de mettre en pratique, si peu que ce soit, le moindre de ses slogans, qu'il s'agisse de l'austérité, de la moralisation ou du renouveau. Après bientôt quatre années de pouvoir et de remue-ménage de simple rhétorique, le nouvel autocrate n'a mis à son actif aucune réelle réforme. Autrement dit, il se trouve enserré dans un nœud de contradictions qui le condamnent à la paralysie. Son drame montre que rien ne peut être changé aujourd'hui au Cameroun sans faire face à cette marée marécageuse qu'est la corruption. De quelque côté que le pauvre Paul Biya se tourne, il s'aperçoit qu'il doit l'affronter, y compris et peut-être principalement dans la personne de ses proches, s'il prétend offrir quelque crédibilité.

A peine discourt-il longuement et non sans séduction sur les vertus du libre débat d'idées, dès le lendemain, son ministre de l'Information et de la Culture fait saisir des ouvrages chez les libraires les plus audacieux, adresse des menaces à d'autres, en somme fait entendre à chacun que rien n'est changé. Paul Biya fait-il mine de prêter une oreille attentive aux demandes de pluralisme dont la clameur se fait de plus en plus retentissante, aussitôt un autre héros de la corruption, un certain Mengueme, fait arrêter Jean-Paul Sendé, un médecin de soixante ans, connu pour être un opposant de longue date.

Entre gouvernants et gouvernés, au Cameroun, comme ailleurs souvent, les mots sont devenus inopérants, et les signes le seul langage éloquent ; les signes, c'est-à-dire les symboles. Deux hommes du régime Paul Biya symbolisent la corruption triomphante : Sengat-Kouoh³³, le ministre de l'Information et de la Culture, et le nommé Mengueme, ministre de l'Intérieur. Ces deux personnages ne sont pas seulement puissants par les charges publiques, ils ont aussi la haute main sur le parti unique de Paul Biya, le R.D.P.C.

Dans la mesure où elle peut s'exprimer, l'opinion publique, depuis de longs mois, a clairement fait comprendre qu'elle considèrerait la disparition de ces deux diplodocus fossiles de la précédente dictature comme le test par excellence de la sincérité du président. Dans le même

33. Sengat-Kouoh a perdu son poste de ministre de la Culture, mais demeure le deuxième personnage du Parti Unique.

temps, Paul Biya souffrait que les deux personnages le défient et le persiflent, mieux encore, il favorisait leur ascension. C'était avouer qu'il n'était pas en mesure d'accomplir la mission qu'il s'était assignée dans le contrat conclu avec le peuple camerounais à son initiative. Incapable de répondre à l'attente des Camerounais ainsi qu'aux impératifs de survie de l'Etat, Paul Biya devrait démissionner s'il avait un peu d'honnêteté, et surtout de liberté de mouvement.

Mais un dictateur, fût-il aux abois, ce qui semble être désormais le cas de Paul Biya, dispose toujours d'une arme miracle : la mystification. Incapable de faire disparaître la corruption et les corrompus, Paul Biya va du moins tenter de les faire oublier par l'illusion, la mise en scène, la duperie.



Paul Biya, un vrai président ?

On lui a dit que bafouer la morale en politique est le fait des grands hommes d'Etat ; il l'a cru, à tort bien sûr. Paul Biya ne serait de toute façon que le Machiavel du pauvre et de l'analphabète. Le cynisme sans la profondeur de méditation, la pénétrante intuition des plus lointains horizons, n'est qu'un travers de médiocre, la mesquinerie d'un fantoche, cette malédiction africaine.

Ce ne sont pas les vingt ans passés à lécher les bottes d'Ahmadou Ahidjo qui lui auront donné le courage de la lucidité, ni encore moins sa longue formation sous la férule d'une congrégation missionnaire stupidement rétrograde.

Jeune étudiant, à cet âge où d'autres trépignent d'enthousiasme créateur, d'ambition compétitive, il opte, lui, pour la seule grande école française où l'on entre sans concours, l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (E.N.F.O.M.) ; elle forma longtemps à l'usage des colonies africaines des administrateurs blancs pétris d'arrogance, mais compétents ; désormais, elle produisait de hauts bureaucrates accroupis, les sommités creuses dont le néo-colonialisme avait besoin.

Durant son séjour en France, il ne connaîtra guère que les allées d'un campus, en plus de la chambre où il restera

toujours terré à une époque où il ne se passait point de mois, guère de semaines sans une grande manifestation d'étudiants anticolonialistes dans Paris — ce qui ne l'empêchera pas, une fois nommé président par son prédécesseur, de répandre des rumeurs trop flatteuses pour être catholiques sur son passé militant.

Au début des années 1960, s'apprêtant à rentrer au Cameroun, il va consulter Abel Eyinga qui vient de vivre dramatiquement les débuts de l'indépendance au meilleur poste d'observation qui soit, directeur de cabinet du Premier ministre.

- Crois-tu, lui demande Paul Biya éperdu d'anxiété, qu'il soit possible là-bas à un modeste technicien de l'administration d'accomplir sa besogne tranquillement, sans être forcé de se mêler de politique ? Crois-tu qu'on m'y autoriserait ?

Il ne nourrit point alors d'autre dessein que de mener une petite vie bien pépère de rond-de-cuir aux appointements réguliers, loin des tumultes et des clameurs de la politique. Cet effacement n'est point modestie ni discipline, mais un instinct profond, la pente naturelle et irrésistible d'un anti-héros.

Pour son malheur, Paul Biya est trop bien noté dans le fichier constitué à l'aumônerie des étudiants catholiques coloniaux de Paris, sur ordre de Louis-Paul Aujoulat, le créateur d'Ahmadou Ahidjo et du conservatisme camerounais, l'homme qui fit et défit jusqu'à sa mort en 1973 les carrières des hauts fonctionnaires camerounais. Père Joseph opiniâtre, haineux, pathologiquement antimarxiste, Louis-Paul Aujoulat, auparavant missionnaire laïque, s'était ménagé dès les premiers signes de l'inéluctabilité de l'indépendance un vivier de rêve en faisant sortir des séminaires du Cameroun des cohortes de jeunes gens où figurait précisément Paul Biya, et en remplissant les universités françaises à partir de 1957 avec l'intention avouée de les dresser comme un barrage infranchissable sur la route des « communistes » de Ruben Um Nyobè. Ceux qui se sont figuré que Paul Biya allait légaliser l'U.P.C. ont bien montré par cette naïveté leur ignorance du back-ground des luttes politiques au Cameroun. Homme de réserve, de tradition, de fidélité, où trouverait-il la force de rompre avec le cocon de préjugés, de fantasmes et de chimères au sein duquel il a toujours vécu replié, en bon petit élève respectueux de ses

maîtres ? L'avenir montrera que, loin de songer à faire une fleur à l'U.P.C., Paul Biya a pour mission impérieuse, dans le droit fil du djihad proclamé par le prophète missionnaire Louis-Paul Aujoulat, d'exterminer les progressistes jusqu'au dernier, usant du bâton ou de la carotte selon les circonstances.

C'est Louis-Paul Aujoulat qui introduit Paul Biya auprès de son ami et ancien protégé, Ahmadou Ahidjo, devenu président de la République du Cameroun. Là, sa docilité, sa disposition à avaler les couleuvres, sa bassesse rassurent le maître et vouent le jeune haut fonctionnaire aux missions de confiance, puis aux charges les plus élevées. Bien qu'il fût totalement ignorant en latin, son ancien protecteur n'avait pas tort de s'écrier : « *Tu quoque, fili mi !* » quand leur brouille se fut envenimée. C'est vrai qu'il lui devait tout. De son seul chef, jamais Paul Biya n'eût eu le cœur de secouer l'ascendant exercé sur lui par son prédécesseur trop longtemps craint et vénéré ; il aura fallu, pour le libérer de ce charme redoutable, la malice d'un vieux routier de ses amis, Sengat-Kouoh, ainsi que l'exhortation assourdissante de l'opinion publique.

Comment cet homme très ordinaire assumerait-il le destin d'un jeune pays plein de vigueur, éclatant de jeunesse, qui est virtuellement la première puissance de l'Afrique centrale, et d'ailleurs déjà traitée manifestement en rivale par la France qui se prétend sa protectrice ?

Paul Biya serait peut-être un bon président d'Andorre ou du Liechtenstein ou de tout autre minuscule Etat assoupi dans le confort repu de ses populations vieillissantes ; à la tête du Cameroun, il ne cessera de nous étonner par ses allures de Pierrot lunaire, et cependant malfaisant quand il se prend pour un grand chef.

Quelles premières mesures indispensables les Camerounais attendent-ils d'un vrai président du Cameroun ?

D'abord qu'il réhabilite immédiatement le vrai père de la nation en baptisant Umnyobéville la capitale du pays. Qui peut croire que Paul Biya soit capable de cet acte audacieux, mais souhaité par les Camerounais ?

Un vrai président voudrait ensuite gagner le respect de ses concitoyens en se faisant élire librement, s'il ne l'est déjà. Il n'y a rien eu de sérieux jusqu'ici, n'en déplaise aux griots, dans les élections organisées par les dictateurs de Yaoundé, et

aucun homme politique respecté n'a pu en sortir. De tels dirigeants n'ont point d'autre charisme que les polices qui assassinent et l'armée qui écrase. Il y a élections libres lorsque les candidatures sont spontanées, diverses et rivales ; encore faut-il que le citoyen puisse entrer sans contrainte dans l'isoloir et choisir en son âme et conscience l'homme ou la femme qu'il juge le meilleur pour la charge publique concernée. S'accrocher aux pratiques de fraude et de terreur du parti unique, c'est avouer qu'on redoute la libre compétition, parce qu'on n'est pas le meilleur.

Un vrai président convoquerait enfin les dirigeants des firmes étrangères opérant sur le territoire national et les forcerait à rendre des comptes publics, l'une après l'autre. Témoigner de la déférence à Elf-Aquitaine, comme le fait Paul Biya, c'est montrer qu'on est sous influence. Un vrai président du Cameroun doit avoir les coudées franches.

Ce n'est pas cette voie qu'a empruntée Paul Biya, bien au contraire.

Le ralliement forcé, vieille méthode fasciste

Il s'est saisi des armes de la faiblesse et de la médiocrité, mettant ainsi le doigt dans un engrenage toujours fatal aux dictateurs.

A une opinion avide de vertu, de rigueur, de droiture, d'incorruptibilité, pourquoi, à défaut de satisfaire ces nobles aspirations, ne pas jeter en pâture un nom depuis toujours synonyme d'intransigeance et d'intégrité ? Quoi de plus facile dans un pays où les moyens de propagande de l'Etat sont illimités ?

Séjournant à la cour du sultan de 1969 à 1976, à l'époque précisément où Paul Biya était grand vizir, Hervé Bourges, étranger providentiel, n'en avait-il pas familiarisé les favoris avec les sortilèges de la désinformation, le dernier chic, le fin du fin de la propagande moderne ? Pratique à l'appui, comme jadis les sophistes, il enseignait qu'on peut faire du vrai avec le faux et du faux avec le vrai, et que tout est dans tout et réciproquement ; il y suffit des prestiges de l'art. A son avènement, on vit Paul Biya renouer précipitamment avec le

magicien étranger dont les nécessités l'avaient un temps séparé.

A elle seule, l'arrivée d'un homme symbolisant la lutte sans merci contre l'ancien dictateur, aujourd'hui universellement honni, créerait dans l'opinion un choc de nature à accréditer non seulement le Renouveau, emblème du nouvel autocrate, mais aussi la rumeur déjà largement répandue de son ralliement. Les médias locaux, tous à la botte de Paul Biya, n'auraient plus qu'à enfoncer le clou en dépit des protestations probables du personnage, combien faciles à étouffer.

L'art de gouverner est-il autre chose ? Que d'avantages politiques n'entraînerait une telle situation ? D'abord d'autres opposants prestigieux ne tarderaient pas à prendre le « *chemin du bercail* », comme disent en mauvais français les griots du dictateur stagiaire. Le courant deviendrait vite irrésistible comme une coulée torrentueuse : l'opposition extérieure, désespoir du néocolonialisme, serait enfin réduite, sans aucune concession politique. Une telle issue n'a-t-elle pas été de tous temps la chimère des dictateurs de Yaoundé et de leurs protecteurs occidentaux ?

La pire hypothèse, car il faut tout prévoir, serait qu'il fallût mettre le nouveau venu à l'ombre, histoire de réprimer ses criaileries, ou répondre aux interrogations de la presse étrangère, le personnage n'étant pas de ces êtres anonymes qu'on jette à la trappe sans façon. Eh bien, il n'y aurait qu'à recourir à une fable familière aux dictateurs francophones et dont un général Eyadema use et abuse chaque fois qu'il faut enlever les opposants togolais exilés à l'étranger : ils ont été très heureux de retrouver l'air du pays et demandent surtout qu'on leur f... la paix !

Il se trouve toujours dans la grande presse internationale, même de gauche, des journalistes sans doute rémunérés pour suggérer à mots couverts qu'après tout une telle version n'est pas forcément mensongère, compte tenu des insondables mystères de l'âme africaine. C'est le refrain qu'entonnait alors un Philippe Decraene du temps où il était grand manitou de la rubrique africaine du *Monde*, et répétait que les conflits politiques africains se terminent toujours par des dénouements aussi brusques qu'inattendus.

En chatouillant la fibre raciste enfouie plus ou moins profondément en tout Occidental, on discrédite d'avance

ceux qui pourraient prétendre que de tels ralliements sont trop stupéfiants pour ne pas laisser soupçonner des pressions devenant peu à peu intolérables pour celui qui les subit. L'histoire récente de l'Afrique est ainsi jalonnée de drames énigmatiques sur lesquels il est utile de s'arrêter, car leur succession ne manquera pas de se poursuivre.

En 1968, Pierre Mulele fut fusillé la nuit qui suivit son arrivée à Kinshasa ; il s'était subitement rallié à son pire ennemi, le général Mobutu. C'était sans doute un homme politique naïf, mais trop dangereux, vivant, pour le dictateur zaïrois, car c'était un authentique révolutionnaire.

Kamitatu puis Kashamura aussi, l'un après l'autre, se rallièrent brusquement ; il ne semble pas qu'ils aient été fusillés ; le fait est pourtant que l'on en a peu entendu parler ces temps-ci. Opportunistes, moralement incertains, idéologiquement hésitants, ils représentent, certes, une faible menace pour Mobutu. On peut aussi ajouter le cas, plus récent, du Zaïrois Nguza Karl I Bond.

En 1971, Germain M'Ba, qui s'était rallié brusquement, lui aussi, au président Bongo, son pire ennemi, est assassiné une nuit en pleine rue, dans le centre même de Libreville, par deux mercenaires blancs qui l'abattent à coups de pistolet, et emportent le corps. Il faut lire le récit de ce meurtre révoltant dans *Affaires africaines* de Pierre Péan.

L'affaire du Centrafricain Abel N'Goumba, que nous avons évoquée à plusieurs reprises dans ce récit, n'est finalement qu'une variante de ce schéma.

A propos de ces personnalités et d'autres semblables, la question s'est posée chaque fois de savoir comment elles avaient pu se résoudre à retourner auprès d'un tyran que le sang n'effrayait nullement, après lui avoir déclaré la guerre et sans avoir obtenu un véritable gage d'institutionnalisation de l'opposition. Presque toujours on laissait entendre dans la presse occidentale que leur consentement était hors de doute. Il est même arrivé que l'on produise des documents établissant que les victimes (car, tôt ou tard, ces ralliés tombent dans quelque chausse-trape fatale) avaient négocié de longue main leur retour.

Si jamais une telle mésaventure m'arrivait, mes amis du monde entier doivent savoir que je n'ai jamais, quant à moi, toléré la moindre ambiguïté à l'égard des dictateurs qui se sont succédé à Yaoundé, dans une continuité qu'illustre à

merveille l'affaire que je suis en train de relater. Jamais je n'ai accepté l'idée ni, *a fortiori*, pris l'initiative de contacts secrets avec aucun d'eux.

A l'avènement de Paul Biya, dont le processus m'a tout de suite paru plus que suspect, j'ai proclamé et écrit que, si le nouveau président entendait vraiment se démarquer de son prédécesseur, que j'avais combattu sans trêve pendant vingt-cinq ans, il lui suffisait de promulguer une loi d'amnistie générale et inconditionnelle, d'officialiser le pluralisme des partis politiques et de fixer un délai pour des élections libres.

Sur ces trois points, ma position n'a pas varié, et ne variera pas. C'est pourquoi le nouvel autocrate qui n'avait rien à m'offrir en politique, a recouru à la perfidie pour m'attirer au Cameroun. Les dictateurs africains ne survivent que protégés par l'arbitraire et la violence. Paul Biya n'a jamais douté qu'il serait balayé à la première velléité de libéralisation ; ses protecteurs non plus.

Je publie ci-dessous les extraits de la correspondance d'un brave garçon, un peu simplet, dont le français n'obéit malheureusement pas aux normes recensées par M. Grévisse ; ces extraits établissent d'une façon lumineuse que l'initiative du complot dont je suis la victime, avec *Peuple noirs- Peuples africains*, la revue que j'ai fondée et que je dirige, a dû au moins transiter sinon par le dictateur stagiaire Paul Biya lui-même, du moins par des gens qui lui sont très proches, comme le nommé Sengat-Kouoh, ministre de l'Information et de la Culture³⁴. L'hameçon des comploteurs est encore la visite qu'on me propose de faire à ma mère dont on sait que je suis séparé depuis vingt-cinq ans alors. A ce stade, les exigences du petit dictateur stagiaire sont encore modestes ; on se souvient que, plus tard, au stade d'Elundu Onania, dès qu'il se croira en position de m'adresser des injonctions, il m'ordonnera de gagner le Cameroun sans délai, en abandonnant à Rouen ma femme, mes enfants, ma profession, ma maison, sans parler de la revue pour laquelle je me dépensais alors depuis sept ans — les dictateurs stagiaires ne doutent décidément de rien.

34. Il ne l'est plus depuis le 24 août 1985, date du énième remaniement ministériel, cette marotte de Paul Biya, tant il est vrai que l'intrigue et la basse manœuvre pour un incapable, c'est comme le voyeurisme chez un impuissant.

Voici donc la correspondance de Louis-Marie M'Barga Owona que le lecteur connaît déjà.

Douala, 18 mai 1984

Mon cher beau-frère³⁵,

Je suis très joyeux de te faire ce mot (qui) sans aucun doute te surprendra. Je suis le mari de ta sœur Ngangondo Olive avec laquelle nous avons eu 12 enfants, 7 garçons et 5 filles.

De suite, je dois reconnaître que c'est grâce à ton intervention en 1958 lors de mon déplacement à Akométam et au moment où je m'étais rendu pour solliciter l'établissement d'acte de mariage que je dois de toi une parfaite reconnaissance.

Aussi grâce à mon ami de tous les jours M. Eloundou Onana Jérôme que j'ai eu votre adresse. Pour le moment je ne serais³⁶ pas trop long, j'ignore si mon mot te parviendra. En bref, du côté de ma belle famille, les gens vont assez mieux, sauf que la veuilleuse³⁷ les menace actuellement. Les mamans sont un peu mieux.

Comment va ta famille ? Combien d'enfants as-tu eu ?

Je t'embrasse cordialement et espère te lire très bientôt.

Ces lignes n'ont guère besoin de commentaire. On retiendra cependant que, malgré nos liens de parenté, mon correspondant et moi-même nous sommes perdus de vue depuis 1958, année où, me trouvant en vacances dans mon village, j'ai plaidé sa cause dans notre famille, alors qu'il s'efforçait d'emmener définitivement sa fiancée, sans cependant pouvoir verser la totalité de la somme qu'on lui demandait, selon la tradition de la dot. Il ne décide pas de son propre chef de m'écrire : c'est Elundu Onana qui l'y

35. Transposition hasardeuse du beti en français. Dans un clan, tous les individus d'une même génération sont frères et sœurs, c'est-à-dire « cousins ». L'époux d'un cousin est un cousin en français, mais un *beau-frère* en beti.

36. *Serai*.

37. *Vieillesse*.

pousse en même temps qu'il lui donne mon adresse. M'Barga Owona ne l'avoue pas explicitement, mais on le devinè.

Je réponds par quelques lignes à sa lettre, dans l'intention surtout de saisir l'état des esprits parmi les classes populaires camerounaises. Voici la suite :

Douala, 17 juin 1984

Cher Alexandre,

Vraiment j'ai été très satisfait de ta lettre du 2 juin courant, il faut avouer que je ne m'y attendais pas, pour la bonne raison que personne ici au Cameroun ne recevait de tes lettres. Parfois, j'apprenais que tu ne vivais plus. Dieu merci, tu vie finalement...

Au village, je me suis rendu voir ta famille. Vraiment, Alexandre, fait quand même un sacrifice pour venir voir ces gens. Ta mère est déjà trop veuille³⁸ et trop fatiguée, ta sœur aussi, elles ont pleurés. Et comme un rêve, elles ont appris avec trop de surprise que non seulement tu m'as écrit, mais aussi que tu vis³⁹...

A Yaoundé, j'ai rencontré le Ministre Singa-Koo de l'information et de la culture, je lui ai demandé si ton retour au Cameroun, même à titre de visite familiale causait des problèmes au régime Biya. Il m'a confirmé que non, au contraire vous êtes des hommes qu'ils leur faut. Mais vos manières de voir les choses à travers leur cause des ennuis⁴⁰. Il faut donc se présenter et être présent au Cameroun et constater les choses sur place...

Biya a une volonté de combler ce temps de misères et de vides, mais il ne parviendra que parce que le peuple

38. Vieille.

39. Ceci est un mensonge flagrant. J'avais des nouvelles récentes de ma mère, et elle de moi, un ami étant allé la voir plusieurs fois en avril et mai 1984.

40. Ceci veut dire simplement que le ministre de l'Information n'admet pas la critique. Quel besoin ai-je d'être au Cameroun pour savoir que Paul Biya refuse de proclamer l'amnistie générale ou que Sengat-Kouoh est corrompu ?

camerounais est derrière lui, parce que il a l'amour de son pays. Mais alors, mais alors, il lui faut des gens comme toi...

Je trouve mieux qu'on ne peut pas discuter un match en dehors du terrain. Tu as intérêt de voir l'ambassadeur du Cameroun en France et lui demander que tu veux faire un tour voir la famille au Cameroun...

Je te pose donc cette question : Alex, qu'est-ce qu'il me faut faire au niveau du Cameroun afin que tu puisse venir au moins rendre visite aux tiens ? Et quand pourras-tu venir ?...

Je vais bien t'envoyer quelques extraits des journaux paraissant au Cameroun, soit critiquant Biya ou parlant des atrocités d'Ahidjo. On commence à en avoir la liberté d'expression. Mais tous nous voulons aider Biya pour soutenir ses têtes de renouveau, de moralisation et de conscience en nous même...

Sur le moment, je ne fus pas du tout troublé par quelques indices pourtant significatifs, tels que l'énorme mensonge concernant la prétendue visite auprès de ma mère, ou l'orthographe fautive du nom de Sengat-Kouoh. C'est surtout l'allusion à une rencontre avec ce dernier qui aurait dû me mettre la puce à l'oreille : il était peu vraisemblable que Sengat-Kouoh, personnage assez snob, reçût souvent la visite d'aussi humbles citoyens que mon correspondant, petit employé de commerce, à moitié analphabète. En fait, c'est Elundu Onana, relayant lui-même Sengat-Kouoh, qui s'exprime par la plume de M'Barga Owona. Il faut dire que c'est fait très habilement, car, somme toute, les dissonances que je viens de signaler n'ôtent pas au texte un certain accent d'authenticité et de spontanéité. Ce qu'il faut retenir surtout, ce sont les deux questions posées par le pouvoir sous la plume anodine et familiale de mon correspondant :

a) qu'est-ce que je dois faire pour que tu viennes rendre visite à ta mère (autrement dit : prends donc l'initiative de contacts avec le régime) ?

b) quand comptes-tu venir (sous-entendu : nous projetons de t'envelopper dans une manœuvre astucieuse, ah ! ah !) ?

41. Atrocités peut-être.

Je répondis en exposant patiemment que mon arrivée au Cameroun aurait des implications politiques et que je ne ferais un tel voyage qu'à certaines conditions, que Paul Biya connaissait d'ailleurs déjà parfaitement.

✓ Contacte qui tu veux, lui écrivis-je pour finir, si cela te fait plaisir, mais ne laisse croire à personne que c'est moi qui t'envoie, parce que, personnellement, ce que j'attends de Paul Biya n'a nul besoin de contacts secrets : il suffit d'une déclaration publique.

Yaoundé ce 28/6/84

Mon cher Alexandre,

...De mon séjours à Yaoundé, j'ai rencontré un cousin du village, Mballa Mendouga Paul, qui travaille à la Présidence de la République à Yaoundé. Au cours de nos entretiens, il m'a confirmé qu'il détenait une liste de certains Camerounais qui se trouvent à l'étranger et dont les mesures ne sont pas encore relevées⁴². Mais que pour toi Biyidi (Mongo Beti) est libre de revenir au Cameroun sans aucun problème.

Douala, 6/7/84

Mon cher Alexandre,

Je saisis encore une fois de plus (l'occasion ?) de te faire signe de vie. Nous nous portons tous bien physiquement...

Mais ce que je puis te dire et te recommander, c'est de faire tout pour venir rendre, peut-être une dernière visite à tes parents qui ont suffisamment soif de toi.

Durant mon petit séjours à Yaoundé, j'ai eu l'occasion de rencontré Mr Onambelé Séraphin⁴³, qui m'a confirmé que tu es libre de faire un tour au Cameroun.

⁴². Comprendre : dont la condamnation n'a pas été annulée.

⁴³. Il s'agit en réalité d'un certain Raphaël Onambélé dont il sera d'ailleurs encore question plus loin.

En plus de ça, j'ai à nouveau rencontré Essissima Mimfela Joseph, chef de service des Relations extérieures au Ministère des Affaires Etrangères qui m'a dit que tu es libre de venir au Cameroun, bien que tu aie une citoyenneté française.

Alexandre, ta maman actuellement est trop fatiguée et a besoin de te voir avant qu'elle meurt. C'est ce qu'elle me dit souvent.

Cet appel à rendre visite à ma mère, revenant comme une idée fixe, commence enfin à me paraître suspect et à m'agacer. Mais je n'en dis encore rien à mon correspondant, attendant le bon moment pour rompre avec ce trop indiscret personnage.

Douala, 19 juillet 1984

Ta dernière lettre m'a beaucoup plu. Il y a des choses dans l'ensemble qui sont fondées. Je ne te donne pas tort. Mais, je me demande comment tu dois faire pour venir voir tes vieux parents, ta (mère ?) ne cesse de me demander si oui ou non tu ne pourras faire un sacrifice pour venir la voir puisqu'elle va déjà à ses derniers jours... Nous aussi, nous sommes étonnés et inquiet, pourquoi jusqu'ici le Président Biya ne prend pas un décret pour l'amnistie totale et inconditionnelle pour les prisonniers et les exilés. Vraiment je n'en sais rien. Je vais me rendre à Yaoundé à la fin de ce mois pour aller rencontrer le ministre Singa-Koo. Moi je prépare un entretien assez approfondi⁴⁴ avec lui. Et dès mon retour, je te tiendrai informé sur tous les sujets qui seront abordés, particulièrement te concernant.

Après lecture, je suis plutôt satisfait de moi ; j'ai inspiré à mon correspondant, homme du peuple, le doute au sujet de l'attitude de Paul Biya : pourquoi, en effet, ne proclame-t-il pas l'amnistie ? Qu'est-ce qui le retient ? Quel jeu joue-t-il ? Est-il vraiment libre de ses mouvements ? Que le petit peuple en vienne à se poser ces questions, voilà une très bonne chose.

44. Approfondi.

Douala, mardi 31 juillet 1984

Mon cher Alexandre,

...Je dois me rendre à Yaoundé ce vendredi 2-8-84 rencontrer Onambélé Raphaël que tu connais bien d'ailleurs, il est à la Présidence de la République. Notre entretien à ton sujet me donnera certainement des éclaircissements pour ton cas. Après, je serais⁴⁵ en conversation direct avec Singa-Koo pour le même sujet, après avec M'Barga Nguelé Martin, le délégué général à la Sûreté, mon promotionnaire de la police. Ils sont tous les vrais bras de Biya. Ils ne peuvent manquer de me faire signe, si ta présence au Cameroun à l'heure actuelle peut causer des (ennuis ?) au régime.

Douala, 16/8/1984

Mon cher beau-frère,

...Je devais rencontrer certains responsables de la Présidence tel que le Directeur du Cabinet du Président, un parmi les secrétaires généraux de la Présidence, Owona Adalbert, le directeur-adjoint de la Sûreté Nationale, un confrère des Affaires Etrangères, pour parler non uniquement du cas Biyidi, mais des intellectuels de l'étranger qui ne viennent pas encore au Cameroun après que Biya aie pris le pouvoir.

Dès mon arrivée samedi à la Présidence, j'ai été très bien reçu sans inquiétude ni remarquer que quelqu'un veut me filer. Je suis un ancien du métier d'ailleurs. Nous nous sommes réunis dans le bureau très grand de ton cousin Adalbert, j'ai posé des questions trop bisards⁴⁶ à savoir : qu'attend Biya pour proclamer une amnistie générale et inconditionnelle. Qu'attendez-vous pour le lui dire ? Vous attendez quoi pour modifier certains textes de la Constitution (bien sûr il y a assez)⁴⁷. Ces exilés viendront comment ? Sans

45. Serai.

46. Terme incompréhensible.

47. Expression indéchiffrable.

qu'il y est des garanties ? Avez-vous peur de quelqu'un pour prendre des décisions ?...

Alors, ils m'ont écouté, ils prenaient note et ça sans prononcé le nom d'un intellectuel qui se trouve à l'étranger. Mais c'est par après qu'ils se sont prononcé en prenant par exemple ton cas. Ils m'ont dit que Biyidi combattait Ahidjo et non Biya, et même d'autres exilés, ce serait une victoire pour Biya si ces gens revenaient au Cameroun, même à titre de visite familiale, pour quelques jours. Non seulement qu'ils feront tout pour vous recevoir, mais jusqu'à rencontrer le Président de la République. Ils m'ont affirmé que particulièrement Mongo Beti n'a pas à s'inquiéter quand à son retour au Cameroun. Mais aussi à d'autres Camerounais qui veulent le faire. A cet effet, Adalbert m'a dit qu'il doit venir en France et ne manquera pas de te rencontrer. Et je te prie de le recevoir⁴⁸. En plus, ils m'ont chargé d'une mission pour te demander de faire ceci. Sans complexe, sans rivalité, sans arrière pensée. Mais par amour de ta famille, par soif des tiens, par pitié de la pauvre Maman. Veuille faire un petit mot personnel au Président Biya Paul, en lui informant comme suit : Mr, le Président de la République Paul Biya, c'est depuis 26 ans que je n'ai pas vu ma famille et ma veuille mère. Je viens au Cameroun telle ou telle date pour leur rendre visite. Et tu verras la réponse. Je leur ai dit que je t'en parlerais. Et nous tous, nous t'attendons pour le faire, je t'en

48. J'ai dûment informé mon correspondant que si l'individu qu'il me recommandait avait le mauvais goût de se présenter à mon domicile, il en repartirait avec une sensation cuisante dans la partie charnue de son personnage. On peut difficilement imaginer plus ignoble que l'homme qui, non content de profiter de chaque occasion de se prévaloir de notre parenté, avait en plus le culot de demander à être reçu par moi. Serviteur zélé d'Ahmadou Ahidjo, à la fois son griot, son hagiographe et son homme de main, il est soupçonné, sur la base d'indices nombreux et concordants, d'avoir trempé dans le meurtre de militants progressistes. Réputé manger à tous les râteliers, il passe pour être l'agent à la fois du S.D.E.C.E. (ou du service qui l'a remplacé) et de la C.I.A., si toutefois ces deux services de renseignements sont distincts au Cameroun ; bien des gens affirment que non. Sous son maître Ahidjo, cet individu a organisé et conduit plusieurs campagnes de calomnies dirigées contre ma personne, et qui n'ont pas épargné la mémoire de mon défunt père.

Quoi qu'il en soit, il faut noter que les interlocuteurs de mon correspondant ne répondent jamais aux questions précises qu'il leur pose concernant l'amnistie. En réalité, il n'a pas posé ces questions, ayant affaire avec des gens qui ne l'auraient pas toléré. D'ailleurs, le récit rend un son d'inauthenticité assez frappant : on dirait un récit de seconde main. C'est sans doute Elundu Onana qui est allé à la présidence se concerter avec les collaborateurs de Paul Biya, sinon avec Paul Biya lui-même. Il a ensuite fait à son subordonné le récit qu'il désirait qu'il me rapporte dans son style.

prie. Alexandre la veille a tellement besoin de te voir, ça ne va pas, elle est déjà trop fatiguée".

Le reste de la lettre est d'une telle vulgarité de sentiments, tellement révélateur de la bassesse d'âme de ceux qui l'ont inspirée sinon mijotée, que je n'ose le reproduire, tremblant à l'idée qu'un texte aussi abject puisse servir à juger les Africains en général - c'est d'ailleurs à l'occasion de cette lettre que je rompis, comme je l'ai dit au début, avec mon correspondant, convaincu désormais qu'il n'était que le pitoyable instrument de Sengat-Kouoh, pour ne pas remonter plus haut.

Les dirigeants camerounais actuels, fils de paysans, de catéchistes, de lampistes de l'administration coloniale, en somme péquenots à peine dégrossis pour les meilleurs par de médiocres séjours dans les universités, au demeurant en proie à une sourde panique, ne sont certes pas hommes à faire dans la dentelle. D'autre part, en se mettant à leur place, on imagine sans peine l'importance des enjeux de leur tentative, dont certains ont déjà été évoqués. Dans un pays qu'empoisonnent les rivalités tribales, ils se heurtent à une résistance tacite, à une sorte d'inertie, l'ethnie qu'ils représentent n'ayant pris aucune part à la lutte pour l'indépendance, à l'exception de quelques individus, dont moi-même. La caution de ma présence là-bas leur conférerait une légitimité qui leur manque cruellement. Eclaboussés presque tous par la corruption qui, telle une marée de boue, a submergé la société camerounaise, ils se figurent que le compagnonnage d'un homme exempt de reproche les dédouanerait—car, dans leur idée, je ne pourrais éviter de me commettre avec eux, appartenances tribales oblige. Enfin le malaise d'une opposition intellectuelle virulente s'atténuerait peut-être.

Mais rien dans tout cela ne justifie un tel étalage de grotesque et d'odieux à la fois dans le chantage aux plus

49. Il faudrait donc que je prenne l'initiative d'écrire à Paul Biya, en me mettant de surcroît dans une position de demandeur. En somme, on souhaiterait que je reconnaisse Paul Biya, que je me soumette à son autorité, que je fasse l'aman, quoi. Quelle curieuse conception du pouvoir. Paul Biya aurait-il donc un tel complexe d'infériorité ou de culpabilité ? Quel minus, si c'était vrai ! à moins que ce ne soient ses Pygmalions qui brûlent d'impatience de voir leur Galatée s'animer enfin d'une vie autonome, et leur rêve se matérialiser. Eh bien, messieurs, qui que vous soyez, sachez que j'aime à prendre mon temps.

nobles sentiments de l'être humain ni une méconnaissance si grossière des premiers postulats de la psychologie. Je décèle dans cette rigidité présomptueuse et cette absence de réalisme, qu'on retrouvera intactes dans l'affaire Elundu Onana, le mépris paranoïaque, je ne sais quelle arrogance outrageante à l'égard non pas tant de ma personne que pour ce qui, en moi, relève du symbole, appelle le préjugé — peut-être pour la couleur de ma peau. Il m'apparaît clairement aujourd'hui que cette phase de la manœuvre était déjà d'une inspiration extérieure au Cameroun. Je crois y reconnaître la signature de mes bons amis mais éternels rivaux de la mafia ex-foccartiste devenue national-tiersmondiste de Paris.

Je crois comprendre ce qui a pu se passer. L'accession de Paul Biya a sans doute été organisée par quelque brain-trust de technocrates nationaux-tiersmondistes, présomptueusement persuadés d'en tirer une chaîne de réactions toutes à l'avantage du néocolonialisme, en particulier le torpillage de l'opposition intellectuelle camerounaise. Quand le cours des événements a commencé à leur échapper, ces messieurs se sont avisés de donner un coup de pouce pour redresser le satellite qu'ils croyaient avoir définitivement mis sur orbite. Cette hypothèse va être vérifiée par la suite de mon récit.

V - DES JÉSUITES CHEZ MACHIAVEL

**Mgr Albert Ndongmo,
bête noire des soi-disant experts.**

Après l'enfer du camp de concentration, après le purgatoire d'un long exil, Mgr Albert Ndongmo, martyr de la libération économique de l'Afrique, est-il en passe de connaître les rameaux du retour triomphal dans sa Jérusalem natale sinon délivrée ?

A en croire les gazettes spécialisées, le célèbre prélat a été ramené dans son pays par les fourgons du pape Jean-Paul II qui y effectua un voyage récemment. A la demande du pape, Paul Biya aurait définitivement réhabilité l'ancien évêque de Nkongsamba et l'aurait autorisé à s'installer au Cameroun⁵⁰.

Mais à quel titre ? Archevêque ? Cardinal ? Recteur d'une université catholique financée par l'Eglise catholique canadienne ?

C'est ici que les gazettes spécialisées se taisent piteusement, laissant le relais à une tradition invétérée de la dictature camerounaise : la rumeur. Or que dit celle-ci ? Que Paul Biya, le successeur très catholique du tyran musulman Ahmadou Ahidjo, mais non moins tyrannique que lui, n'a pas voulu se prononcer sans une longue réflexion sur le futur statut d'un homme redouté, à moins que Mgr Albert Ndongmo et Paul Biya n'aient pas réussi à conclure un accord de compromis, version sans aucun doute la plus plausible. Toujours est-il que, selon la rumeur, Albert Ndongmo a préféré regagner pour le moment la terre de son exil, le Canada, après un fade séjour dans son pays natal.

Dans la conjoncture camerounaise, qui peut se définir comme de l'ahidjoïsme sans Ahidjo, savoir quelles fonctions l'ancien proscrit, l'adversaire du sanguinaire Ahmadou Ahidjo, peut être autorisé à exercer est un problème crucial, car sa solution peut entraîner des conséquences aussi imprévisibles qu'incalculables ; c'est à ce risque que refusent

50. Pour comprendre l'importance nationale du personnage, il faut lire *Main basse sur le Cameroun*.

de s'exposer ceux qui, en 1970, sous la bannière du tyran musulman, ont comploté la perte du prélat bamiléké.

De qui s'agit-il ? Des mêmes personnages très précisément qui, aujourd'hui, de près ou de loin, dirigent le Cameroun, abstraction faite du tyran musulman désormais exilé. Jean Zoa, l'ennemi juré du prélat persécuté, est toujours archevêque catholique à Yaoundé ; Paul Biya, l'actuel président du Cameroun, était alors le Premier ministre d'Ahidjo ; Hervé Bourges, à l'époque directeur de l'Ecole internationale de Journalisme de Yaoundé, en réalité très proche collaborateur du dictateur, son expert en stratégie médiatique, est aujourd'hui président de TF1, après une ascension-éclair téléguidée par François Mitterrand soi-même, l'empereur du national-tiersmondisme ; c'est cet homme-là qui, de la coulisse du dictateur camerounais, tira les ficelles dans les salles de rédaction de France et de Navarre pendant le procès Ouandié-Ndongmo qui allait se terminer par l'exécution sur la place publique du leader révolutionnaire et un long séjour en camp de concentration pour le prélat bamiléké — j'y reviendrai plus loin.

Ferdinand Oyono, aujourd'hui secrétaire général à la présidence de la République camerounaise, était alors ambassadeur du Cameroun à Paris ; après avoir empêché les avocats français choisis par les accusés de se rendre à Yaoundé en leur refusant le visa nécessaire, il se prêta à une campagne calomnieuse visant à discréditer ces avocats en publiant dans la presse un communiqué d'autant plus perfide qu'il était inintelligible. Sengat-Kouoh, lui, était déjà le dignitaire discret mais influent qu'il allait demeurer à travers les vicissitudes de toutes sortes — la particularité du poussah étant de rebondir à chaque chute.

Eternels traîtres de l'interminable mélodrame camerounais, les voici donc à nouveau réunis dans l'ombre pour décider, comme il y a quinze ans, du sort d'Albert Ndongmo. Ils vont être confrontés à la même contradiction qu'il y a quinze ans : exhiber leur visage poudré de bonhomie à

51. Ancien de l'E.N.A., paraît-il. Première nouvelle ! A moins que le pisse-copie de *Jeune Afrique* n'ait voulu écrire « ancien de l'E.N.O.C. » (l'Ecole nationale d'opportunisme et de corruption). Quelques semaines plus tard, dans la même feuille, F. Oyono était carrément associé à P. Claudel qui fut aussi ambassadeur. Bigre ! Passe encore d'extravaguer à J.A., mais confondre *Le partage de Midi* avec le partage des pourris ! Ça me rappelle l'histoire du monsieur qui allait répétant : « Je suis un type dans le genre de Balzac, je bois beaucoup de café ! ».

l'usage de l'opinion internationale, sans oublier de durcir la grimace hideuse sur le masque de terreur qui a imposé jusqu'ici silence aux Camerounais.

En effet, le très catholique Paul Biya, conseillé par le très catholique Breton Hervé Bourges, ne pouvant rien refuser au Saint-Père, a fait mine de donner son accord au retour de l'évêque bamiléké ; mais il n'ignore pas, Hervé Bourges non plus, ni d'ailleurs François Mitterrand qui est aussi peu innocent de la situation politique au Cameroun qu'il le fut des diverses péripéties de l'affaire du *Rainbow Warrior*, que la présence au Cameroun d'Albert Ndongmo signifie à terme la ruine du protectorat de fait exercé par Paris sur le Cameroun.

Malgré l'âge, malgré les souffrances morales ou physiques, malgré une certaine incompréhension de ses concitoyens, jusqu'au sein même de son propre peuple, le prélat bamiléké n'acceptera pas plus aujourd'hui qu'hier de se laisser mettre sous contrôle par les experts polyvalents de l'assistance technique française ayant mission de subjuguier toute personnalité africaine un tant soit peu éminente, quitte à tuer les récalcitrants — personnellement, j'ai reçu plusieurs menaces de mort, dont une transmise très aimablement par le canal d'Amnesty International, section française, partie prenante pour le moins inattendue dans une entreprise de perpétuation de la dépendance par la terreur.

C'est déjà en s'acharnant contre Albert Ndongmo que les experts de l'assistance technique en 1970 se découvrirent aux observateurs en révélant au grand jour leur mission, leur détermination et l'absence de scrupule qui leur donne cette allure si frappante d'organisation militaire, doublant en quelque sorte le Service Action du S.D.E.C.E. (devenu depuis la D.G.S.E.). Ce fut surtout pour le petit Breton culotté Hervé Bourges l'occasion d'accomplir de fort brillants exploits, dont quelques-uns, dépourvus alors de leur signature, sont signalés ici et là dans divers chapitres de mon livre *Main basse sur le Cameroun*, concernant le fameux procès⁵². Professionnalisme oblige, Hervé Bourges a

52. La lecture du livre révèle de façon lumineuse, entre autres coïncidences et complicités, la parfaite coordination de plusieurs salles de rédaction parisiennes, dans l'effort d'intoxication qui accompagna le procès de bout en bout. Pendant quelques mois en 1984, *Main basse sur le Cameroun* bénéficia d'une sorte de tolérance à la vente dans les librairies camerounaises, au milieu de rumeurs contradictoires annonçant ou démentant l'imminence d'une libération totale de la librairie. Puis la guerre devint ouverte entre le petit dictateur stagiaire de troisième

déployé son talent dans le domaine de sa spécialisation : les médias.

Il fallut d'abord soustraire l'affaire à la curiosité d'une opinion française et internationale que les procès de Burgos et de Léninegrad avaient naguère passablement irritée. On décida d'ouvrir le procès le 26 décembre 1970 et de le clore le 3 janvier 1971 : tout le procès se déroula donc pendant la période des fêtes, c'est-à-dire à une époque où, en Occident dont les réactions étaient le plus à craindre, les populations sont exclusivement occupées à manger et à boire. C'est un vieux truc des stratèges des dictatures « douces » (Paris veut en effet maintenir sur l'Afrique noire une dépendance douce).

Mais bien avant ce choix, rien n'avait été négligé pour conditionner l'opinion camerounaise et internationale en accréditant la thèse de la culpabilité des accusés bien avant leur jugement. Je raconte longuement dans *Main basse sur le Cameroun* comment, à la veille de l'arrestation de l'évêque, le bureau de l'A.F.P. lança plusieurs fois une dépêche à l'évidence mensongère, selon laquelle des stocks d'armes avaient été découverts dans des locaux appartenant à l'évêché de Nkongsamba. Aucun journal honnête n'aurait dû reproduire une dépêche aussi peu conforme aux usages de la profession : elle fut cependant reproduite telle quelle dans *Le Monde* où officiait alors un certain Philippe Decraene, autre grand ami et conseiller occulte du dictateur camerounais Ahidjo. Toutes les tentatives effectuées par la suite par des Camerounais, y compris Mgr Albert Ndongmo, pour démentir l'information furent vaines.

Au contraire, Hervé Bourges organisa une rencontre étonnante entre l'archevêque Jean Zoa de Yaoundé, un ennemi personnel de Mgr Albert Ndongmo, et un collaborateur du journal *Le Monde* opérant habituellement à Dakar, un certain Pierre Biarnès. De cette rencontre, qui eut lieu début novembre, sortit un papier ignoble, qui accablait un homme désarmé, sans doute livré aux tortionnaires, en tout

classe et nous, à partir de janvier 1985. Depuis, la censure de *Main basse sur le Cameroun* est redevenue aussi rigoureuse que sous le précédent potentat. Du moins plus de rumeurs de libération ! Fini l'état de grâce (et d'intoxication !). Qui me dira en vertu de quels privilèges (justifiés par quelle nouvelle métaphysique) le pauvre Paul Biya, dont le nom pour la postérité sera à jamais associé à la nullité et à la dérision, peut se croire autorisé à prendre une mesure aussi grave pour l'histoire de l'humanité et de l'Afrique, en particulier, que l'interdiction d'un livre ?

cas incarcéré donc incapable de se défendre, et alors que la procédure n'en était qu'à l'instruction. Le plus extraordinaire, c'est que cet article fut bel et bien publié dans *Le Monde* des dimanche 22 et lundi 23 novembre 1970.

J'é renvoie le lecteur à *Main basse sur le Cameroun* s'il désire connaître les détails de ces épisodes et de bien d'autres encore, comme l'incroyable numéro des observateurs dépêchés au procès par les organisations internationales de juristes... catholiques.

Ah, ce fut vraiment le grand jeu. Malheureusement, il a suffi d'un *Main basse sur le Cameroun* pour anéantir le fruit de tant d'efforts.

Hervé Bourges a quitté le Cameroun en 1976, mais il a continué de conseiller les présidents camerounais ; il est notamment aujourd'hui le conseiller de Paul Biya à qui il sert d'ailleurs de mentor quand le nouveau président est en visite officielle à Paris. Il y a fait ses études, mais en bon petit séminariste pusillanime et timoré, il ne sortait guère du campus où il résidait, de sorte qu'il ne connaît pratiquement rien de la Ville Lumière. Il a besoin qu'on le prenne par la main pour ne pas se perdre. Brave petit Paul Biya, tellement attendrissant, n'est-ce pas, Madame ?

Qu'on n'aille surtout pas se figurer qu'Hervé Bourges, sous l'effet de je ne sais quel ridicule complexe, fasse le moins du monde mystère de son rôle auprès du président Biya. Les journalistes qui ont assisté à la première conférence de presse de Paul Biya à Paris, début 1983, ont été frappés par son attitude de déférence à l'égard d'Hervé Bourges qui ne le quittait pas d'une semelle. Certains eurent même le sentiment qu'Hervé Bourges lui souffla la déclaration dans laquelle il affirma que l'U.P.C. était illégale au Cameroun, mais que ses militants pouvaient rentrer à titre individuel - doctrine qui avait aussi été celle de son prédécesseur Ahmadou Ahidjo⁵³.

Le général sans galon

C'est en 1969, soit un an avant l'éclatement de l'affaire Ouandié-Ndongmo, qu'Hervé Bourges arrive au Cameroun

53. Quelques militants anonymes se fièrent à ces déclarations et rentrèrent au pays. De récentes arrestations massives ont décimé leurs rangs. C'était prévisible. D'une façon générale, Paul Biya a successivement déclaré la guerre aux mêmes forces qu'avait combattues son prédécesseur : l'U.P.C., les Bamiléks, les anglophones, les intellectuels, etc... Derrière cette apparente fatalité se cache évidemment Paris, c'est-à-dire le tuteur abusif des Camerounais.

et s'y installe. La coïncidence n'a rien de fortuit : c'est une étape décisive de la guerre d'usure contre l'U.P.C., mouvement révolutionnaire, et qui annonce le coup de grâce qui doit achever une organisation terriblement affaiblie.

Officiellement Hervé Bourges, le petit Breton culotté, est là pour fonder et diriger une école internationale de journalisme. Dans la réalité, il sera pendant sept ans, soit de 1969 à 1976, le conseiller intime du dictateur musulman Ahmadou Ahidjo, auprès de qui il aura accès de jour comme de nuit. C'est aussi, en même temps, le Père Joseph des Betis catholiques qui, avec les Peuhls musulmans d'Ahidjo, forment en quelque sorte le parti français. Enfin, il est chargé d'assurer la formation politique des différentes colonies d'experts français en Afrique centrale, auxquelles il doit enseigner les enjeux et la nécessité de la présence française dans ces contrées. Outre de grandes quantités de pétrole et de gaz, le sous-sol de ces pays a en effet le malheur de recéler des métaux rares entrant dans les alliages militaires, tel le titane.

Ces diverses fonctions constituent le legs de Louis-Paul Aujoulat, son aîné de vingt ans, qui les avait remplies sous l'Administration coloniale d'abord, comme missionnaire laïc et homme politique, puis, après l'indépendance, dans la coulisse de la Coopération, dissimulé, comme Hervé Bourges aujourd'hui, derrière le masque de l'expert international. En 1970, au moment du procès Ouândié-Ndongmo, Louis-Paul Aujoulat, dont il est longuement question dans *Main basse sur le Cameroun*, est prématurément usé, très malade, presque grâbataire. Il mourra d'ailleurs fin 1973, à soixante-trois ans.

Pour bien comprendre le rôle et l'attitude d'Hervé Bourges, il faut savoir que c'est Louis-Paul Aujoulat, son père spirituel, qui, sous l'Administration coloniale, dès l'après-guerre, organise sur place d'abord, puis mène de Paris où il sera ministre par intermittence la lutte contre les patriotes progressistes camerounais réunis sous la bannière de l'U.P.C. et de Ruben Um Nyobé, en qui il feint de voir et, en tout cas, dénonce des marxistes agents de Moscou. C'est lui qui engage la IV^e République dès 1955 dans la sanglante répression des progressistes, menée d'abord par les troupes françaises, puis transformée après l'indépendance en une atroce guerre civile entre conservateurs et progres-

sistes camerounais, les premiers étant soutenus par de Gaulle et, bien entendu, conseillés par Louis-Paul Aujoulat, de surcroît le créateur du dictateur musulman Ahmadou Ahidjo. Loin de s'atténuer, cet antagonisme entre les deux factions camerounaises n'a fait que se durcir au fil des ans, et l'avènement de Paul Biya n'en est qu'une des nombreuses péripéties.

Cette bipolarisation fondamentalement distincte des clivages ethniques mais que la propagande officielle essaie de noyer sous eux, sert si bien le protecteur français que ce dernier s'est toujours efforcé par l'intermédiaire des médias et grâce au savoir-faire d'un Hervé Bourges, entre autres, d'étouffer toute émergence d'une troisième force vite assimilée aux progressistes de l'U.P.C., marxistes, et bien entendu, agents de Moscou. C'est ce qu'il advient actuellement des Camerounais anglophones, estimés à deux millions et demi de citoyens ; ils accusent avec raison leurs compatriotes francophones, majoritaires, ainsi que le protecteur français, de pratiquer à leur égard une politique d'assimilation visant à les déposséder d'un héritage anglais auquel ils tiennent, la langue et surtout les traditions pluralistes dans la presse et les élections. Comme hier son prédécesseur, Paul Biya, le chouchou de François Mitterrand et des nationaux-tiersmondistes, les traite de factieux upécistes, incarcère arbitrairement leurs leaders et leurs journalistes, ne recule pas devant la répression sanglante des manifestations de masse, assuré qu'il est du silence des médias francophones⁵⁴.

54. Le jeune leader des nouvelles générations anglophones camerounaises, M. Gorgi Dinka, avocat et chef traditionnel, arrêté en mai 1985 par la police de Paul Biya pour opposition ouverte au petit dictateur, a été longtemps détenu dans les pires conditions à la fameuse Brigade Mobile Mixte de la capitale. Réunis en août 1985, les étudiants de cette province, en même temps qu'ils publiaient une prise de position incendiaire contre le régime, prenaient l'engagement solennel de libérer eux-mêmes leur leader Gorgi Dinka, si Paul Biya n'y procédait pas dans un bref délai. *Peuples noirs - Peuples africains* a publié ce document dans son numéro 48 (nov. déc. 1985) et d'autres aussi importants dans les livraisons suivantes, qui établissent clairement que la province anglophone est désormais, au moins virtuellement, en état de sécession. Une tension quasi irréversible monte peu à peu entre cette province et l'Etat Biya, avec son appareil répressif et ses conseillers franco-catholiques suicidaires, et elle risque de déboucher sur un bain de sang. Paul Biya doit savoir que l'écrasante majorité du peuple camerounais se rangerait alors dans le camp de ceux qui défendent sa liberté et sa dignité.

Le constat qui se dégage des faits, le voici : tout au long du procès Ouandié-Ndongmo de 1970, l'un des plus révoltants de l'histoire des procès politiques, auquel il faut toujours revenir si l'on veut comprendre ce qui se passe au Cameroun, l'ancien rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, ancien directeur de cabinet de Ben Bella, celui qui se donne aujourd'hui pour un ténor du tiersmondisme, ne leva pas le petit doigt ni ne prononça une parole d'indulgence pour les accusés condamnés d'avance puisque l'entourage de Foccart prédisait un verdict de peine capitale une semaine avant le dénouement. Hervé Bourges plaidera-t-il l'ignorance ? Non seulement il fut le témoin oculaire du forfait, puisqu'il résidait à Yaoundé, mais encore il approchait quotidiennement le tyran dont il est établi qu'il avait l'oreille.

Près de dix années plus tard, en 1979, voici en quels termes hyperboliquement élogieux il évoque le gouvernement du dictateur musulman dont le grand public connaît enfin aujourd'hui la vraie nature d'implacable cruauté et d'obstination tribaliste et confessionnelle depuis que son éviction a libéré les langues et les plumes :

« L'ombre des prochaines élections présidentielles dominait les assises du deuxième congrès, dit « de la maturité », de l'Union Nationale Camerounaise, qui se tenait à Douala du 10 au 15 février 1975. Des rumeurs couraient, s'amplifiant à mesure qu'en approchait la date : le président Ahidjo ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat. Des villes comme de la brousse, des motions parvenaient au bureau politique demandant au président de se représenter. Derrière ce qui pouvait apparaître comme une habile orchestration se profilait un réel sentiment d'incertitude de l'avenir, d'angoisse même : l'heure n'était pas venue. Aucun dauphin à l'horizon, cependant que planaient encore le spectre de la guerre civile et le souvenir de cruelles luttes tribales.

« Le président Ahidjo avait pourtant, semble-t-il, envisagé son départ. En homme politique avisé, et sans doute impressionné par ce vaste soutien populaire, il fut conscient que celui-ci serait prématuré. Et c'est avec émotion qu'il déclara, devant deux mille congressistes réunis en séance ordinaire et des centaines de milliers de Camerounais l'oreille collée au transistor : « Je n'ai pas l'intention de m'éterniser

au pouvoir, mais, répondant à votre vœu unanime et à l'appel des masses populaires, j'accepte de solliciter des électeurs camerounais un nouveau mandat à la tête de la nation. » *Le 5 avril 1975, plus de 99 % des électeurs camerounais se rangeaient docilement sous la bannière de leur chef, pour cinq ans encore.* »

Ces lignes sont extraites de *Les cinquante Afriques*, un ouvrage paru aux Editions du Seuil, dont Hervé Bourges est l'auteur avec Claude Wauthier, autre expert patenté : c'est à Hervé Bourges exclusivement que l'on doit le chapitre consacré au Cameroun, et pour cause !

On se demande comment la conscience et l'éducation chrétiennes peuvent s'accommoder de tant de cynisme ! Quatre ans après la parution du livre, Ahmadou Ahidjo, le héros d'Hervé Bourges, après avoir été évincé dans les conditions les plus obscures, tentait de reprendre le pouvoir en fomentant un coup d'Etat occasionnant d'effroyables combats entre militaires rebelles et soldats loyalistes, où périrent des milliers de citoyens, dont des femmes et des enfants innocents. Il est vrai que c'étaient tous des nègres ! Et qu'est-ce qu'un nègre pour un expert catholique ?

A la place de François Mitterrand et de Guy Penne, je n'accorderais qu'un crédit très limité à un expert qui a manqué à ce point de perspicacité. Que ne découvrira-t-on demain à propos de Paul Biya, quand le nouveau président aura été à son tour évincé par les militaires ? Et que ne dira-t-on et ne pensera-t-on alors de son protecteur élyséen ?

Il y a expert et expert

L'avènement de Paul Biya, un dirigeant jeune, ayant reçu une éducation universitaire contrairement à son prédécesseur quasi analphabète, s'est paradoxalement fort bien concilié avec la toute-puissance des experts, s'il ne l'a pas renforcée, compte tenu de la radicalisation des résistances nationales camerounaises. Paul Biya se révèle chaque jour un potentat africain aussi dépendant de Paris que ses aînés.

Constamment confronté à l'hostilité des populations qui trouvent de plus en plus pesant le protectorat de fait de Paris, il sait, comme tous ses pairs, ne pouvoir compter en définitive que sur les garanties, y compris la promesse d'intervention militaire, prodiguées par la France. Et quels meilleurs intermédiaires avec le gendarme de l'Afrique que ses propres experts ?

Incapable, vingt-cinq ans après les indépendances, de dégager la société camerounaise de l'atmosphère coloniale qui imprègne toujours les comportements, les mentalités, les attitudes, les rapports entre Blancs et Noirs, Paul Biya, comme son prédécesseur, s'en remet volontiers aux assistants blancs supposés détenir seuls les secrets de la compétence et de l'efficacité, au détriment des diplômés africains, il est vrai passablement disqualifiés par leur inefficacité, leur vénalité, leur soumission aux traditions les plus archaïques, l'obsession malade de leurs innombrables parentèles, sans compter la paresse ambiante⁵⁵.

Paul Biya est enfin, comme son prédécesseur et la plupart de ses pairs, l'otage des multinationales, et en particulier d'Elf-Aquitaine, trop puissantes pour ne pas se ménager des dévouements à toutes les instances d'un pouvoir au demeurant maintenu à dessein à l'état embryonnaire. Le fruste présidentielisme à la Paul Biya, en réalité un césarisme tropical, n'a été conçu que pour faciliter la tâche

55. Après vingt-cinq ans d'indépendance, existe-t-il quoi que ce soit au Cameroun qui ne soit l'œuvre d'un Blanc ? Quel immeuble d'envergure a été construit par un architecte camerounais ? Quelle route ou ligne de chemin de fer a été tracée par l'un de nos ingénieurs des travaux publics ? Quel monument national a été érigé par un de nos artistes ? Quelle Constitution le pays doit-il au talent de ses juristes ?

Disons les choses comme elles sont : lorsque, d'aventure, quelque réalisation admirable apparaît quand même, quel que soit le domaine (littérature, sport international, et même en politique), c'est presque toujours le fait d'un Camerounais de l'extérieur, du moins jusqu'à la récente entrée en scène de Gorgi Dinka et des radicaux anglophones. La bourgeoisie diplômée francophone s'est laissée domestiquer par l'attente jamais lassée des avantages que les dictateurs successifs, pas tous, se font un plaisir de ne distribuer qu'avec une parcimonie calculée : ministères (ou plutôt pseudo-ministères, les vraies décisions se prenant toujours dans l'entourage occulte du potentat), directions des entreprises nationales, ambassades, postes de hauts fonctionnaires. Dans cette course universelle aux privilèges bureaucratiques, le créateur indépendant, symbole de dignité et source de mauvaise conscience, devient bientôt l'ennemi à abattre, dût-on s'associer dans le crime avec les soi-disant experts expatriés, car il est la preuve par neuf qu'on peut vivre autrement. Ainsi se nouent les alliances entre compradores autochtones et agents du capitalisme occidental.

des agents du capitalisme qui, à la limite, n'ont qu'un partenaire, un seul personnage à influencer, le chef de l'État. Quel rôle !

Le cas d'Hervé Bourges, extrêmement instructif, révèle donc l'existence d'une courroie de transmission néocoloniale, typiquement française et conforme aux traditions culturelles de l'Hexagone ; car elle est constituée en une armée de polyvalents à la fois hommes de terrain, exécutants de basses besognes, bureaucrates, intellectuels. C'est sans doute ce polymorphisme qui les rend insaisissables à l'observation et à la riposte des militants anti-impérialistes africains, tellement troublés qu'ils semblent avoir définitivement renoncé à pénétrer un phénomène qui est pourtant la pierre angulaire du système qui opprime actuellement l'Afrique.

Les soi-disant experts peuvent, selon les circonstances comme la chauve-souris de la fable, s'écrier tantôt : *je suis oiseau, voyez mes ailes*, tantôt : *je suis souris, vivent les rats !* En France, ils passent pour des hommes de gauche et même pour des progressistes, défilent pour protester contre l'apartheid, votent pour François Mitterrand, ont pour cheval de bataille le dialogue Nord-Sud. En Afrique, surtout quand ils sont entre eux, leurs propos et leur pratique en feraient plutôt des sectateurs de Jean-Marie Le Pen, proclamant à qui mieux mieux que les Africains ne peuvent rien sans eux.

Il n'y a pourtant là rien de vraiment nouveau. La duplicité fut aussi en leur temps une caractéristique des agents du colonialisme classique qui, tout en se dépensant sur le terrain pour leurs protégés, ne se privaient pas de dénoncer en Europe la barbarie de ces cannibales, dévalorisaient leurs cultures quand ils ne les niaient pas purement et simplement.

C'est d'ailleurs aussi leur faiblesse : obligés de dissimuler leur haine pour les Noirs, ces tartuffes modernes ressemblent aux envahisseurs de la *Guerre des mondes* : sitôt au contact de l'air libre du débat et de la dénonciation, ils crèvent comme des bulles, ce qui explique qu'ils redoutent tant la polémique à laquelle les contraint le harcèlement de *Peuples noirs - Peuples africains* et qu'ils retombent tout naturellement dans le fantasme infantile du rapatriement de l'adversaire dans son douar d'origine, qu'on a vu sévir pendant la guerre d'Algérie. Ce rêve, surtout avoué, est un signe de panique.

En attendant, la stratégie de l'expert, appelée «*assistance technique*» (ou encore, plus improprement, «*coopération*») est totalement victorieuse ; elle a réussi à détourner des Africains les sympathies de l'opinion internationale, enrayant ainsi le processus de leur émancipation amorcé avec les indépendances : en discréditant les jeunes bourgeoisies africaines, elle les a spoliées du droit à l'exercice des responsabilités nationales, leur vocation naturelle. En cette matière surtout, les soi-disant experts se sont montrés des virtuoses, tirant le meilleur parti d'une expérience accumulée en Indochine, puis au Maghreb.

Dans certains pays, comme le Cameroun, ils réussissent l'exploit de participer à des négociations ou à des tractations bilatérales à la fois en tant que conseillers du président du cru et experts français ès-qualité. C'est ce qui est arrivé récemment à Jean-François Bayart qui, l'été 1984, prit la parole au cours d'une concertation secrète relative à l'opportunité d'instaurer le multipartisme au Cameroun : il put ainsi soutenir deux fois, mais point au même titre, que le pays n'était pas mûr pour le libre débat politique, thèse qui fut d'ailleurs finalement adoptée par Paul Biya qui l'imposa à ses collaborateurs africains, lesquels à aucun moment n'avaient participé au débat, trop heureux ou plutôt pas du tout complexés d'être relégués, tels des eunuques modernes, dans le rôle peu reluisant de buveurs tapageurs de champagne.

Aussi le mot d'ordre des soi-disant experts est-il : surtout pas d'Africain autonome, économiquement, socialement, politiquement. Un Africain autonome, c'est un nègre potentiellement lucide, donc rebelle, vrai danger mortel pour le système. Tout Africain susceptible d'exercer quelque influence, à moins qu'il ne soit déjà acquis à la cause, doit être assisté, puis retourné et enfin contrôlé. Telles sont les trois étapes qu'on a essayé de faire parcourir à Mgr Albert Ndongmo. En vain, rappelons-le. On sait comment le prélat bamiléké a été puni de cet échec, bien isolé au demeurant.

C'est le premier pas qui coûte, dit la sagesse populaire. Le premier pas, en l'occurrence, c'est de contraindre un homme de caractère à accepter l'aide des pouvoirs néocoloniaux. Et les danses de séduction de se multiplier autour de lui, sans qu'il en prenne toujours conscience. Invité en avril 1983 à la première Foire du Livre de Harare (Zimbabwe), j'avais

répondu aux organisateurs que je serais extrêmement heureux de participer à cette manifestation.

L'attente de la confirmation fut si longue que j'avais déjà oublié l'affaire à la mi-juillet quand je reçus un appel téléphonique du Quai d'Orsay, d'un fonctionnaire qui me demandait si cela me ferait plaisir d'aller à Harare, à la Foire du Livre.

- Attendez une minute, lui dis-je, j'ai déjà reçu une invitation pour cette Foire du Livre, de la part des organisateurs zimbabwéens.

Avec force réticences, mon interlocuteur finit par reconnaître que les gens du Quai d'Orsay n'étaient que des intermédiaires dans cette circonstance.

Voire ! A Harare, je découvris le mécanisme de la collusion de la Foire avec les Affaires extérieures. Informée des préparatifs de la manifestation, l'ambassade de France s'était offerte spontanément pour prendre à sa charge le transport, l'hébergement et toutes les autres nécessités du séjour des deux écrivains francophones invités depuis longtemps par les organisateurs — dont Mongo Beti. Au début, les gens de l'ambassade furent aux petits soins pour moi autant que pour mon collègue francophone. Puis tout se gâta environ trois jours après l'ouverture, voici dans quelles étranges circonstances. Deux attachés de l'ambassade vinrent me rencontrer à mon hôtel et me demandèrent une copie de ma communication.

- Quelle communication ! dis-je, tombant des nues.

Ils se méprirent sur le sens de mes propos. Leur demande, protestèrent-ils, n'avait pas d'autre but que pratique : la tâche des traducteurs serait facilitée si les communications rédigées en français étaient connues d'avance. Mon collègue francophone s'était de bonne grâce soumis à cette formalité, à les en croire.

Je n'eus même pas à me soustraire à ce procédé, que j'aurais de toute façon, il est vrai, rejeté. Il se trouva simplement que je n'avais rédigé aucune communication, pour cette raison très simple que personne ne m'avait demandé d'en présenter une.

Je leur dis en riant que je n'avais pas de communication, que j'étais en vacances à Harare.

Désormais j'étais boudé, et même quelque peu marginalisé. Mes soi-disant intermédiaires ne me versèrent pratique-

ment plus les indemnités *per diem* que les autres écrivains invités touchaient, eux, directement des organisateurs zimbabwéens sans aucune difficulté. Persuadé d'être entendu par leurs supérieurs, je leur écrivis après mon retour en protestant que j'étais assez grand pour me passer désormais de tout intermédiaire dans mes rapports avec les organisateurs étrangers des manifestations où je serais éventuellement invité, que je serais comblé si le Quai d'Orsay renonçait une fois pour toutes à s'occuper de mes affaires.

L'éléphant danseur mondain

Le message a dû être entendu. Par la suite, personne n'a plus tenté de me ranger sous sa bannière ou de m'intoxiquer dans ces congrès d'écrivains, festivals, colloques qui sont les terrains de chasse de prédilection du soi-disant expert. Ce n'est pas Claude Wauthier qui me contredirait, lui qui, avec tant d'autres, y déploie des ruses d'éléphant.

Mais c'est un éléphant extraordinairement obstiné, qui ne lâche pour ainsi dire jamais prise. Tout au plus change-t-il de ficelle.

Participant en juin 1985 à un colloque près d'Helsinki en Finlande, je m'aperçus un jour inopinément que j'étais marqué (dans le sens où ce terme est utilisé par les footballeurs) par un certain Vladimir Volkov, que je ne connaissais ni d'Eve ni d'Adam. On nous avait logés, non dans des chambres, mais par deux dans de petits appartements, et je ne sais comment ce personnage réussit à se faire attribuer une pièce dans le même studio que moi.

Me suivant comme son ombre, il venait où j'allais, assistait aux mêmes manifestations comme par hasard, prenait la parole immédiatement après moi, pour pouvoir me contredire. Bientôt, ce fut le clash entre lui et moi, comme il était inévitable, deux caïmans ne pouvant décidément vivre dans le même marigot sans s'affronter. Je venais de déclarer devant l'assemblée des participants que, personnellement, j'étais bien forcé de considérer la littérature comme une affaire sérieuse, compte tenu des persécutions nombreuses et variées qu'elle m'avait values de la part des pouvoirs en France et en Afrique.

Prenant la parole immédiatement après, non sans l'avoir demandée avec insistance, le nommé Vladimir Volkov, devant une assemblée d'écrivains consternés, déclara.

- M. Mongo Beti, que vous venez d'entendre, est le symbole même de l'ingratitude. Je représente la France ici, et je jure que si la France eut quelque tort envers Mongo Beti, c'est de l'avoir choyé, dorloté, c'est de lui avoir donné sa culture. Il a prétendu qu'on censurait ses œuvres en France. Cela est faux. Représentant de la France ici, je ne puis laisser passer une telle calomnie sans protester...

Revenu sur la tribune pour répondre à cet énergumène, je dis à l'assistance :

-Ce monsieur vous a dit qu'il représentait la France ; je ne me serais pas douté qu'un gouvernement de gauche déléguerait ici pour représenter la France cet émule de Jean-Marie Le Pen ; il a apparemment pour consigne de me donner la contradiction, dût-il pour cela nier les évidences. M. Volkov, que je ne connais pas, M. Volkov, est un homme malhonnête. Et puisqu'il a prétendu qu'il représentait la France, ici, eh bien moi, je vais vous dire qui je représente ici ; sachez-le donc ; je représente ici les peuples africains dont je proclame les aspirations à la liberté, parce qu'on essaye de les étouffer.

L'assistance m'adressa des applaudissements nourris et chaleureux, alors qu'elle était restée de marbre durant la prestation pour le moins incongrue du nommé Vladimir Volkov.

Pas mouché pour autant, le personnage revint à la tribune et acheva de se montrer sous son vrai jour en déclarant :

- Puisque Mongo Beti tient tant à proclamer son appartenance, que fait-il donc sur le sol de la France ? N'est-il pas malhonnête en continuant à résider, après ce qu'il vient de dire, au milieu d'un peuple avec le destin duquel il refuse de se solidariser ?

Je crois que la meilleure façon de donner une idée du mauvais effet de ces paroles sur le public est encore d'évoquer cet écrivain danois qui, à l'interruption, s'approcha de moi et me dit sur le ton de la révolte stupéfiée :

- Je croyais que la France aimait les Noirs !

Sans commentaire *.

56. Voici qui est très remarquable. Ngugi wa Thiongo, participant lui aussi au

Je frémis en songeant aux projets de meurtre qui envahiront ces esprits fragiles quand ils comprendront que le prétendu expert qui manipulera Mongo Beti n'est pas encore né.

Le fin du fin, c'est de mener de front et ces tentatives de séduction autour de la cible et l'escalade de chausse-trapes multipliées sous ses pas. Cela peut consister en une campagne hostile, par exemple la campagne de contre-publicité envers *Peuples noirs - Peuples africains* menée au Canada par J. Chevrier, et à Berlin-ouest en 1979 par Claude Wauthier, auprès des libraires berlinois qui avaient accepté la revue en dépôt, au moment même où le personnage ne manquait aucune occasion publique de me faire des sourires.

Il peut aussi s'agir d'une succession de séminaires réunissant secrètement les experts résidant dans une région donnée de l'Afrique, par exemple, que l'on conditionne soigneusement pour un objectif ponctuel ou contre une personnalité désignée en haut lieu comme une menace virtuelle ou franche.

Hervé Bourges a longtemps effectué ces tâches de coordination, qui le menaient à travers l'Afrique centrale francophone où il ordonnait, entre autres mots d'ordre, aux enseignants français de détourner par tous les moyens la jeunesse africaine de la lecture de mon œuvre. Ainsi s'explique l'attitude, autrement énigmatique et quasi paranoïaque, de maints enseignants blancs au Cameroun, au Gabon, en Centrafrique, au Congo. Je songe ici au couple Chemain, très influent au sein de l'Université Marien N'Gouabi à Brazzaville.

Nous avons accueilli maintes fois ces gens-là chez nous à leur demande, hébergeant même et nourrissant toute la famille plusieurs jours durant dans la résidence secondaire que nous possédâmes longtemps en Ille-et-Vilaine. Quand je séjournai récemment à Brazzaville, c'est de très mauvaise grâce et à la demande des autorités africaines de la Faculté

colloque, parla le lendemain et dénonça en termes on ne peut plus vigoureux « l'impérialisme américain et britannique » (je le cite) au Kenya. Non seulement aucun des nombreux Américains et Britanniques de l'assistance ne se dressa pour le contredire en termes discourtois, mais au contraire beaucoup allèrent le féliciter chaleureusement. Comme quoi il suffit du chauvinisme épidermique des agents secrets français pour les rendre parfaitement inopérants - sauf peut-être en Afrique - comme on vient de s'en rendre compte avec l'affaire Greenpeace.

des Lettres qu'ils consentirent à venir me serrer la main. C'est aussi à cette occasion que je pris conscience du boycott qui frappait mes romans, de la part des Chemain en particulier, à la Faculté des Lettres de cette université Marien N'Gouabi.

A chacune de mes rencontres avec les étudiants, la même question m'était posée invariablement : « comment faire, M. Mongo Beti, pour nous procurer au moins celles de vos œuvres qui figurent au programme » ? Là-bas comme presque partout en Afrique francophone, comme je l'ai expliqué à maintes reprises, la librairie et la diffusion sont notoirement défailtantes faute de cadres compétents. Les étudiants n'avaient donc d'autre solution que de s'en remettre au dévouement et à l'ingéniosité de leurs professeurs. S'il est vrai que les enseignants autochtones étaient tous très jeunes, leurs études à peine achevées en Europe où leur séjour trop bref ne leur avait pas permis de s'initier, de surcroît, aux mécanismes de l'industrie et de la distribution du livre, il n'en allait pas de même des Chemain, nés et grandis en Europe où ils revenaient chaque année pour de longs séjours ; professeurs chevronnés, auteurs eux-mêmes de plusieurs ouvrages, donc familiers du commerce du livre, ils étaient parfaitement en position de servir d'intermédiaires entre leurs étudiants (car c'étaient tout de même *leurs* étudiants) et les éditeurs et diffuseurs de Paris.

Nos professeurs blancs, quand j'étais élève au lycée de Yaoundé dans les années quarante, c'est-à-dire il y a quarante ans, se prêtaient déjà de très bonne grâce à ce rôle, au demeurant assez facile. Comment expliquer la carence des Chemain aujourd'hui, alors que les communications avec l'Europe sont infiniment plus aisées sinon par la soumission aux consignes d'une stratégie ?

VI - THE FRENCH CONNECTION

Les anecdotes que je viens de raconter avaient surtout l'avantage de dévoiler les mécanismes et le fonctionnement du système de domination qui tient le Cameroun et d'autres pays africains sous les verrous. D'autres, qui vont suivre, montrent quels hommes on peut se résigner à sacrifier pour réduire à merci l'Africain jugé trop entreprenant, comme moi. Quitte à céder à la mégalomanie en le disant, je suis un des rares Africains sinon le seul à avoir démasqué le tartuffe néocolonial aux ramifications insoupçonnées et à dénoncer sans répit cette mafia d'Etat, qui fait irrésistiblement penser à la C.I.A. avec sa manie du secret et de l'intoxication, ses harcèlements et ses filatures, ses expédients policiers à la limite du terrorisme.

C'est le projet fort aventureux en 1972, quasi suicidaire, de publier un récit véridique du procès Ouandié-Ndongmo qui me valut la douloureuse révélation que la haute intelligentsia catholique de gauche à Paris protégeait Ahmadou Ahidjo, ce dictateur impitoyable. Comme je l'ai raconté ailleurs, j'avais 'envoyé' un manuscrit du livre qui allait s'intituler *Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation*, entre autres éditeurs, à la maison catholique Le Seuil, et plus particulièrement à Jean Lacouture, directeur de la collection *Histoire immédiate*, qui venait de publier plusieurs ouvrages peu conformistes sur le Tiers-Monde — à l'exception, c'est vrai, de l'Afrique francophone mais c'est un détail qui ne m'avait pas frappé.

Jean Lacouture ne se borna pas, comme d'autres éditeurs, à refuser mon manuscrit ; il n'hésita pas à m'adresser une lettre dont les termes recélaient l'intention de me détourner de mon projet par le découragement et même l'intimidation. Qu'on en juge en lisant le texte de cette missive :

« Cher Monsieur,

« Nous vous remercions de nous avoir envoyé votre

manuscrit sur les Procès du Cameroun. Ce violent réquisitoire contre la personne même de M. Ahidjo nous semble trop passionnel, trop diffamatoire pour constituer une " autopsie " scientifique. Il ne suffit pas d'attaquer un homme pour attaquer un régime.

« Je pense même que le ton et la forme de ce pamphlet nuisent à vos idées et à votre cause dans la mesure où ils ne peuvent convaincre sans arguments solides.

« Pour toutes ces raisons, il nous est malheureusement impossible d'envisager de publier votre livre.

« Avec tous nos regrets, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments distingués. »

Qu'on observe bien que l'auteur de cette lettre est un éditeur auquel on propose un livre : il n'a nulle autorité pour formuler une appréciation morale du contenu, parler de diffamation, surtout s'il refuse le manuscrit. Le ton menaçant est de plus empreint de paternalisme : *« Je pense même que le ton et la forme de ce pamphlet nuisent à vos idées... »*, affirme péremptoirement l'omniscient homme blanc, toujours sûr de lui. L'opinion sait ce qu'il en est depuis la chute d'Ahidjo ; Jean Lacouture n'a pourtant pas fait amendé honorable que je sache.

C'est l'occasion de rappeler une autre missive, œuvre cette fois de Claude Julien, à l'époque rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, situé très à gauche et même « marxiste » (puisque, à en croire certaines rumeurs, peut-être calculées, car c'était très bien porté à l'époque, ses collègues l'avaient surnommé « Pol Pot »). Je lui avais écrit début novembre 1978 pour m'étonner que, à partir du n° 4 (juillet-août 1978) de *Peuples noirs - Peuples africains*, la « revue des revues » de son journal ait cessé de mentionner la revue que je dirigeais, la seule publication entièrement contrôlée par des Africains francophones, paraissant du reste à Paris, et dont la publicité était insérée régulièrement dans *Le Monde diplomatique*. L'ensemble de ma lettre, à supposer que certains détails fussent obscurs, comme il en est de n'importe quel texte quand on cherche la petite bête, ne laissait aucun doute sur la nature de ma doléance ni sur sa portée.

J'avais d'abord téléphoné au journal et avais eu un échange très courtois avec l'un des journalistes chargés de la « revue des revues ». Il m'avait dit à peu près textuellement : « Nous

ne pouvons rien faire pour vous, cela ne dépend pas de nous ici, dans ce bureau. » On ne pouvait mieux me suggérer de m'adresser au grand manitou.

Voici donc ce que me répondit Claude Julien, élégant intellectuel chrétien de Paris, dit « Pol Pot » :

« Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre, qui comporte deux phrases dont le sens n'est pas très clair pour moi :

« - Je ne suis pas tout à fait incapable d'imaginer quels rapports le rédacteur en chef du Monde diplomatique entretient avec les autres journalistes de la publication.

- Le Monde diplomatique (...) a-t-il décidé de se joindre au chœur des muets qui n'attendent que notre naufrage ? »⁵⁷.

Afin d'éviter tout malentendu, je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'éclairer sur ces deux points.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées. »

Persuadé d'être issu du peuple le plus intelligent et le plus fin du monde, Claude Julien ne doute pas de pouvoir sortir par cette lamentable pirouette de l'embarras où il se trouve d'être surpris en flagrant délit de censure. En effet, quel intellectuel, même africain, pour peu qu'il soit soucieux de sa dignité, irait se livrer, pour les beaux yeux de M. Claude Julien, dit Pol Pot, à l'insolite exercice consistant à procéder à l'exégèse de ses propres lettres ?

L'ostracisme dont nous nous plaignions en 1978 demeure huit ans plus tard. Il faut imaginer le dommage moral que cela nous cause : *Peuples noirs - Peuples africains* est la seule publication de langue française paraissant en France à subir ce traitement. Il y a donc discrimination. Comment attendre

57. Ces deux phrases n'ont rien de mystérieux. La première signifie : « Le rédacteur en chef est le patron, je le sais ; donc c'est lui qui donne des ordres. Vous avez donc ordonné aux journalistes de la rubrique "revue des revues" de ne plus mentionner *Peuples noirs - Peuples africains*. » La deuxième signifie : « Tous les journaux français se sont bien abstenus d'annoncer la naissance de *Peuples noirs - Peuples africains*, nous privant ainsi délibérément d'une publicité gratuite accordée à toutes les jeunes publications : ils espèrent que, de cette façon, la revue sera incapable de prendre son essor. Allez-vous faire comme eux, vous qui êtes un homme de gauche, et de surcroît un tiersmondiste autrê ? » Franchement, qu'y a-t-il là qu'un homme aussi intelligent que M. Claude Julien ne pouvait pas comprendre ?

du public qu'il prenne au sérieux une revue qui ne figure jamais à une rubrique que sa notoriété a érigée en référence⁵⁸?

Que j'évoque enfin l'agression dont j'ai personnellement été l'objet de la part de Jean-François Bayart dans le *Le Monde* quotidien, un journal où ni *Peuples noirs* - *Peuples africains* ni moi-même ne sommes jamais mentionnés à quelque titre que ce soit.

Jean-François Bayart, chevalier sans peur et sans reproche, écrivait donc dans *Le Monde* du 18 juin 1983 :

« Mais, à tout prendre, elle (la propagande présentant l'ex-président Ahmadou Ahidjo comme l'un des sages de l'Afrique) fait peut-être moins injure à la réalité que l'autre mythe qu'a inspiré le Cameroun de M. Ahidjo : celui d'une dictature personnelle, compradore et sanguinaire, décrite par le meilleur romancier du pays, Mongo Beti, dans un pamphlet exécration, dont l'interdiction abusive par M. Raymond Marcellin, alors ministre de l'Intérieur, assura la crédibilité auprès de la gauche française⁵⁹. Par la complexité et la richesse de son histoire, le Cameroun mérite mieux que ces clichés. »

Précisons que ce « pamphlet exécration », paru il y a treize ans, n'a jamais bénéficié d'un article de critique dans les colonnes du *Monde* quotidien, dont il établit, preuves à l'appui, l'active sympathie pour Ahidjo—thèse confirmée s'il en était besoin par la visite théâtrale rendue au petit dictateur peuhl par M. Beuve-Méry, le fondateur du *Monde*, dès le lendemain même de l'exécution d'Ernest Ouandié.

Le lecteur entrevoit maintenant toute une organisation, véritable armée composée d'unités spécialisées mais intégrées, protégeant mais aussi stimulant, irriguant, nourrissant le despotisme africain. Au sommet, couvrant de leur autorité

58. Il est à remarquer que nos concurrents blancs sont, eux, régulièrement mentionnés, tels *Politique africaine*, la revue de mon ennemi personnel J.-F. Bayart. Est-ce cela l'universalité de la culture française ? Et la coopération franco-africaine ? Et le dialogue Nord-Sud ? Et patate et patate ?

59. Peu doué pour la politique, comme ses semblables, bien que chercheur en « politologie », ce pauvre Jean-François Bayart confond gauche et extrême-gauche. Le fameux « pamphlet exécration », précisons-le, est plus que jamais interdit au Cameroun où les ouvrages de J.-F. Bayart, sans compter son auguste personne et les bénéfices des entreprises de sa famille, circulent fort librement. Et qu'est-ce qui permet à J.-F. Bayart de hiérarchiser les romanciers camerounais ? Où a-t-il appris à le faire ? Quels sont ses critères ?

silencieuse ou, quand il le faut, bruyante, la vie, les actes et les propos des dictateurs et de leurs avocats, les bouddhas hiératiques de la haute intelligentsia catholique de "gauche", puissante dans les médias : édition, télévision, presse écrite⁶⁰. Au-dessous, un brain-trust d'experts ou soi-disant experts (journalistes, universitaires, anciens coopérants, conseillers attirés bien qu'occultes de dictateurs africains) dont le brain-storming permanent invente, élabore, peaufine les grandes décisions qui doivent orienter, canaliser, modeler les sociétés africaines — décisions dont s'emparent aussitôt des exécutants polyvalents, volants ou résidents, dissimulés sur place derrière des fantoches africains qu'on laisse paraître seuls sur la scène.

Le cloisonnement n'est nullement étanche entre les divers étages ; on peut sans cesse monter ou redescendre. En devenant P.-D.G. à TF1, Hervé Bourges, le petit Breton culotté, est entré parmi les bouddhas ; mais rien n'empêche qu'il redevienne un jour simple expert.

D'autre part, cette véritable C.I.A. à la française s'est institutionnalisée avec l'installation de De Gaulle et de Foccart à l'Elysée, mais ses hommes forts n'ont cessé de valser avec le changement des présidents : avec le président socialiste ont accédé aux leviers de commande des hommes très ambitieux, mais peu compétents, leur rare mérite étant d'avoir rongé leur frein aux postes subalternes pendant les vingt-cinq interminables années que dura le monopole de la droite, sur les despostes africains⁶¹.

Bien entendu, la doctrine reste la même : « garder » l'Afrique par tous les moyens, dût-on jeter toutes les valeurs morales par-dessus les moulins. La passion de dominer

60. Par leurs origines sociales et, surtout, leur éducation due le plus souvent à des établissements religieux, les dirigeants du Parti Socialiste sortent très exactement du même moule que les grands responsables d'une institution médiatique comme le *Monde*, entre autres, et leur manière d'interpréter et d'appliquer la morale chrétienne est rigoureusement la même. Le *Monde*, journal réputé progressiste et objectif, a constamment soutenu Ahmadou Ahidjo, même au moment de ses pires crimes, comme lors du procès Ouandié-Ndgonmo. François Mitterrand, donneur de leçons ronflantes en matière de droits de l'homme, n'a pas craint de livrer à Saddam Hussein, son meilleur client en armements, deux opposants qui ne doivent qu'aux médias d'avoir échappé à la mort.

61. Appréciation bien antérieure à l'affaire du Carrefour du Développement et totalement avérée à la suite de celle-ci.

d'autres peuples entraîne des perversions dont l'identité de nature et de forme transcende la différence des cultures, et à plus forte raison la différence d'options idéologiques dans une même culture.

Les méthodes ont-elles changé avec l'avènement des socialistes ? Peut-être, sous leur règne, la *french C.I.A.* aura-t-elle utilisé de préférence les techniques *soft*. C'est vrai que sous François Mitterrand le *lobby* aura surtout recouru à la pénétration des opposants africains, à la ruse, à la perfidie, poussant jusqu'à l'extrême limite la manipulation des Noirs, l'art de les diviser, de les opposer les uns aux autres, de les piéger.

Dans l'agression financière dont nous avons été l'objet, *Peuples noirs - Peuples africains* et moi-même, des acteurs africains ont sans doute participé à l'élaboration du projet : sans parler de Biya, cette pitoyable potiche, vrai Négus Nigaud, un Sengat-Kouoh, par exemple, n'a certes pas eu l'initiative de l'affaire, aussi profonde soit sa haine pour nous ; il lui aurait fallu plus de toupet naturel, alors qu'il n'a qu'un peu de papelardise ; mais il a certainement été consulté, enrôlé, intéressé. C'est néanmoins surtout dans l'exécution qu'on a eu besoin des talents africains.

C'est pourtant à Paris que l'on souhaitait le plus vivement notre disparition, c'est à Paris que l'on avait le plus à y gagner. *Hic fecit cui prodest...* C'est là que, à force de chatouiller les tartuffes et les machiavels, notre voix était devenue insupportable, sans compter tous ceux qui avaient des comptes à régler avec nous depuis si longtemps et auxquels le destin donnait enfin l'occasion tant attendue.

Et puis, notre obstination allait peut-être déboucher un jour sur le succès quand les publications officielles du *lobby* à l'usage des Africains battaient de l'aile ; nous nous affermissions quand la doctrine cachée du *lobby* est que, livrés à eux-mêmes, les Africains ne réussissent rien ; nous devenions le pôle autour duquel cristallisait la résistance africaine au triomphalisme de la « francophonie ». Le néocolonialisme « socialiste » s'accommode encore moins que l'autre de l'existence d'une publication africaine indépendante, et pour cause.

Je mène donc depuis huit ans, seul avec quelques rares amis, le même combat gigantesque pour *Peuples noirs -*

Peuples africains, contre deux Etats coalisés—combat sans doute intensifié par la venue des socialistes.

Deux Etats, un chef d'orchestre

Comment ne pas évoquer maintenant l'atmosphère d'intrigues qui a précédé immédiatement ou suivi la sinistre extorsion de fonds opérée contre *Peuples noirs - Peuples africains* et qui aurait dû réduire la publication définitivement au silence ?

J'ai raconté en son temps l'épisode Cattin, du nom d'un fonctionnaire subalterne qui, en 1982, contrairement à la loi, contrairement à l'attitude du fisc parisien de 1978 à 1981, refusa de nous rembourser un crédit T.V.A. de plus de huit mille francs. J'ai dit que quelques mois après que nous eûmes ébruité l'affaire, les supérieurs de Mlle Cattin nous convoquèrent, ma femme et moi, et proposèrent de nous régler la somme en litige. Ce que je n'ai pas dit alors, et pour cause, c'est que, au moment de nous séparer, les deux importants fonctionnaires nous tinrent ces propos, que je n'ai compris qu'en 1985, soit trois ans plus tard :

- Votre dû vous sera payé, nous dirent-ils, mais nous espérons que ces polémiques vont cesser.

Je leur répondis que, bien entendu, elles allaient cesser puisqu'elles n'auraient plus de raison d'être. Je croyais qu'ils faisaient allusion à notre dénonciation de Mlle Cattin. Quelle erreur !

Autre péripétie, qui est d'ailleurs le rebondissement d'une première rapportée précédemment : à mon retour du Zimbabwe, je reçois, au siège de la revue qui était alors à Paris, un appel téléphonique du Quai d'Orsay ; la voix était celle-là même qui, un mois plus tôt, m'avait proposé un voyage à Hararé ; le personnage n'était sans doute pas encore informé de mes démêlés avec l'ambassade de France au Zimbabwe. On s'enquit de l'impression que je gardais de mon voyage.

- Formidable, fis-je de ma voix la plus guillerette.

- Ah, nous en sommes bien heureux, commenta-t-on.

Après d'autres civilités préliminaires, mon interlocuteur anonyme m'annonça qu'un certain Magnier espérait que

j'accepterais désormais de travailler avec lui à la revue qu'il dirigeait, c'est-à-dire *Notre Librairie*.

- Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? demandai-je sincèrement stupéfait, qui est Magnier ?

- Comment, vous ne connaissez pas Magnier ? Il vous connaît très bien, lui. Venez donc le voir un de ces jours pour examiner avec lui ce projet. Il souhaite vivement vous rencontrer, venez le voir sans tarder, hum ?

Naturellement je n'allai par voir Magnier et j'oubliai aussitôt l'incident, sans m'interroger davantage, pensant que c'était un malentendu ou la lubie d'un rond-de-cuir dérangé par des manies absurdes.

Autre affaire extraordinaire : fin février 1984, un inspecteur général qui venait d'assister à mon cours en Spé C et qui me recevait au confessionnal comme on dit dans le jargon du métier, sortit tout à coup de la routine de ce rite. Délaissant la pédagogie, ne voilà-t-il pas qu'il se met à m'interroger sur ma vie privée : c'est une chose qui n'arrive pour ainsi dire jamais ; et je présume que les annales de l'enseignement n'en offrent aucun autre exemple. Mon œuvre littéraire, mes activités de directeur de publication, toutes choses dont j'avais toujours veillé à ce que mon dossier de fonctionnaire ne porte nulle mention, mes fréquents voyages à l'étranger, mon sentiment concernant les événements récents du Cameroun, et en particulier l'arrivée de Paul Biya au pouvoir, rien n'y manqua.

Je répondais sur le ton de la courtoisie mondaine, tout en me bornant à des appréciations évasives ; je devinais que c'était un émissaire déguisé du pouvoir. Mais, nom de Dieu ! Pourquoi devait-il se cacher, ruser, ramper dans les buissons comme un Sioux ? J'aurais pu me sentir flatté d'être considéré par le pouvoir socialiste comme l'un des hommes clés d'un éventuel dénouement du drame camerounais, alors que j'étais un exilé sans moyens, sans troupe, sans mandat, n'ayant pour arme que ma plume. Au contraire, j'avais honte ; il y avait dans ces tentatives je ne sais quoi d'obscène qui me révoltait. Quel trait de ma personnalité avait donc laissé croire que j'y succomberais ? Qu'est-ce qui pouvait bien contraindre un si haut fonctionnaire, un homme si respectable, un grand universitaire à accepter une besogne aussi vile et de la plus basse police ? Car en somme c'était de l'espionnage ni plus ni moins.

Enfin vint cette question qui, de toute évidence, traduisait une des deux obsessions socialistes à mon sujet tout en révélant que les manœuvres en Afrique et en France étaient bien combinées et orchestrées par le même stratège :

- Ne comptez-vous par rentrer au Cameroun bientôt, ne serait-ce que pour un voyage, histoire de voir les choses sur place ?

Cette interrogation, j'allais bientôt la retrouver, exprimée pratiquement dans les mêmes termes, dans les lettres d'un certain Louis-Marie Mbarga Owona, mon « *beau-frère* » de Douala, mais aussi le compère d'Elundu Onana. Comme le monde est petit ! A vrai dire, je ne pouvais plus me retourner sans m'entendre poser cette question par un officiel vrai ou faux. On croirait du travail d'amateur si l'affaire *Greenpeace* n'avait récemment témoigné de la légèreté dont ces gens-là peuvent faire preuve.

Je mis l'occasion à profit pour répéter que mon éventuel voyage au Cameroun aurait une signification politique précise et que j'y mettais un certain nombre de conditions : amnistie générale, libération de tous les prisonniers politiques, multipartisme et élections libres — c'est d'ailleurs ce que souhaitaient les Camerounais unanimes.

Au mois de juin 1984, revenu depuis peu de Brazzaville, j'assistais au cocktail donné par Borda pour fêter la sortie du *Dictionnaire des littératures francophones*, ouvrage auquel mon épouse avait collaboré. Je retrouvai là, comme par hasard, mon inspecteur général, et nous voilà reparlant le verre à la main de la situation au Cameroun, de mon éventuel voyage là-bas, etc. Je guettais chez lui l'abandon des débuts d'ivresse, peut-être le lâchage involontaire de quelque secret ; de son côté, il semblait me guetter pareillement dans l'espoir d'une défaillance heureuse. Combien de fois dans cette période ai-je eu ainsi le sentiment de jouer au chat et à la souris avec des gens qui ne semblaient m'approcher que pour mendier avec violence je ne sais quelle reddition sans condition. Et je ne pouvais pas me dérober ; j'étais prisonnier d'un personnage dont les professionnels du viol psychologique font leurs choux gras : l'intellectuel ouvert, mais animé par des convictions d'une rare fermeté. J'accueillais donc mes visiteurs avec le sourire de la courtoisie, même quand leurs propos m'irritaient.

Mais cela ne faisait pas leur affaire : ils étaient des combattants, eux, brûlant du feu des fanatiques, ne rêvant que de victoires, voyant dans mon affabilité une faiblesse dont ils ne manqueraient pas de venir à bout par un ultime assaut.

J'avais déjà connu cette même situation quelques mois plus tôt avec Gérard Fuchs, un homme politique socialiste ; je reparlerai de l'affaire plus loin : elle s'étala sur près de deux années et sa relation convient mieux à un autre moment chronologique de ce récit.

Revenons au cocktail de Bordas, car j'y eus une autre surprise : je rencontrai là une Mme de Saivre dont j'avais beaucoup entendu parler ; c'était la collaboratrice de Claude Wauthier, directeur de la revue *Recherche, Pédagogie et Culture*, financée par l'Etat français, le genre d'officine où je n'ai jamais mis les pieds. [Imaginez donc quelle peut être mon aversion pour un tel torchon lorsque c'est un Claude Wauthier qui y fait la loi.] C'est pourtant la mission dont Denyse de Saivre était chargée et qu'elle tenta d'accomplir ce soir-là : m'amener à entrer dans la revue *Recherche, Pédagogie et Culture*, en renonçant, bien entendu, à publier *Peuples noirs - Peuples africains*.

Chose curieuse, Denyse de Saivre n'a pas caché qu'elle venait de la part de Claude Wauthier. Or il était de notoriété publique que je n'éprouvais aucune sympathie pour ce personnage. Comment a-t-il pu se figurer un seul instant que j'allais accepter de devenir son subordonné ? Le pouvoir, un vin trop fort, selon feu François Mauriac, pour les petits esprits, était-il monté à la tête du petit journaliste de l'Agence France-Presse, auteur de deux ou trois mauvais ouvrages sur l'Afrique, le type même de l'ennemi des progressistes africains ?

La grande force de Claude Wauthier, c'est le double jeu. Non qu'il y brille vraiment ; il s'y complait : il n'en faut pas plus pour remporter quelques succès, usurper la réputation d'efficacité.⁶²

Un jour, à la F.N.A.C. de la rue de Rennes, il se chargea d'autorité de me présenter à un public français venu

62. Dans une lettre adressée à une organisation de professeurs américains de littérature africaine (cf. *ALA Bulletin*, Spring 1985), il rend un hommage vibrant à Ngugi, martyr de la liberté d'expression. Au même moment, siégeant dans une commission du droit d'asile, il propose à l'Ivoirien exilé Laurent Gbagbo de payer la carte de réfugié de la promesse de se taire sur la Côte-d'Ivoire et sur la politique d'Houphouët-Boigny.

participer à un débat, présidé par Jean-François Kahn, sur le film canadien *La danse avec l'aveugle*. Et d'insister lourdement sur mon appartenance au courant marxiste de l'opposition camerounaise. C'était en décembre 1979, et déjà le cyclone anticomuniste avait commencé à intensifier ses ravages dans l'âme collective des Français. Son laïus, œuvre de flic conscient et organisé, pouvait tromper par une vague résonance élogieuse ; mais je n'en fus nullement dupe : sa besogne de dénigrement de *Peuples noirs - Peuples africains*, en juin précédent, à Berlin, au cours du Festival africain, m'avait été soigneusement rapportée, détail qu'ignorait notre Machiavel d'arrondissement.

C'est aussi le type du bureaucrate français, qui n'imagine pas que rien de solide puisse se créer ou exister en dehors de l'Etat : il est convaincu en ce mois de juin 1984 que *Peuples noirs - Peuples africains*, revue créée par un pauvre petit intellectuel noir sans aucun soutien public, est au bord de la paralysie, faute d'argent. Le fruit est si mûr, pense-t-il, qu'il suffit désormais de tendre la main pour le cueillir. Notre refus dédaigneux va le plonger dans la rage et les transes de la vengeance. Avec le coup d'Elundu Onana, il ne doutera pas un seul instant que nous ayons été frappés à mort.

Seigneur, protégez-moi de mes amis...

Nous voici en janvier 1985 : le coup d'Elundu Onana a été exécuté et réussi à la perfection. Je suis dans le plus grand désarroi psychologique et financier.

Je bats le rappel de mes amis pour éviter d'interrompre la publication de *Peuples noirs - Peuples africains* : car je suis littéralement pris à la gorge. C'est ainsi que j'en viens à téléphoner à Gérard Fuchs et à solliciter un rendez-vous.

Comment j'ai connu Gérard Fuchs ? L'aventure vaut la peine d'être racontée, elle est significative de la dégénérescence de la moralité politique en France dès qu'il s'agit de l'Afrique. Au cours de l'année scolaire 1982-1983, j'ai eu pour élève dans ma classe de Première un adolescent remarquable par son intelligence, son éducation, son charme personnel. Un jour, il me transmet une invitation à dîner de ses parents : je rencontrerais aussi un oncle à lui, un député socialiste européen. Le dîner eut lieu au printemps de 1983. Nous avons, mon épouse et moi-même, le souvenir d'une

rencontre assez banale, décevante même, avec le dignitaire socialiste, jusqu'au moment où Mme Fuchs, ne contenant plus sa curiosité, me demanda tout de go :

- Mais enfin, oui ou non, envisagez-vous de faire un voyage au Cameroun, même très bref, pour vérifier *de visu* les changements politiques qui viennent de s'y produire ?

Je répondis qu'à mon humble avis ces changements n'en étaient pas à vrai dire, et récitai mon couplet habituel, mille fois ressassé⁶³.

Etant en instance de déménagement, il nous fallut attendre juin 1984 pour rendre leur invitation à nos hôtes. Gérard Fuchs arriva le premier, seul. Il avait cet air vraiment saisissant que je venais d'observer chez mon inspecteur général et qui devait tant me frapper chez Mme Elundu Onana quelque six mois plus tard. Etrange expression qui vous glace d'abord, mais dont on n'ose rien conclure de crainte de faire un jugement téméraire; c'est un mélange sans comparaison de discrétion effacée et de curiosité agressive, de désespoir et de triomphalisme, d'humilité et de superbe; d'éloquence dans le regard et de mutisme des lèvres, de détachement et d'impatience. L'observant d'un œil qui se veut indifférent, car c'est un climat contagieux, je suis persuadé qu'il s'apprête à me faire une confidence que j'attendrai pourtant en vain.

Mais voici le plus important : au cours du dîner auquel participent trois familles, soit une douzaine de personnes, dans l'ambiance de gaieté et d'abandon caractéristique de telles soirées, nous sommes amenés ma femme et moi à parler de notre nouvelle maison, à expliquer pourquoi les travaux de finition, comme tout le monde peut l'observer, ne

63. Le mode de relation que j'applique ici n'est peut-être pas le plus rationnel : ma première rencontre avec Gérard Fuchs se situe au printemps de 1983, à l'époque, où, comme je l'ai raconté, le nommé Elundu Onana commence à nous adresser des lettres où il nous comble de prévenances. Un autre auteur aurait sans doute préféré adopter un artifice mettant en valeur la simultanéité, par-delà les distances, de ces deux initiatives. J'aime mieux personnellement évoquer cette affaire à ce moment seulement de mon récit : en effet je n'ai réalisé que très récemment, à force de méditer sur les différents aspects de cette monstrueuse machination, la signification et l'importance du rôle joué par le secrétaire national du Parti Socialiste, membre de la tendance rocardienne, ancien député européen, ancien collaborateur de Jean-Pierre Cot au ministère de la Coopération, en somme le parfait symbole du mitterrandisme et du national-tiersmondisme, c'est-à-dire du tiersmondisme à la française. G. Fuchs a été élu député de Paris en mars 1986. Il figure sur la liste des dirigeants de la fameuse association Carrefour du Développement, objet actuellement d'un énorme scandale.

sont pas achevés : nous avons vu trop grand et cette belle maison nous coûte très cher, le crédit est extrêmement onéreux, etc. Ce sont là des confidences assez ordinaires entre gens normaux, c'est-à-dire qui n'ont cure des pratiques de basse police, n'y ayant jamais été mêlés.

Une parenthèse ici : à l'époque de ce dîner, je venais de découvrir, sans nulle aide de Gérard Fuchs, qui au contraire dissimulait son vrai personnage politique, qu'il appartenait au courant rocardien du Parti socialiste et qu'il avait été membre du cabinet de Jean-Pierre Cot au ministère de la Coopération de 1981 à décembre 1982.

Fin janvier 1985 donc, je décide d'en appeler à l'amitié qui, me figuré-je naïvement, nous liait désormais, Gérard Fuchs et moi, pour m'aider à sortir du piège où je suis tombé. Au téléphone, son chargé de mission, par qui on me fait passer (entre-temps Gérard Fuchs est devenu directeur de l'Office national de l'Immigration), me demande de lui exposer la raison du rendez-vous que je sollicite, ce que je fais avec beaucoup de précision. Le chargé de mission promet de parler au cours de la matinée même à son patron et de me rappeler pour fixer le jour et l'heure.

Quand je pénètre quelques jours plus tard dans son bureau, Gérard Fuchs n'ignore donc presque plus rien du complot dont je suis la victime. Néanmoins, il me fait à nouveau exposer l'affaire en détail ; il veut connaître très précisément l'embarras financier où cette perfidie nous met, ma famille et moi, sans compter la revue *Peuples noirs - Peuples africains*. Mon interlocuteur prend des notes avec une application de bon augure. J'espérais, en terminant mon récit, qu'il formulerait un commentaire ; il s'en garda bien, ne promit rien, mais laissa tout espérer.

Puis, nous abordâmes d'autres sujets dans une atmosphère plus détendue comme des amis qui remuent de vieux souvenirs — et il est vrai que notre première rencontre remontait tout de même à près de deux années déjà.

- Et votre maison ? me demanda-t-il tout à coup.

- Ma maison ? répondis-je quelque peu désarçonné, ma maison, ma foi, ma maison, ça va, ça va, merci. Enfin rien de spécial, toujours la même chose, il nous faudrait de l'argent pour nous installer vraiment, cette affaire tombe d'autant plus mal.

Ma réponse fut suivie chez Gérard Fuchs d'un long silence, qui me mit mal à l'aise.

- Avez-vous des relations ? me demanda-t-il encore tout à coup, reprenant cette fois le carnet où il avait griffonné des notes, et s'appêtant apparemment à inscrire des noms.

- Non, dis-je sèchement, devenu méfiant, je n'ai pas du tout de relations.

Toute l'année 1985, à peu près, j'attendis en vain que Gérard Fuchs m'adressât au moins une simple carte faisant une petite allusion aux démarches que, théoriquement, il aurait dû faire en ma faveur. Il ne m'accusa même pas réception, contrairement à la plus élémentaire courtoisie, de l'exemplaire du « Spécial Côte-d'Ivoire » de *Peuples noirs - Peuples africains* que je lui adressai début février 1985.

Fin décembre 1985, alors que je m'interrogeais sans cesse sur l'attitude de Gérard Fuchs qui, après m'avoir posé des questions si indiscrettes, avait dédaigné depuis de me donner signe de vie, j'entre chez un marchand de journaux de la gare de Rouen et tombe par hasard sur *Actuel-Développement*, ce magazine publié par le ministère de la Coopération et que j'ai pris à partie, violemment, en 1979, en même temps que son rédacteur en chef de l'époque, une certaine Marie-José Protais, présidente d'Amnesty International⁶⁴. Cette fois, Marie-José Protais avait disparu de la liste des journalistes du magazine ; y figuraient par contre, et en bonne place, Claude Wauthier, Philippe Decraene, Guy Penne, et j'en passe, tous vieux chevaux de retour du lavage de cerveau, de l'intoxication en Afrique noire.

Au milieu de ces gens, régulièrement dénoncés par nous depuis huit ans, et qui étaient devenus à la fois nos rivaux sur le marché africain⁶⁵ et mes ennemis personnels, paraissait... Gérard Fuchs !

Qui croira que Gérard Fuchs qui appartenait depuis toujours au camp de mes ennemis, sans que je m'en doute,

64. Cf. *Peuples noirs - Peuples africains*, numéro double 7-8 (janvier-février-mars-avril 1979).

65. Mme Philippe Decraene, par ailleurs secrétaire personnelle du président François Mitterrand, est aussi directrice d'une revue intitulée *Afrique artistique et littéraire*. Claude Wauthier dirigeait, comme je l'ai déjà dit, *Recherche, Pédagogie et Culture*, une publication qui allait bientôt cesser ses activités, l'Etat ayant interrompu son financement. M. Philippe Decraene était quant à lui co-directeur d'une publication intitulée *Le mois en Afrique*.

ne se soit pas empressé de leur faire part des secrets dérobés de la façon que l'on sait au cours d'un dîner entre « amis » : accablé sous le poids d'un crédit très lourd, Mongo Beti ne pourrait certainement pas supporter la perte de plus de cent quarante mille francs en espèces que l'on s'apprêtait à lui infliger. Justement, la toile tissée autour de moi par Elundu Onana va prendre sa consistance financière au mois d'août, donc deux mois seulement après le fameux dîner. Je comprenais enfin le sens des questions de Gérard Fuchs, quand je lui rendis visite dans son bureau : « *Avez-vous des relations ? et votre maison ?* »

Voilà donc un homme politique jeune, sorti de Polytechnique, dont l'avenir est plus que prometteur, mais qui n'hésite pas à se compromettre dans une opération de basse police, où il va tout risquer, l'innocence d'un adolescent, sans doute les relations de celui-ci avec son professeur, l'honneur de son propre beau-frère et de sa belle-sœur, sans compter sa propre dignité s'il en a jamais eu. Comment la postérité ne serait-elle pas remplie de dégoût en découvrant ce qu'a pu être la *grande politique africaine* de la France sous les socialistes de François Mitterrand : manipuler les Africains, comme des pions. L'idée est-elle jamais venue à ces gens de traiter un Africain en partenaire, de le convaincre, de dialoguer avec lui ?

VII - LE VRAI SCÉNARIO DE L'OPÉRATION PAUL BIYA

Toutes ces manigances, cette agitation, le grouillement qu'on devine dans l'ombre trahissent le désespoir où se trouve le lobby dans l'affaire camerounaise où il en est à une véritable fuite en avant.

La *french* C.I.A. s'était lancée inconsidérément dans l'expérience Paul Biya : à l'évidence celle-ci, en 1984, était loin d'évoluer comme prévu et promis.

D'abord, le but de la manœuvre était double : évincer en douceur Ahmadou Ahidjo, dont la réputation de tyran sanguinaire était trop bien établie, mais lui substituer un homme qui, à la fois, garantisse les intérêts français et persuade l'opposition exilée, devenue une menace pour la bonne santé de la francophonie, de revenir au bercail pour collaborer avec le gouvernement francophile à l'instauration de la démocratie pluraliste. En apparence, c'est la répétition de l'expérience sénégalaise d'Abdou Diouf. En apparence seulement, car il faut toujours compter avec la duplicité socialiste.

Plus que sur les promesses de libéralisation, inapplicables au Cameroun sans la disparition de Paul Biya, qui n'est qu'une simple doublure d'Ahidjo, toute l'opération repose sur la certitude que, la solidarité tribale aidant, les opposants betis, apprenant l'avènement de l'un des leurs, se précipiteront au Cameroun, entraînant dans leur sillage les opposants d'autres ethnies, bientôt peut-être toute la diaspora camerounaise, l'une des plus nombreuses d'Afrique noire, celle qui compte en tout cas le plus grand nombre de hauts diplômés. Voilà comment en Afrique noire le sentiment tribal, arme magique, permet de concilier les inconciliables, en somme d'opérer des miracles inconcevables ailleurs, du moins selon les soi-disant experts.

Ce qu'on ferait de ces gens-là une fois revenus sur place ? On verrait. A vrai dire, il n'y a pas mille façons d'en user

avec ces révolutionnaires d'opérette : dès qu'ils s'agitent, on les enferme comme des bêtes de zoo. C'est ainsi qu'on en a usé avec Abel N'Goumba. Et voyez comme tout s'est bien passé : après quelques semaines de vaines criaileries de ses amis de France, c'est le calme plat, l'oubli.

Paul Biya est donc proclamé président par son propre prédécesseur, beau joueur, le 2 novembre 1982. Les ralliements des exilés éminents ne se déroulent cependant pas comme la mécanique bien huilée qu'ils devaient être. En fait, près de dix mois plus tard, rien ne s'est encore produit, et même l'éventualité de ces ralliements est de moins en moins crédible. En revanche, dès l'été 1983 commencent à courir les rumeurs faisant état d'un grave conflit entre Paul Biya et son prédécesseur, demeuré secrétaire général du parti unique — un homme, dit-on, qui n'a fait mine de s'en aller que pour mieux s'installer dans le fauteuil de montreur de marionnettes. Or Paul Biya se refusait à jouer les potiches, les chefs d'Etat adjoints. Que se passait-il ?

Paul Biya et son prédécesseur étaient restés associés, la viabilité du régime étant conditionnée par l'alliance nécessaire des Peuhls et des Betis, deux des trois principales ethnies ; n'était-ce pas aussi le meilleur bouclier contre les « marxistes » dont l'influence allait peut-être s'accroître avec le retour des exilés ?

Mais la médaille avait son revers : l'alliance de Paul Biya et d'Ahmadou Ahidjo, tyran toujours redouté, associé à des souvenirs d'horreur et de terreur, alimentait le scepticisme universel quant aux projets de démocratisation prêtés au nouveau président, et encourageait peu les exilés au retour, s'ils en avaient jamais eu l'intention.

Cet échec était lié à un mystère qui troublait toujours les esprits et bloquait sans doute les velléités de ralliement. Le départ d'Ahmadou Ahidjo était-il une simple ruse inspirée par une stratégie personnelle ? Ou bien était-ce l'effet d'une pression de Paris ? dans ce cas, quels moyens avaient été utilisés pour l'amener à se plier ?

Les Africains de partout donnaient leur préférence à une version, fondée sur une manipulation de Paris, qui disait que l'ancien président avait été berné par des médecins français : il était atteint d'une affection implacable, lui avaient-ils révélé, et n'en avait plus que pour quelques semaines ; il devait assurer sa succession politique sans tarder.

Mais sitôt libéré de ses fonctions, il s'était empressé d'aller consulter des médecins allemands qui lui avaient certifié qu'il se portait comme un charme. Revenu au Cameroun et sans se douter qu'il avait été victime d'un complot ourdi à Paris, il avait tenté de reprendre le pouvoir par le biais du parti unique dont il conservait théoriquement le contrôle.

Tant d'incertitude ne pouvait servir l'image de Paul Biya et de son régime.

Printemps 1984, c'est le clash que laissait prévoir depuis quelques mois l'exaspération des partisans des deux hommes. Exaspération orchestrée, contrôlée de l'extérieur ? Certains l'ont affirmé, non sans raison. Leur argument-massue, le voici : qui, connaissant la structure de la machine gouvernementale camerounaise, et en particulier la présence massive des assistants techniques dans chacun de ses rouages, croira que le fameux putsch avorté du 4-6 avril ait pu échapper à la prospective de Paris ?

Selon les tenants de cette thèse, il était urgent de persuader l'opposition exilée que le divorce entre Paul Biya et son prédécesseur encombrant était radical et irréversible. Il était par ailleurs temps de pourvoir Paul Biya d'un charisme qui lui manquait manifestement. Un président africain, selon les soi-disant experts, ne peut en effet se passer de charisme, cette espèce d'aura mystérieuse qui lui confère une essence héroïque (au sens étymologique), du moins aux yeux des Africains. Autrement dit, Paul Biya devait remporter une victoire éclatante sur son rival.

Le fait est que, si la plupart des responsables du camp de la légalité se doutaient apparemment de l'imminence d'un coup de force, certains prenant même, selon des témoignages concordants, la précaution d'éloigner leur famille, aucune mesure préventive, militaire ou policière, ne fut prise comme il est de tradition dans une telle situation. Tout s'est passé comme si l'on avait voulu jeter les militaires putschistes, partisans d'Ahidjo, dans un horrible piège.

Maints récits aussi édifiants que rocambolesques ont circulé au lendemain du putsch, expliquant l'absence sur la scène publique au début de la bataille du commandant en chef de l'armée, le général Semengué. Mais aucune de ces fables n'a été confirmée par la suite. Semengué n'a pas été blessé au début de l'action, comme Nelson à Trafalgar ; il n'a pas dû sauter, tel Zorro, dans la voiture qu'une amie

venait de placer sous sa fenêtre ; il n'a pas dû aller rassembler en hâte des troupes cantonnées à Ebolowa, tel le général Mac Arthur à Corregidor. En vérité, il s'est contenté d'attendre que les rebelles s'empêtrèrent dans une offensive condamnée à l'échec du fait d'un armement aussi abondant que désuet, pour entreprendre de les exterminer méthodiquement à coups de roquettes lancées par des hélicoptères ou de bombes au phosphore.

Il faut le dire, ce fut une boucherie répugnante, si révoltante pour n'importe quelle conscience sensible que les procès auxquels l'affaire a donné lieu se sont toujours déroulés à huis clos, et dans des camps militaires. Un quartier réservé aux familles des soldats originaires du Nord (partisans d'Ahmadou Ahidjo), autant dire une large majorité d'enfants, de femmes et même de vieillards, fut rasé de fond en comble, de telle sorte qu'il n'en restait plus que des débris fumants le lendemain du bombardement. Cette atrocité permet de mesurer la dérision cynique du bilan officiel des combats, qui fait état de quelques dizaines de victimes, tandis que le simple bon sens convainc aisément l'observateur qu'il n'y eut pas moins de plusieurs milliers de morts !

Malheureusement, les tragédies africaines sont impuissantes à soulever d'indignation les bonnes âmes européennes. Sinon quelle belle tempête bien avant celle provoquée par l'explosion du *Rainbow-Warrior* à Auckland ! François Mitterrand, en lui rendant visite peu après son « élection » de 1983, n'avait-il pas placé ostensiblement sous son aile protectrice Paul Biya, dit le Négus Nigaud ?

Tel était le fiasco auquel était confronté la *french* C.I.A. en cette année 1984 et qu'elle s'efforçait fébrilement et maladroitement de surmonter en faisant donner son arrière-garde d'universitaires, de députés européens, de journalistes, de hauts fonctionnaires transformés en auxiliaires de choc des services d'espionnage, dans l'espoir puéril de forcer le Destin.

Paul Biya, faut-il le dire, n'a tiré aucun profit de cette frénésie. Son régime n'y a point gagné en séduction, tant s'en faut. Le successeur d'Ahmadou Ahidjo, trois ans seulement après son avènement, est déjà dramatiquement isolé. De nouvelles forces se dressent maintenant contre lui. Les provinces anglophones, par exemple, sont en état de dissidence ouverte. A la veille d'un échec retentissant aux

élections, voici donc la *french* C.I.A. socialiste toute nue, comme le roi de la fable, et *Peuples noirs - Peuples africains* plus encouragé que jamais dans le combat de titan qu'il mène depuis huit ans, et qui n'a jamais été aussi justifié que sous François Mitterrand, président socialiste et francophone.

Voilà quels rudes assauts étaient menés souterrainement contre moi, et sans doute aussi, même si nous n'en savons encore rien, contre d'autres personnalités de l'opposition camerounaise en exil, dans le temps même où Paul Biya multipliait harangues, séminaires, congrès pour déclarer en jurant qu'il n'avait point de plus cher souhait que de libéraliser, moraliser, démocratiser, rassembler.

Impossible donc de clore le récit de la machination dont j'ai été victime sans en tirer explicitement la leçon à l'usage des jeunes générations auxquelles j'aurai du moins transmis ce legs modeste.

DEUXIÈME PARTIE

PAUL BIYA PEUT-IL LIBÉRALISER ?

I - BUREAUCRATES CONTRE CRÉATEURS

Outre le risque d'être balayé de la scène pour un homme dont l'impopularité est devenue vertigineuse,⁶⁶ maints boulets entravent Paul Biya et lui interdisent le chemin de la libéralisation.

Je l'ai déjà dit, Paul Biya est prisonnier de son éducation : cet homme a été façonné pour la prêtrise à l'époque coloniale par une congrégation dont Mgr Lefebvre, l'évêque intégriste bien connu, fut longtemps le guide et le fleuron. Tous ceux qui ont eu ces missionnaires-là pour maîtres, à un titre ou à un autre, se souviennent que vouvoyer un nègre était pour eux le summum du libéralisme en même temps qu'une pénible obligation. Ce n'est pas auprès d'eux que l'actuel président du Cameroun s'est entraîné à la tolérance, au respect de chaque personnalité, à toutes les vertus de la liberté.

Paul Biya est prisonnier de son passé politique : il a été pendant vingt ans le bras droit d'un tyran qui n'eut jamais d'autre système de gouvernement que la terreur. Les quatre premières années de son règne viennent de montrer que, fidèle aux leçons de son maître, le successeur d'Achidjo n'imagine même pas que la foule puisse être mue par d'autres ressorts que la peur, diffuse ou panique.

Mais Paul Biya est surtout, comme la plupart des tyrannaux africains francophones, prisonnier de la stratégie géopolitique de Paris, bien qu'il se soit évertué, avec l'aide de François Mitterrand, à le dissimuler. Il faut le reconnaître, nous, intellectuels et militants africains progressistes francophones, avons été victimes, quoiqu'à des degrés divers et à des moments différents, de l'illusion que le pouvoir "socialiste" ne pouvait décemment chausser les patugas de ses prédécesseurs : François Mitterrand allait nécessairement aider à l'avènement d'un minimum de démocratie dans les Républiques francophones africaines. Chacun sait maintenant d'expérience que pour l'ancien ministre des Colonies de

66. En conséquence des arrestations brutales de militants upécistes, opérées en décembre 1985 dans le district de Sangmelima, ville d'origine du président, sa famille, qui y est normalement domiciliée, a dû fuir l'hostilité avouée et les outrages

la Quatrième République, auteur de la célèbre formule : *" L'Algérie, c'est la France, ma négociation avec les rebelles, c'est la guerre "*, comme pour Giscard d'Estaing, l'Afrique est la poutre maîtresse du standing *international* de la France. Attend-on de l'industriel de Passy qu'il renonce à sa résidence secondaire de Deauville ?

Laisser le Cameroun se libéraliser, autant jeter délibérément l'Afrique par les fenêtres. Il suffit de regarder la première carte de l'Afrique venue. Quel gouvernement français ferait la guerre au Tchad depuis si longtemps sans acheminer armes, munitions et approvisionnements de toute sorte à travers le Cameroun ? Qui se maintiendrait longtemps en Centrafrique après avoir perdu le contrôle de sa façade maritime, le Cameroun ? Comment sauvegarder la cohésion de la francophonie en Afrique Centrale si le Cameroun, pistolet braqué au cœur de cette importante sinon capitale zone d'influence (c'est l'image très Série Noire des experts français !) n'est pas lui aussi chargé de « francophonie » ?

Or, à l'évidence, le point de vue des populations n'est pas pris en compte dans cette politique. Le Cameroun demeurera francophone, coûte que coûte. Paul Biya a pu jouer la comédie de la libéralisation ; ça amusait les gazetiers toujours friands de spectacles de funambules ; et d'ailleurs ça pouvait tromper quelques opposants en exil, dont la dénonciation devenait de plus en plus embarrassante. Paul Biya n'a jamais été autorisé à libéraliser en vérité.

La souveraineté totale, première condition du développement

Quarante ans après les Vietnamiens, trente ans après l'Algérie, c'est donc au tour des Africains aujourd'hui d'éprouver l'inconsistance et la duplicité de la « gauche » française, mais dans des circonstances historiques et juridiques très différentes, qui nous font un devoir de définir à nouveau les données et les objectifs de notre combat.

Le néocolonialisme s'efforce de dégager en Afrique francophone, par des moyens généralement immoraux, une oligarchie ploutocratique asservie à ses intérêts, mais confinée dans la bureaucratie pour laisser partout ailleurs le

de la population, pour se réfugier dans les sous-sols de la présidence à Yaoundé. En vingt-cinq ans d'arbitraire et de crimes, Ahmadou Ahidjo lui-même n'avait jamais été acculé à une situation aussi humiliante.

champ libre à la gloutonnerie des multinationales occidentales, françaises en particulier.

Larbins voués à la médiocrité, sans imagination, sans esprit d'initiative, les dirigeants noirs doivent être des robots à jamais programmés pour la seule répression de leurs compatriotes.

Nulle part ailleurs qu'au Cameroun depuis 1960 les dirigeants ne se sont montrés aussi conformes à ce modèle imposé ; l'équipe conduite, selon l'expression consacrée, par Paul Biya, bat tous les records d'impersonnalité et d'insignifiance. Observons-les : exception faite d'un romancier, égaré là par l'ironie du destin et qui, d'ailleurs, est en train d'en devenir fou, aucun de ces individus ne s'est illustré dans aucune activité spécifique. Au Zimbabwe, au Ghana, au Mozambique, en Angola, partout en somme, les chefs d'Etat de l'indépendance ou de l'immédiat après-indépendance furent des héros : presque toujours, ils avaient combattu le colonisateur les armes à la main. Les nôtres, au contraire, et Paul Biya plus encore qu'Ahmadou Ahidjo, brillent surtout par leur bassesse, leur aptitude à courber l'échine devant le protecteur occidental ou ses représentants diplomatiques, économiques, financiers, militaires.

Comment s'explique cette contradiction ? Nos dirigeants nous sont imposés, ils sont tels que le maître les a voulus, et non tels que nous les souhaiterions. Ailleurs, les premiers dirigeants ont été élus de quelque façon ; ils furent tels que leurs peuples les ont rêvés ; car un peuple ne s'identifie qu'à ses héros.

Au Cameroun, les plus fortes personnalités nationales, les créateurs d'idées ou d'entreprises, les artistes de talent, les hommes d'invention et d'imagination, ceux qui suscitent le mouvement et l'enthousiasme, en un mot les artisans du progrès, honorés partout dans le monde, sont vite transformés en ennemis publics et traités comme tels. Leur talent, garanti par leur indépendance d'esprit, est comme un perpétuel défi dans ce royaume de la nullité redondante et de l'échine pliée. Est-il arrivé une seule fois au Cameroun depuis l'indépendance qu'un homme de valeur authentique, celui qui ne doit son illustration qu'à ses propres dons et non à la faveur des vils princes qui gouvernent le pays ou à leur maître, ne subisse pas la vindicte, hypocrite ou brutale, du pouvoir ?

Les peuples développés, au contraire, qui pourraient se reposer sur leurs lauriers, sont persuadés qu'il est impérieux d'aller encore et toujours de l'avant, à moins de se résigner à reculer dans un monde qui, toujours, progresse ; aussi y considère-t-on comme un devoir d'encourager et de soutenir les initiatives intellectuelles, pour peu qu'elles servent ou honorent le pays.

Moi, je n'en demandais pas tant ; je ne désirais ni éloges ni subventions de personne ni d'aucune sorte, mais seulement qu'on me laisse tranquillement publier la revue *Peuples noirs - Peuples africains*, loin des fastes, des chimères, des tapages de la francophonie officielle. C'était précisément la meilleure raison d'attirer les molosses qui veillent à notre esclavage, ils n'ont pas tardé à se ruer sur nous. Il en sera toujours ainsi ; avant d'avoir une idée neuve, il est enjoint aux Africains de solliciter l'autorisation d'un Hervé Bourges. Sinon gare aux coups. C'est la logique d'un système avec lequel il est vain de chercher à cohabiter, mais qu'il faut détruire.

Que les Camerounais ne se soient jamais résignés au protectorat qu'on tente de leur imposer, c'est une évidence pour quiconque lit même d'un œil distrait l'histoire de ces trente dernières années. Refus silencieux, protestation, révolte qu'il a fallu noyer dans le sang, c'est un cycle qui nous est familier, où le Destin nous précipite peut-être déjà encore une fois. La pulsion d'autonomie, dans le sens étymologique du terme, est comme un torrent répandu sur le flanc de la colline, une force à la longue irrésistible ; on peut l'escamoter un moment sous un tunnel ; on peut le détourner dans une tranchée creusée à cet effet ; on peut l'endiguer au moyen de barrages divers, comme chez nous aujourd'hui ; Dieu lui-même ne pourrait le juguler.

Les Camerounais veulent être libres de toute sujétion étrangère ; ils veulent être indépendants sans aucune restriction. Il faudra bien que cet instinct de liberté finisse par s'assouvir, ou bien il emportera tout sur son passage comme la ravine trop longtemps étranglée.

Ils savent maintenant d'expérience que c'est en vain qu'un peuple se débat pour sortir du sous-développement s'il n'a pas la maîtrise de sa monnaie. Comment organiserait-il à sa guise, c'est-à-dire au mieux de ses intérêts, son investissement, ses importations, la juste répartition du revenu entre

ses diverses catégories, le rythme de sa transformation sociale ? Autant conduire une automobile sans pédales de freinage et d'accélération. Qui nous expliquera donc à la fin pour quelles raisons il est interdit aux Camerounais, mais permis à tant d'autres peuples auxquels il ne sont point inférieurs, de posséder leur monnaie propre ?

C'est en vain qu'un peuple pauvre se débat pour sortir du sous-développement s'il n'a pas la maîtrise parfaite de ses relations extérieures. Comment contracterait-il des alliances propices à sa marche en avant ou à la préservation de sa sécurité ? Comment se guiderait-il au milieu de ce qu'il est convenu d'appeler, par antiphrase, le concert des nations ? Autant vouloir traverser avec un bandeau attaché sur les yeux une jungle sillonnée de fauves affamés. Pourquoi dissimule-t-on toujours, après vingt-six ans, la teneur des engagements contractés par Ahmadou Ahidjo envers de Gaulle en 1960 ? Y a-t-il eu, comme il se murmure, cession partielle de souveraineté au bénéfice de la France ?

C'est en vain qu'un peuple pauvre se débat pour sortir du sous-développement s'il n'a pas l'entière maîtrise de sa culture, de l'éducation de ses enfants, de l'information de ses populations, de la définition de ses priorités spirituelles.

Pour tous le Camerounais, exception faite de la clique d'hommes corrompus qui grouillent dans les avenues de l'Etat Paul Biya, la mystique partagée et prioritaire, depuis plus de trente ans, c'est l'indépendance, premier mot articulé au réveil, dernier au coucher. Car aussi longtemps qu'il est privé de cet attribut, un peuple vit nécessairement dans la mystification, l'incapacité d'appréhender le monde et de se connaître soi-même.

C'est ce que leur enseigne chaque jour le spectacle lamentable offert par l'inconsistant, versatile, velléitaire, insaisissable, évanescant Paul Biya, tour à tour chantre de la continuité et de la fidélité, muezzin de la moralisation, messie du Renouveau, prophète du libéralisme, imprécateur des médias occidentaux, et récemment grand manipulateur de la barbouzerie française, mais toujours prisonnier des vieilles ornières de la corruption, de l'obscurantisme, de la répression sanglante et de la soumission au protecteur occidental. Où donc ce guignol trouverait-il les ressources morales indispensables pour arracher son pays à la malédiction de l'arbitraire et de la violence ?

Les Camerounais, après ces trente années d'épreuves terribles comme peu de peuples en ont connu au cours de leur histoire, ont acquis la conviction que la première condition, nécessaire sinon suffisante, de leur paix civile, de leur équilibre psychique, de leur fraternité, de leur réussite, en un mot de leur bonheur collectif, c'est l'indépendance, la vraie, celle qui est synonyme de démocratie institutionnelle, de libre arbitre économique et financier — celle qu'ils n'ont pas réussi encore à arracher au protecteur, celle qui verra des hommes politiques enfin issus du suffrage universel libre, n'ayant nul besoin d'être nommés par leur prédécesseur ni d'être consacrés par l'agrément de Paris.

Kodogassis contre Tobegassis

Ceux qui ont dépossédé les peuples de leur droit naturel et imprescriptible à la liberté ont toujours usé de la force, mais produit des philosophies fallacieuses pour enrober l'argument frappant.

Pourquoi serait-il bienfaisant aux Français, mais pernicieux aux Camerounais que des citoyens sortent librement du pays, y reviennent, en repartent au gré de leur profession ou de leur plaisir ? A quel Camerounais, en dehors de Paul Biya et de sa clique dont c'est la mission de s'y opposer, déplairait-il que journalistes, écrivains, poètes nationaux s'expriment en toute liberté sur les problèmes de la nation, enrichissant ainsi la culture nationale, appropriant notre peuple aux dures batailles de la compétition internationale ?

Quel Camerounais, hormis Paul Biya et sa bande de brigands-saboteurs, ne s'enorgueillirait de voir des entrepreneurs camerounais fonder des banques puissantes, gérer des compagnies de transport aérien ou maritime, ériger des gratte-ciel ? Quel Camerounais serait contrarié d'apprendre que les exilés vont enfin rentrer en toute sécurité au pays, retrouver leurs familles souvent décimées par le temps et la répression, s'enivrer des merveilleux paysages de la patrie ?

Mais quelle morale autorise donc Paul Biya à priver ses compatriotes du bénéfice d'avantages que la nature a généreusement dispensés à chaque homme ? La sempiter-

nelle minorité des « populations » prêchée par le catholicisme archaïque ? L'incapacité foncière des nègres proclamée par l'apartheid ? Peut-être l'hétérogénéité ethnique prétendue par le colonialisme ?

Cet " argument " est la tarte à la crème des conseillers occidentaux des dictateurs francophones, un préjugé de Blanc devenu paradoxalement le crédo providentiel des roitelets prompts à s'agripper à la première bouée doctrinale venue.

Reconnaissons-le, notre pays est en proie aux divisions tribales. Deux ethnies principalement y sont en guerre : les Kodogassis et les Tobegassis.

Les Kodogassis, appelés aussi Zangawogmengos, se distinguent par un sens inné de la responsabilité morale et le goût de l'effort ; même le travail manuel ne les rebute pas, au contraire de leurs adversaires. Ils ne sont pas confinés sur un territoire limité, au rebours de la tradition, mais dispersés à travers le pays, du nord au sud et de l'est à l'ouest. La nature les a dotés d'une imagination où certains ethnologues mal inspirés ont cru déceler un symptôme de paranoïa collective. En effet, si attardé que soit leur pays, les Kodogassis proclament qu'avec le travail, la discipline et l'abnégation, le Cameroun peut rattraper les peuples avancés. Ainsi persuadés des pouvoirs de la vertu et poussés par un rêve dont ils sont seuls habités, les Kodogassis se sont illustrés à peu près dans tous les domaines de l'activité humaine ; ils se sont révélés des créateurs sans rivaux. Un des leurs, Ruben Um Nyobé, fonda et dirigea le seul parti politique qui ait jamais combattu à visage découvert l'occupation blanche. Après sa mort, survenue par trahison, les Kodogassis vaincus, affaiblis, ayant perdu tout le fruit de la lutte de libération nationale qu'ils avaient été les seuls à mener, tombèrent au rang de parias, devinrent gibier de bagne et d'exil.

Leur esprit inventif demeurait intact. A la fin des années soixante, un Kodogassi, prince de l'église catholique, se crut hors d'atteinte de la persécution et voulut se lancer dans l'aventure de l'industrialisation, violant une loi non écrite qui réservait ce secteur aux multinationales étrangères. Il créa une fabrique de vêtements, publia des projets ambitieux. L'imprudent ! Epouvantés, les Tobegassis, alertés par leurs amis des multinationales étrangères, le firent arrêter, torturer, condamner à mort. Finalement, Monseigneur

N'Dongmo, car c'était lui, fut banni. Il vit aujourd'hui en exil au Canada.

C'est encore un Kodogassi, l'avocat anglophone Gorji Dinka, qui a mis récemment en pleine lumière une autre disposition caractéristique de ce grand peuple, le courage.

Le Cameroun a toujours eu de grands juristes, si l'on en juge par la pompe de leurs titres universitaires. Mais leur science ne servait à rien, le règne de l'arbitraire et de l'exaction se déployait avec toujours plus d'arrogance, ponctué de massacres, de prévarications, de simulacres de procès, de mascarades électorales. Muets de terreur, nos brillants juristes se mettaient à l'abri sous les meubles de leurs cabinets : souvent, ils se ralliaient à la dictature, dispensatrice omnipotente de prébendes et de crédits bancaires.

L'année dernière, pareil au jeune Gandhi qui, frais émoulu de l'université, affronta jadis, le code à la main, les racistes blancs d'Afrique du Sud, Gorji Dinka s'est dressé devant Paul Biya ; il a fait ce que personne, avant lui, n'avait osé face à un dictateur : il a dénoncé l'illégalité, les crimes et la nature perverse du pouvoir en place. Et Paul Biya, l'infâme, a fait arrêter et mettre au secret Gorji Dinka. Gorji Dinka vient d'être, après presque un an de détention, rendu à la lumière, très malade, sans doute définitivement infirme.

Tels sont les Kodogassis, la tribu à laquelle je veux, comme la plupart des Camerounais, appartenir désormais, à l'exclusion de toute autre.

En face d'eux et en rivalité depuis toujours avec eux, ce sont les Tobegassis, appelés aussi les Dzogomenalas. Ceux-là sont tout différents.

Ils n'inventent pas, n'ont jamais rien créé, n'ont point souci de l'avenir de la communauté nationale. Ils mettent toute leur passion dans les frivolités de la danse, les extravagances du lit, les joies de la table, les fumées de l'alcool — en un mot dans la jouissance de l'instant.

Pourtant il arrive que le réveil déchire les vapeurs de la débauche comme un voile de chimères, laissant entrevoir les réalités du monde, ses mutations irréversibles, l'avance prise par le rival Kodogassi. Leur cœur se gonfle alors de remords et de bile, car les Tobegassis ont mis tout leur génie dans l'envie. Les voilà prêts à servir n'importe quelle dépravation pourvu qu'elle rabaisse le Kodogassi haï.

Mercenaires du néocolonialisme depuis trente ans, ils ont assouvi au-delà de toute espérance leur haine du Kodogassi. Ils ont eu toute latitude pour tourmenter, assassiner, massacrer, piller, saboter, dévaster, ravager. L'indépendance, pour laquelle jamais ils ne luttèrent, ils l'ont reçue de leur maître comme le trophée d'une guerre fratricide.

Cette surdité aux appels les plus pressants du progrès, cette stérilité des Tobegassis trouvent leur meilleure illustration dans un domaine où des réformes faciles n'auraient que des avantages sur les finances de l'Etat, le chômage des jeunes, l'exode rural : l'organisation administrative conçue par la colonisation avait surtout pour but de déposséder moralement les Camerounais de leur cadre de vie, d'en faire des étrangers sur leur propre terroir ; les communes dites "*rurales*" étaient des monstres où régnaient l'anarchie et l'incohérence. Quelle aberration d'avoir conservé ce legs tel quel comme l'ont fait les dirigeants Tobegassis, quand le pays requiert une organisation communale moderne et un minimum d'aménagement du territoire. Remettre aux communautés villageoises la maîtrise administrative du terrain qu'elles occupent, c'est en même temps leur rendre le sens de leur dignité et surtout susciter de nombreux emplois d'encadrement : maires et adjoints, secrétaires de mairie, fonctionnaires de l'état-civil, infirmiers de dispensaires communaux, maîtres d'école, facteurs et receveurs des P.T.T., cantonniers et garde-champêtres.

Voilà qui, en enracinant les populations dans leurs villages, rendrait à ceux-ci leur dynamisme et enraierait l'exode rural. Mais un dirigeant Tobegassi peut-il avoir assez d'imagination pour le comprendre ?

Nul n'a mieux que Ahmadou Ahidjo incarné la haine civile du Tobegassi, à laquelle aucune trahison ne paraît trop odieuse, aucune arme trop monstrueuse, aucune parole trop mensongère, aucune menée trop cruelle pourvu qu'elle frappe le Kodogassi exécré. C'est, dirait-on, une révélation désormais reconnue, dont le nouveau grand prêtre, Paul Biya, s'est juré de cultiver fidèlement la ferveur.

II - EN FINIR A TOUT PRIX

Que faire donc pour en finir une fois pour toutes avec la montagne de corruption, d'arbitraire, de violence qui barre la route de l'indépendance finale ?

Bien grande est la tentation d'appeler au djihad de la libération totale, de proclamer légitimes désormais toutes les issues, de l'acte individuel de résistance passive au rassemblement insurrectionnel, pour faire écho tout de suite aux manifestes de nos frères anglophones, et répondre à la provocation des ennemis de notre peuple.

Le jour où Paul Biya a été désigné par un Ahmadou Ahidjo pour continuer la politique de servitude définie *in æternum* il y a trente ans par Louis-Paul Aujoulat, leur maître commun, Ruben Um Nyobè ne fut-il pas assassiné une deuxième fois ? Cette deuxième mort ne fut-elle pas une mort de trop, celle qui ne pouvait pas rester impunie ?

Les multinationales occidentales, dira-t-on, voilà le tendon d'Achille de Paul Biya. Au Zimbabwe, rappelez-vous, les racistes blancs plièrent le jour où une raffinerie de pétrole fut incendiée. Une bombe chez Alucam, et voilà modifié de fond en comble le destin du peuple camerounais. Une autre chez Elf-Erap, et c'est le point final.

Imaginons quand même une autre issue, moins romantique peut-être, et même plus immorale ; car, dans de tels cas, les politiciens cyniques parlent d'une situation qui " pourrit ". Visiblement Paul Biya est aux prises avec un Destin qui l'aura aveuglé dans le dessein de le perdre. Avec le soutien du peuple, il a eu pendant de longs mois toute latitude pour inaugurer enfin l'ère de la liberté et de la concorde ; il a préféré engager sa main dans l'engrenage de la tyrannie, mettant en branle des forces redoutables qui menacent de broyer l'apprenti-sorcier. Déjà des incidents étranges succèdent à des événements troublants.

Un jour ce sont les secrétaires généraux de la Présidence qui s'offrent le luxe d'un pugilat homérique ; un autre, c'est une émeute en pays anglophone ; plus tard, c'est un avocat étranger, pourtant en règle avec toutes les administrations,

qui est séquestré durant deux jours à l'aéroport de Douala ; bientôt le pot aux roses des relations du Président avec la barbouzerie française est découvert entraînant le scandale à Paris, et sur place une cascade de péripéties tantôt burlesques tantôt dramatiques⁶⁷. Bref, l'image s'impose peu à peu d'un pays livré au chaos rampant. Alors se profilent à l'horizon les uniformes des prétoriens, tandis que résonne sourdement comme un bruit de bottes. Pourquoi ne pas laisser Paul Biya à son destin ?

J'opte pourtant ici pour une troisième solution, celle de la réconciliation nationale.

Je n'ai été mandaté par personne et ne peux donc parler qu'en mon nom propre. J'ai pourtant recueilli maints propos, dont la modération unanime n'exclut pas la colère contre la politique criminelle de Paul Biya, qui m'autorisent à affirmer que les personnalités les plus représentatives de l'opposition camerounaise en exil condamneraient le choix délibéré d'une politique du pire ; elle n'aurait d'autre effet que de prolonger, en les aggravant, les épreuves qui frappent cruellement et depuis trop longtemps nos populations. D'autre part, préoccupé de réfuter le grief trop souvent formulé par des commentateurs malveillants selon lequel l'opposition camerounaise en exil n'a pas de solution à proposer, je prétends ici qu'il existe au moins un moyen de ramener la paix des esprits, la liberté et la concorde politique dont notre malheureux pays a plus que jamais besoin : il ne faut pas que le Cameroun devienne un nouveau Liban, avec des armées confessionnelles ou tribales, des batailles fratricides toutes les semaines, un gouvernement tiré à hue et à dia, des factions innombrables, un Etat fantôme.

Une réconciliation nationale postule impérativement deux préalables.

D'abord Paul Biya devra s'effacer. Outre le sang de citoyens trop souvent innocents que son impéritie a fait couler, il s'est révélé un dirigeant trop aboulique, protéiforme, sournois et, en définitive, trop docile aux volontés de Paris pour favoriser par sa présence à la tête de l'Etat une coopération confiante au sein d'un gouvernement de conciliation ou les nécessaires relations d'estime et de respect mutuel entre ce dernier et une population aujourd'hui gorgée d'amertume et désenchantée.

67. Récemment, c'est la famille de Paul Biya qui a été obligée de fuir Sangmelima pour trouver refuge au palais de la présidence.

Paul Biya obtiendra toutes les garanties souhaitables pour sa sauvegarde, quelle que soit la résidence choisie, et aussi pour celle de sa famille proche, pour autant que chaque membre, pris séparément, soit exempt de toute responsabilité directe dans les crimes de sang commis sur la personne de citoyens camerounais.

Ensuite le nom de la capitale du Cameroun devra être transformé pour devenir *Oumnyobéville*, premier pas dans la réhabilitation du héros fondateur de la nation, et première débâcle morale de tous ceux qui ont tenté d'usurper son œuvre et sa glorieuse mémoire.

Une fois le terrain ainsi déblayé des symboles de l'ahidjoisme honni, un gouvernement provisoire d'arbitrage serait institué, dont John Ngu Foncha, l'anglophone, en tant que chef de l'Etat, et Paul Soppo Priso, le francophone, chef de l'exécutif, prendraient la direction. C'est la suggestion que j'ose personnellement avancer.

Pourquoi John Ngu Foncha et Paul Soppo Priso ?

Ce sont là deux Camerounais éminents par l'âge, l'expérience et la position sociale, certes, mais plus respectables encore par l'attitude de dignité jamais démentie qu'ils ont adoptée tout au long du quart de siècle terrifiant que notre pays vient de vivre.

John Ngu Foncha demeure, en outre, auréolé du prestige d'une tradition démocratique à laquelle le peuple camerounais anglophone vient encore une fois de proclamer son attachement dans des manifestations qui donnent à réfléchir.

A travers les honneurs et les disgrâces d'une dictature dont il fut l'otage, jamais le complice, ce grand leader, qui milita vaillamment contre le colonialisme en son temps, n'a cessé d'incarner l'attente silencieuse de jours meilleurs. S'en remettre à lui pour arbitrer les tumultes d'une renaissance démocratique dans notre pays ne serait pas seulement justice, mais aussi raison : l'histoire même semble l'avoir préparé à ce rôle.

En revanche, il faut prévoir que la personnalité de Paul Soppo Priso, en ramenant dans nos mémoires le souvenir de telle fausse manœuvre qui entraîna jadis de si désastreuses conséquences, ranimera de vieilles controverses au demeurant légitimes. Je ne méconnaiss pas cette difficulté. Que l'on retienne pourtant les considérations qui vont suivre.

Paul Soppo Priso avait conquis sa place à l'avant-scène de la politique camerounaise bien avant la dictature, et même bien avant l'indépendance, en affrontant à la loyale ses adversaires dans les compétitions électorales, et non en empruntant les raccourcis semés de roses de la bureaucratie coloniale ou des candidatures officielles ; en bravant un colonisateur sans merci, et non sous l'aile protectrice de ce dernier ; en coopérant avec Ruben Um Nyobè, notre père fondateur, et non en complotant son assassinat.

Chassé de la scène par une dictature aux ordres de l'ancien colonisateur, Paul Soppo Priso entra dans le gris anonymat des grands vaincus où il est constamment demeuré, plutôt que de marchander auprès du tyran sa complaisance pour quelque douteuse faveur. Il ne fait aucun doute à mes yeux que Paul Soppo Priso, produit du suffrage universel libre, a constamment témoigné de sa préférence pour les procédures démocratiques par la réserve qu'il n'a cessé d'afficher à l'égard des dictateurs. Il a, certes, commis plus d'une erreur au cours de sa carrière politique, mais quel homme d'Etat peut lui jeter la pierre ? Il n'en reste pas moins le symbole d'une période glorieuse de notre combat pour la souveraineté et une incarnation légitime de l'aspiration démocratique.

A ces deux grands hommes serait impartie la mission d'organiser des élections libres, sous la garantie d'une commission internationale ; elles auraient lieu au plus tard deux années complètes après l'installation du gouvernement provisoire d'arbitrage, et donneraient naissance à une Assemblée chargée d'élaborer une Constitution digne du Cameroun, avec l'aide d'un comité de juristes où siègeraient seuls des experts nationaux.

Notre patience a des limites

Ma proposition, encore une fois, ne vaut que ce que peut et doit valoir un avis formulé à titre personnel, mais qui aurait rempli son rôle s'il suscitait d'autres propositions ou simplement ranimait l'habitude de débattre en commun d'affaires qui tissent après tout notre destinée, et nous concernent donc plus que personne.

Ce dont on conviendra immédiatement et sans hésitation, c'est que les Camerounais sont à bout de patience, qu'ils en

ont plus qu'assez d'une dictature qui serait burlesque, ne provoquerait qu'éclats de rire, si elle n'avait si souvent signifié la mort, la prison, la torture, un interminable exil pour tant d'entre nous. Il est temps, vraiment temps d'y mettre un terme.

Comment ! voilà un homme, un certain Paul Biya, qui de sa vie n'a fait preuve d'aucun don transcendant. Il n'a été le protagoniste ni même le deuxième couteau d'aucun combat mémorable ; il n'a réalisé aucun ouvrage digne d'intérêt dans aucun domaine ; il ne s'est trempé dans aucune épreuve susceptible de marquer une conscience, hormis les humiliations auxquelles, dit-on, son prédécesseur et maître le soumettait comme par jeu. Pour tout mandat, il ne peut d'ailleurs se targuer que de la désignation de ce même prédécesseur en dictature, à moins d'appeler ainsi la farce dite des *élections à candidat unique* — horrible association de termes antithétiques, que seuls des barbares pouvaient opérer sans frémir⁶⁸.

Et cet homme d'une médiocrité à pleurer, qui serait au plus chef de bureau d'une sous-préfecture si jamais des élections loyales étaient organisées au Cameroun, cet illustre inconnu, ce tout venant du citoyen, cet anonyme des anonymes, cet ectoplasme gouverne sans partage dix millions d'hommes, et de femmes que l'on n'ose qualifier de citoyens, prenant des décisions suprêmes, prononçant des sentences capitales dans le secret de son cabinet où se devinent seules les rares silhouettes de ses conseillers blancs, ne rendant compte à aucune instance nationale, dilapidant les milliards du pétrole, décrétant des centaines d'arrestations, détenant arbitrairement Gorji Dinka, espoir du peuple camerounais anglophone, maintenant dans un exil cruel un N'Deh N'Tumazah, authentique héros de notre combat de libération nationale, envoyant à la potence des citoyens dont le peuple ignore le crime, paradant le lendemain au milieu d'une meute de courtisans corrompus, vrai petit Néron dégénéré applaudi par cent chefs de famille tout au plus, comme autrefois à Rome, soit deux mille personnes au maximum, un fêtu dans l'ouragan d'une colère populaire.

68. Le mot *élection* est tiré d'une racine qui exprime l'idée de tri, de choix opéré sur une pluralité. Lorsque le candidat est unique, de quelle pluralité et de quel choix s'agit-il ?

Et nous souffririons que cela dure longtemps encore ?

Les nombreux journalistes rémunérés par le dictateur, ses conseillers occultes et ses amis d'Occident font en ce moment grand tapage au sujet d'élections " *démocratiques* " qui se seraient déroulées récemment au Cameroun. Qui croient-ils duper à part eux-mêmes ?

On élisait donc en février et mars derniers les délégués des comités régionaux du parti unique, très démocratiquement, paraît-il. Mais en quoi la vie du Camerounais moyen en sera-t-elle changée ? On élira bientôt, dit-on, les membres de l'assemblée nationale, mais ils devront tous être issus du *parti unique*. Plus tard, ce sera le tour des conseillers municipaux d'être élus, à condition d'appartenir au parti unique.

Ensuite, c'est-à-dire dans un an, dans deux ans, peut-être trois, peut-être quatre si ce n'est davantage, on élira les délégués régionaux ou nationaux des mouvements de jeunesse, des mouvements de femmes, des mouvements d'agriculteurs, des mouvements de marabouts — tous ces mouvements devant bien entendu se rattacher au parti unique.

Alors à quand les délégués nationaux, régionaux, départementaux, municipaux des balayeurs retraités du parti unique, ou des femmes de ménage de première classe des ministères, tous du parti unique évidemment ?

La diversion et la mystification du brave peuple sont en effet le seul objectif de ces singeries, appelées élections uniquement parce que le français de la " *francophonie* " est désespérément pauvre en vocabulaire.

Et quel crédit auront les "élus" de ces mômeries d'arriérés mentaux ? Dans quel domaine des affaires de la nation ont-ils jamais exercé la moindre influence, eux que la dictature, contrairement à ce qu'elle tente de faire croire, secrète depuis bientôt trente ans ?

Le pouvoir en sera-t-il moins concentré entre les mains du dictateur, c'est-à-dire, en vérité de ses conseillers étrangers occultes ? le pétrole camerounais en sera-t-il moins la

69. Israël vient ainsi de renouer, non avec le peuple camerounais, mais avec le seul Paul Biya. Au-delà de la justification d'une telle décision — est-elle conforme aux intérêts de la nation qu'elle place en porte-à-faux par rapport à tant de pays africains ? est-elle opportune ? etc... — elle soulève une objection de fond eu égard aux principes élémentaires de la démocratie : les dix millions de Camerounais ne méritaient-ils pas un débat public sur cette question ?

chasse gardée de compagnies étrangères dispensées de jamais rendre compte à la nation ? Le territoire camerounais en sera-t-il moins à la disposition des généraux français pour acheminer les armes et les munitions de la sale guerre du Tchad destinée à maintenir une dictature illégale ?

Le Cameroun, pays sous-développé, en sera-t-il moins le meilleur marché au monde, *mutatis mutandis*, pour le champagne français ?

Bref, le Camerounais en sera-t-il davantage maître de son destin ?

Non, bien sûr !

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE :

L'HISTOIRE D'UNE MACHINATION

I. LE PIEGE	10
Ou l'ouverture façon Paul Biya	10
Les signes avant-coureurs	11
L'exécuteur entre en scène	15
II. LA FAUTE	20
Un expert du double jeu	22
Le chantage	26
III. L'ARROSEUR ARROSE	36
L'impunité	39
IV. L'ECHEC	46
L'impasse	46
L'hydre de la corruption	53
Paul Biya, un vrai président ?	59
Le ralliement forcé, vieille méthode fasciste	62
V. DES JESUITES CHEZ MACHIAVEL	75
Mgr A. Ndongmo, bête noire des soi-disant experts	75
Le Général sans galon	79
Il y a expert et expert	83
L'éléphant, danseur mondain	88
VI. THE FRENCH CONNECTION	92
Deux Etats, un chef d'orchestre	98
Seigneur, protégez-moi de mes amis !	102
VII. LE VRAI SCENARIO DE L'OPERATION P. BIYA	107

DEUXIEME PARTIE :

PAUL BIYA PEUT-IL LIBERALISER ?

I. BUREAUCRATES CONTRE CREATEURS	114
La souveraineté totale, 1 ^{re} condition du développement	115
Kodogassis contre Tobegassis	119
II. EN FINIR A TOUT PRIX	123
Notre patience a des limites	126

Achévé d'imprimer en novembre 1986
sur les presses de l'imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : novembre 1986
Numéro d'impression : 610092

LETTRE OUVERTE AUX CAMEROUNAIS

Eté 1984 !

Les Camerounais enfin débarrassés d'Ahmadou Ahidjo se prennent à rêver de liberté. Renouveau, moralisation, libéralisation ne sont-ils pas les slogans du nouveau président ?

Au même moment, quelle est l'attitude de Paul Biya, l'homme du Renouveau, à l'égard de Mongo Beti, adversaire intraitable du dictateur déchu, écrivain connu pour avoir l'oreille des Camerounais ? Répond-il publiquement à ses demandes d'amnistie et d'élections libres ?

Mais non !

Tout comme hier Ahidjo, Paul Biya s'active à tramer une ténébreuse machination contre l'écrivain exilé. Son rêve, tout comme hier celui d'Ahidjo, n'est pas de convaincre, mais de contraindre, non de dialoguer mais de réduire au silence. La répression, oui ! la concertation, non !

Seule différence : Ahidjo vitupérait les opposants et les exilés ; en vrai fanatique, il fulminait les imprécations ; Paul Biya, lui, pérorait doucereusement, en bon petit jésuite. Ahidjo prétendait réduire à merci. Paul Biya ruse : on ne prend pas les mouches avec du vinaigre...

Des gens à Paris sont assez peu sensés pour fonder le rayonnement de la France sur le maintien à jamais de nos peuples dans l'incapacité juridique et politique du mineur ? Pari stupide comme de juste.

Il faudra bien que l'Afrique francophone devienne vraiment libre, elle aussi. En attendant, vive la Francophonie, Prix Nobel de la censure et de l'arriération tous azimuts !

— Vous avez dit *archaïque* ?

— Surtout *folklorique* !